

2013

RAPPORT FINANCIER

Association reconnue d'utilité publique



www.msf.fr



SOMMAIRE

- 1 RAPPORT DU TRÉSORIER ET RAPPORT DE GESTION
- 2 ETATS FINANCIERS COMBINES AU 31 DECEMBRE 2013
- 3 PRÉSENTATION DE MSF
- 4 LES MISSIONS DE L'ASSOCIATION MSF

Charte de MSF

Les Médecins Sans Frontières apportent leur secours aux populations en détresse, aux victimes de catastrophes d'origine naturelle ou humaine, de situation de belligérance, sans aucune discrimination de race, religion, philosophique ou politique.

Œuvrant dans la neutralité et en toute impartialité, les Médecins Sans Frontières revendiquent, au nom de l'éthique médicale universelle et du droit à l'assistance humanitaire, la liberté pleine et entière de l'exercice de leur fonction.

Ils s'engagent à respecter les principes déontologiques de leur profession et à maintenir une totale indépendance à l'égard de tout pouvoir, ainsi que de toute force politique, économique ou religieuse.

Volontaires, ils mesurent les risques et périls des missions qu'ils accomplissent et ne réclameront pour eux ou leurs ayants droit aucune compensation, autre que celle que l'organisation sera en mesure de leur fournir.

CHAPITRE 1

RAPPORT DU TRESORIER ET RAPPORT DE GESTION

RAPPORT DU TRESORIER 3

RAPPORT DE GESTION 11

RAPPORT DU TRESORIER

L'ACTIVITE DE L'ANNEE 2013

Conscients de la nécessité de faire des choix entre les interventions, nous avons entrepris, dès l'année 2011 d'arrêter ou de réorienter certaines de nos activités. Ceci a été réalisé, sur ces 3 dernières années, tout en préservant notre capacité de réponses aux urgences.

En 2013, l'impact de ces repositionnements, partiellement compensé par les interventions en Syrie et aux Philippines et par une subvention

accordée à la section espagnole de Médecins Sans Frontières pour ses actions en Colombie, s'est traduit par une diminution de 3 M€ des dépenses de missions qui s'établissent à 140,1 M€.

La baisse observée est également le reflet des difficultés de concrétisation de certains nouveaux projets (Afghanistan, Côte d'Ivoire, vaccination contre le choléra), qui ont été soit abandonnés, soit reportés à 2014.

URGENCES

Les dépenses d'interventions initiées en urgences s'élèvent à 22 M€. Elles sont légèrement supérieures à celles de l'année précédente, et ont été principalement portées par les réponses aux épidémies et aux catastrophes naturelles. Ces types d'activités, moins représentés l'année dernière, ont été développés suite aux différents typhons qui ont frappé les Philippines, et aux épidémies de

paludisme et choléra en République Démocratique du Congo. Sur les conflits, le volume est sensiblement à la baisse compte-tenu de la forte mobilisation de l'année précédente. Les principales urgences sont restées concentrées sur les contextes syrien (8,6 M€) et soudanais (1,3 M€), le début des interventions en République Centrafricaine représentant 0,9 M€.

ACTIVITES PROGRAMMEES

Les deux principales missions de notre centre opérationnel, d'un point de vue financier, sont le Soudan du Sud (11,1 M€) suivi de la République Démocratique du Congo (9,4 M€). Les autres missions

importantes ont été Haïti (9,2 M€), la Jordanie et l'Irak (9,1 M€), le Mali (6,0 M€), la République Centrafricaine (5,9 M€), le Yémen (5,4 M€), le Kenya (4,6 M€), et le Nigéria (4,0 M€).

LA PRESENTATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES

Les comptes ci-après intègrent ceux des associations MSF France, Epicentre, MSF Logistique, MSF Assistance, de la Fondation MSF, des SCI MSF et Sabin et

de la SARL Etat d'Urgence Production. Ils sont intitulés comptes combinés. Le compte d'emploi des ressources (CER) est établi selon le cadre suivant :

COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES COMBINE SIMPLIFIE AU 31 DECEMBRE 2013 (En millions d'euros)

	2012	2013	Variation	dont ressources issues de la générosité publique (GP) en 2013	
				Collectées	Affectées
Ressources privées issues de la recherche de fonds	181,2	170,2	-6%	147,6	
Ressources institutionnelles	8,3	9,6	16%		
Autres ressources	47,4	50,3	6%		
Total ressources	236,9	230,1	-3%	147,6	
Reprises de provisions	1,7	1,2			
Total produits	238,6	231,3			
Dépenses de missions sociales	205,4	205,8	0%		126,2
<i>dont dépenses de missions</i>	<i>143,1</i>	<i>140,1</i>	<i>-2%</i>		
Frais de recherche de fonds	12,6	13,3	6%		11,9
Frais du fonctionnement	13,2	13,6	3%		10,3
Total emplois	231,2	232,7	1%		148,4
Dotations aux provisions	1,8	0,9			
Total charges	233,0	233,6			
Engagements sur ressources affectées	0,5	-0,2			-0,2
Investissements de l'année					2,4
Excédent/ déficit	6,0	-2,5			-3,4
Réserves disponibles	95,4	93,2	-2%		
<i>dont ressources de GP non utilisées</i>	<i>71,9</i>	<i>68,5</i>	<i>-5%</i>		
Réserves disponibles en mois d'activité	4,9	4,8	-3%		
Fonds dédiés non utilisés	0,1	0,2			

LES EMPLOIS

Les emplois de l'exercice sont globalement stables par rapport à 2012, ainsi que la part des emplois dédiée aux missions sociales qui s'élève à 205,8 M€. Les missions

Cette diminution s'explique par une part plus importante des dépenses consacrées à la recherche de fonds (+5%) qui traduit la continuité d'une stratégie d'investissement mise en place dès l'année précédente. Cette stratégie vise à maintenir notre capacité de réaction aux urgences sur des terrains de conflits comme en Syrie ou en République Centrafricaine et à honorer

Les dépenses de fonctionnement, quant à elles, augmentent de 3% par rapport à 2012. Cette hausse est principalement portée par les pertes de change

LES RESSOURCES

Les ressources combinées diminuent de 7 M€ par rapport à 2012, principalement du fait des ressources privées issues de la recherche de fonds (-11 M€ soit -6%) qui s'élèvent à 170,2 M€. La majorité de ces dernières (101,9 M€ soit 60%) est apportée par d'autres sections du mouvement et

Ces ressources privées sont composées à hauteur de 87% (soit 147,6 M€) de ressources collectées auprès du public et de 13% (soit 22,6 M€) d'autres ressources privées (dons et partenariats d'entreprises, subventions reçues d'organisations diverses, etc.).

sociales représentent 88,4 % du total des emplois de l'année et perdent 0,4 point de pourcentage par rapport à l'année dernière (88,4% contre 88,8%).

nos engagements à long terme comme la lutte contre la tuberculose, la malnutrition ou le VIH/sida en diversifiant les sources de financement et en encourageant de nouveaux donateurs à nous soutenir. Le coût de la recherche de fonds représente ainsi 5,7% des emplois soit 0,2 point de pourcentage de plus que l'année dernière (5,7% contre 5,5%).

enregistrées sur les placements monétaires en dollar US. Ces frais représentent 5,8% du total des emplois en 2013 contre 5,7% l'année précédente.

principalement par les sections partenaires du groupe opérationnel de Paris (Australie, Etats-Unis et Japon). Les 40% restant (68,3 M€) sont collectés par la section française et le bureau des Emirats-Arabes-Unis pour un coût global de 13,3 M€, comme mentionné ci-dessus.

La diminution ainsi constatée est due à quatre facteurs principaux :

- ✓ Une évolution défavorable des taux de change qui induit une baisse des contributions des sections partenaires du groupe (-4,0 M€) alors

que les montants en devise d'origine sont en augmentation ;

✓ Une diminution des libéralités de 6,1 M€ suite à l'acceptation en 2012 d'une succession d'une ampleur inhabituelle ;

✓ La reconnaissance de 4 M€ de contributions ponctuelles l'année

dernière destinées au financement de l'extension de la plateforme logistique de Mérignac ;

✓ Une progression des dons (hors libéralités) et autres fonds privés collectés en France de 2,9 M€ qui permet de compenser partiellement les trois éléments précédents.

Les ressources d'origine institutionnelle (gouvernements ou institutions intergouvernementales) représentent 4% du total des ressources combinées et 7%

des dépenses opérationnelles. Elles se montent à 9,6 M€ et sont en hausse de 17%.

Les autres ressources (50,3 M€) sont principalement composées des marchandises et prestations facturées par MSF Logistique et Epicentre aux autres

sections MSF et organisations. Leur évolution (+2,9 M€ soit +6%) suit l'activité des autres sections opérationnelles.

LE RESULTAT ET L'UTILISATION DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC

En résumé, les emplois du groupe MSF France sont stables et s'établissent à 232,7M€. Les ressources ont, quant à elles, diminué de 7 M€ soit 3%, engendrant un déficit de 2,5 M€.

Ces dernières étant insuffisantes, 3,4 M€ ont été prélevés sur les réserves de générosité publique pour couvrir les emplois et investissements de l'exercice.

Les ressources collectées auprès du public en 2013 ont été entièrement utilisées, à l'exception de 0,2 M€ de dons dédiés aux Philippines (0,07%).

La part utilisée est ainsi répartie à hauteur de 84% sur les missions sociales (126,2 M€), de 8% sur la recherche de fonds (11,9 M€), de 7% sur le fonctionnement (10,3 M€) et 1% sur les investissements (2,4 M€).

LES RESERVES DISPONIBLES

Après affectation du déficit, les réserves disponibles de MSF à fin 2013 sont de 93,2 M€ soit 4,8 mois. Elles sont constituées de 68,5 M€ de réserves issues de la générosité publique, et ont pour objectif de maintenir la trésorerie à un niveau qui garantit la

Le niveau moyen de la trésorerie au siège s'élevait sur l'année 2013 à 65,5 M€, soit 3,4 mois d'activité. Elle est répartie sur quatre banques principales, et les placements sont effectués sur des produits

continuité des secours engagés sur le terrain, de faire face aux risques liés aux activités (urgences imprévues, baisse soudaine des rentrées financières), et de financer la croissance et les investissements.

peu risqués tels que SICAV monétaires, livrets d'épargne, bons de caisse ou bons à moyen terme négociables garantis en capital.

LES ORGANES DE CONTROLE EXTERNES

Au-delà des contrôles diligentés par les organismes réglementaires comme la Cour des Comptes ou l'Inspection Générale des Affaires Sociales ou par les bailleurs de fonds comme ECHO (organisme humanitaire de l'Union Européenne), les associations faisant appel à la générosité publique doivent faire appel à un commissaire aux comptes pour le contrôle de leurs états financiers.

Par décision de l'Assemblée Générale précédente, l'année 2013 constitue le premier des six exercices dont les comptes sont contrôlés par un collège de deux

commissaires aux comptes : Deloitte & Associés et Ernst & Young Audit.

Un tel dispositif, appelé co-commissariat aux comptes, consiste en un examen contradictoire, une collaboration entre deux commissaires aux comptes agissant en coordination et de façon indépendante. Il vise ainsi, par une opinion conjointe sur les comptes de l'association et des comptes combinés, à renforcer ce système de contrôle et à offrir à MSF et à ses donateurs une garantie additionnelle quant à la sincérité de ceux-ci et à l'efficacité de son contrôle interne.

LES PERSPECTIVES ET ENJEUX

Comme mentionné précédemment, les dépenses d'interventions de 2013 ont été en-deçà de celles de l'année précédente

mais aussi des intentions opérationnelles initiales. Dès l'an prochain, elles devraient refléter les axes fixés par le plan

stratégique 2014-2016. Celui-ci maintient la priorité sur le cœur d'activité de MSF (urgences, santé materno-infantile, hôpitaux) tout en insistant sur les activités de vaccination et de traitement du paludisme. Il met également l'accent sur le

Ce plan stratégique, défini pour les 3 prochaines années, a été élaboré conjointement par les 4 sections du Centre Opérationnel de Paris (OCP) qui réunit les associations américaine, australienne, française et japonaise. Au-delà des apports d'une réflexion collective, ce partenariat se traduit également par un partage de responsabilité réelle, la section américaine

Si l'année 2012 s'était terminée avec un excédent de 6 M€, il convient de noter que ce dernier était principalement dû à

L'exercice 2013 faisant état d'un déficit de 2,5 M€, la capacité de MSF à mettre en œuvre l'entièreté des objectifs définis est conditionnée au développement de sa collecte de fonds.

Les trois autres sections du groupe constituent à ce titre un enjeu particulier compte-tenu du caractère prépondérant du cumul de leurs contributions au financement du projet opérationnel.

Pour autant, la collecte de fonds en France reste la source de financement majoritaire.

La poursuite des investissements initiés

traitement de la tuberculose multi résistante ouvrant la possibilité de réaliser, suite à l'apparition de nouvelles molécules, des essais cliniques en partenariat avec Partners In Health, Harvard et UNITAID.

étant par exemple en charge du système d'information de santé et la section australienne de l'expertise en santé materno-infantile auprès des terrains d'intervention. La réorganisation des sièges, évoquée lors du précédent rapport, devrait être mise en place progressivement à partir de l'année prochaine.

l'acceptation d'une succession d'une générosité inhabituelle.

depuis deux ans visant à accroître le nombre de donateurs soutenant nos actions et à diversifier les sources de financements notamment auprès des institutions privées (entreprises et fondations) reste une priorité. Celle-ci sera ainsi déclinée non seulement au niveau de l'association MSF mais aussi de la Fondation MSF.

S'agissant des bailleurs institutionnels, nous sommes, avec 7% en 2013, en deçà de l'objectif de 10% du volume opérationnel qui avait été posé. Cet objectif est ainsi maintenu pour l'année 2014.

Le groupe de Paris (OCP) s'inscrit bien entendu dans le cadre plus large du mouvement international MSF au sein duquel 5 centres opérationnels sont interdépendants et liés par des principes de solidarité et de mutualisation. Ces

principes permettent notamment de faire partager les enjeux financiers de chacun par l'ensemble du mouvement, et ainsi de préserver tant que faire se peut les patients et bénéficiaires des aléas économiques que peuvent subir ces centres.

L'OCP met donc en œuvre directement ses propres opérations (151 M€ pour 2014) tout en finançant les activités opérationnelles des autres centres grâce aux collectes américaine, australienne et japonaise (104 M€ pour 2014). L'importance des collectes levées par ses

quatre sections fait du groupe de Paris non seulement le principal contributeur aux opérations du mouvement, mais également le principal redevable auprès des donateurs en termes de rendu de compte.

Denis Gouzerh

Trésorier de Médecins Sans Frontières France

Membre du Conseil d'Administration

RAPPORT DE GESTION

Ce rapport de gestion comporte deux chapitres complémentaires :

- les faits marquants de l'année écoulée (avec quelques perspectives pour les années à venir) décrivent à la fois les principales évolutions de l'association en 2013 et ses perspectives sur un plan institutionnel et organisationnel, et permettent également d'avoir une vue d'ensemble du déploiement de nos opérations

en 2013 avec un zoom spécifique sur les activités médicales rendues possibles ;

- la présentation des comptes 2013 qui explicite, avec de nombreuses illustrations en termes opérationnels et d'activité, l'utilisation qui a été faite de nos ressources.

Outre ce rapport synthétique et financier principalement, dont l'objectif premier est d'accompagner la publication des comptes annuels, le rapport annuel 2013 comporte des chapitres particuliers pour chaque grand domaine d'activité (Opérations, Médical, Logistique, Ressources Humaines, Achats et Appro, Communication...) qui permettent de mieux appréhender l'ensemble de nos activités.

I. LES OPERATIONS DANS LEURS CONTEXTES :

L'année 2013 a été une année de changement important pour la gouvernance et l'organisation de MSF-France avec un fort renouvellement des dirigeants et la volonté affirmée de faire évoluer nos modes de travail qui ont atteint leurs limites.

Un nouveau Directeur Général a été nommé fin 2012 et a pris ses fonctions en avril 2013, avec une feuille de route claire donnée par le Conseil d'Administration pour faire évoluer notre organisation. Suite à la décision de la Présidente de ne pas poursuivre son mandat après l'AG à suivre, l'année 2013 est devenue une année présidentielle, moment clé pour

notre association. Une campagne présidentielle s'est donc engagée, permettant comme à chaque fois d'ouvrir des débats porteurs pour notre association, et un nouveau Président a été élu en juin 2013 avec un programme politique clairement affiché, une partie du Conseil d'Administration ayant été également renouvelée.

Un des premiers enjeux organisationnels a été de constituer un Comité de Direction en grande partie renouvelé –du fait de postes vacants ou d’autres qui le sont devenus- avec la nomination de 6 nouveaux directeurs ou responsables de département sur la première année de mandat du Directeur Général : aux Ressources Humaines, au Médical, à la

Logistique, aux Achats et Appro (nouveau département, cf. infra), à la Communication et à la Direction Générale Adjointe. Le Comité de Direction est aujourd’hui entièrement constitué et doit être le porteur, collectivement et avec exemplarité, des changements annoncés.

Le second enjeu majeur pour l’année 2013 a été d’élaborer, au sein du Groupe Opérationnel de Paris (OCP), un plan stratégique commun pour la période 2014 - 2016. Ce travail a été conduit de manière participative et constructive par l’ensemble des départements et des sections partenaires, sous le pilotage et

la coordination de la plateforme des 4 Directeurs Généraux, chacun s’étant particulièrement engagé sur un ou plusieurs volets du plan. Ce travail a permis aux différents cadres d’OCP de faire connaissance et travailler ensemble sur leurs priorités lors d’un séminaire à l’automne 2013.

A noter un travail conséquent et conjoint des départements des Opérations et du Médical pour définir des orientations médico-opérationnelles stratégiques communes : réponses aux urgences, soins hospitaliers, soins materno-infantiles, VIH/TB, avec trois priorités médicales spécifiques autour de la

vaccination, de la malaria et de la tuberculose multi-résistante, ainsi qu’une attention particulière au Moyen-Orient. A noter également une attention particulière de l’ensemble des autres départements pour intégrer ces priorités dans leur propre agenda.

Ce plan comporte 3 parties (et documents) complémentaires :

- Un bilan détaillé du précédent plan, comprenant des éléments d’activités et les principaux résultats obtenus et difficultés rencontrées ;
- Le plan à proprement parler, mettant en évidence les grandes orientations stratégiques et les priorités pour OCP dans les 3 ans à venir ;
- La déclinaison annuelle sur 2014-2016, pour chaque département ou plateforme-métier, des principaux résultats attendus avec des éléments de suivi.

Quatre priorités transversales à OCP ont été affirmées afin d’assurer le meilleur support possible à nos terrains et permettre le meilleur développement de nos opérations selon les priorités précitées :

- a) La construction et le développement de nos ressources humaines de demain, terrain et siège (recrutement, formation, accompagnement, création de parcours...) avec la nécessité d’investir massivement et sur la durée

- b) L'optimisation des relations entre sièges et terrain avec une délégation accrue de responsabilité et un rôle réaffirmé du siège sur les orientations stratégiques et le support au terrain
- c) Des prises de positions publiques encore plus réactives et appropriées et une communication qui promeut davantage nos activités et ambitions médicales auprès du grand public et en soutien à la collecte
- d) Un nouveau mécanisme de partage des ressources (RSA) au sein du mouvement qui assure une répartition équitable des ressources permettant à chaque centre opérationnel de porter ses ambitions médico-opérationnelles
(à noter fin 2013 et début 2014 des décisions d'ajustement du RSA en vigueur afin de corriger les impacts d'évolutions économiques sensiblement différentes des hypothèses initiales, avec un rôle clé d'OCP dans cet ajustement, au niveau de l'associatif et de l'exécutif)

L'année 2013 a vu également des changements importants au niveau de la logistique et des approvisionnements :

- finalisation du projet « Surf » initié en 2012 et dont l'enjeu majeur était de définir la meilleure organisation possible pour garantir aux terrains un approvisionnement qui assure le meilleur équilibre entre qualité, délais et coût, quelle que soit la provenance des produits. Ce projet a conduit à la création d'un département Achat & Approvisionnement ;
- lancement fin 2013 d'un projet ambitieux d'optimisation de MSF Logistique, plateforme clé pour nos opérations et dont l'extension a été en grande partie finalisée, avec le recrutement d'un nouveau Directeur Général pour accompagner ce changement ;
- recrutement d'un nouveau Directeur Logistique avec une attention spécifique à la mise en place d'une collaboration plus fluide avec le Département des Opérations et une priorisation nécessaire des enjeux en termes de support mais aussi d'innovation.

Concernant le développement de nos ressources, les équipes ont poursuivi leurs travaux pour accroître la collecte auprès des entreprises et des grands donateurs, deux axes jusqu'alors insuffisamment développés. Il a été également décidé de poursuivre le renforcement de notre notoriété en France avec le lancement en novembre de « l'année 2 » de la campagne de notoriété « Médecins Sans... » initiée en 2012, avec le « SANS vous, nous ne pouvons être médecins SANS frontières ! ». Plus spécifiquement pour le bureau des Emirats Arabes Unis, le Group Committee d'OCP a validé la recommandation de relancer ce bureau autour d'un objectif prioritaire affiché et assumé de développement des ressources, avec le maintien d'un rôle de communication et de sensibilisation dans la région.

Notre communication a été marquée en 2013 par des prises de positions fortes sur des crises humanitaires majeures et complexes, notamment la crise syrienne et celle en Centrafrique :

- ✓ en Syrie : communications récurrentes sur la situation humanitaire et la nécessité d'une aide transfrontalière, puis l'épisode très médiatisé de dénonciation d'usage d'armes chimiques, la communication se raréfiant début 2014 suite à l'enlèvement de nos 5 collègues (aujourd'hui libérés) ;
- ✓ en République Centrafricaine : de nombreuses communications de témoignage de la gravité de la situation (MSF restant un des seuls acteurs présent dans une grande partie du pays) avec des appels répétés à l'engagement massif de la communauté internationale (bailleurs, états, acteurs de l'aide), puis à compter de décembre 2013, de multiples dénonciations de l'insécurité grandissante au sein des structures de soin.

Un autre moment clé fut aussi l'annonce de la fermeture de toutes nos missions en Somalie du fait de l'absence d'espace de travail humanitaire suffisant (qui avait conduit à l'enlèvement de nos deux collègues espagnoles, libérées après près de 2 ans de captivité, enlèvement dans lequel ont pu être impliqués certains des acteurs avec lesquels nous discutons).

Enfin, concernant l'enjeu majeur d'améliorer significativement notre fonctionnement, pour des raisons propres à la situation à Paris mais aussi liées au mouvement MSF et à nos contextes d'intervention, l'année a vu la clôture du processus Oscar initié fin 2012 et qui a permis de formuler de manière participative nos principaux dysfonctionnements ainsi que des premières pistes de recommandations. A noter que les difficultés identifiées (pour la plupart déjà connues) concernant davantage le fonctionnement au sein de MSF-France, la plupart des recommandations concernent surtout Paris et dans une moindre mesure OCP (ce qui n'était pas une volonté en soi et a parfois pu être mal perçu, peut-être du fait

d'une communication insuffisante). Suite à ces recommandations, des travaux détaillés ont été conduits pendant quelques mois par le Comité de Direction afin de proposer un schéma global de réorganisation. Cette stratégie de changement MSF-F 2015 aborde un grand nombre de sujets tels que les modalités de prise de décisions et leur suivi, la collaboration entre les Opérations et le Médical, l'amélioration des relations entre siège et terrain (meilleur support, plus de délégation) ou encore l'amélioration de notre gestion des ressources humaines. Ce plan a été présenté au CA en avril 2014 pour discussion puis formellement au Comité d'Entreprise en mai 2014. Il sera progressivement mis en place avec une première échéance à l'AG 2015.

Principales perspectives pour 2014 et années suivantes :

La mise en œuvre des propriétés médico-opérationnelles est évidemment notre priorité, avec notamment la réponse à des crises majeures comme celles en RCA ou au Sud-Soudan qui seront des enjeux majeurs en 2014.

Pour être en capacité de relever tous ces challenges identifiés (urgences, MCH, MDR-TB,...), nous devons collectivement mener à bien les quatre chantiers suivants :

- ✓ Mise en place du changement d'organisation annoncé, avec une attention à la communication autour de ce changement (à Paris et au sein d'OCP) et au rythme de changement (volontairement assez rapide pour amorcer un changement concret et rapide, mais devant permettre à tous de monter à bord dans les meilleures conditions) ;
- ✓ Réaffirmation des enjeux et du fonctionnement du groupe OCP avec le renouvellement à venir de notre MoU ;
- ✓ Intégration et analyse encore plus sensibles et complexes des enjeux sécuritaires sur nos terrains ;
- ✓ Forte contribution aux débats internationaux clé autour de la croissance à venir (souhaitée et/ou possible) pour le mouvement ou l'amélioration de nos mécanismes de « mutual accountability ».

Vue générale de nos Opérations en 2013

Le portfolio opérationnel en 2013 a été composé de 70 à 90 projets dans 30 à 35 pays, toujours majoritairement en Afrique, malgré une augmentation de la part des dépenses au Moyen Orient.

L'année a été marquée par les incidents de sécurité au sein du mouvement, notamment plusieurs kidnapping, avec un nombre croissant d'interventions dans des pays à risques (Syrie, Somalie, Mali, Nigeria, Yemen, RCA, Pakistan, ...) qui doivent nous conduire

à une réflexion large sur notre exposition et les choix à faire. 2013 a vu le retrait de tous les centres opérationnels de Somalie, mais la consolidation de nos activités au Sud Khordofan (à partir du Soudan du Sud), au Yemen, au Pakistan ou en Tchétchénie.

La réponse aux urgences s'est diversifiée avec 37 interventions (78% en zones de conflit, 20% sur des catastrophes naturelles, au premier rang desquelles figurent la Syrie, la RCA et les Philippines (typhon Haiyan), mais également

l'épidémie de paludisme en RDC et la prise en charge des réfugiés, activité très importante sur l'année (réfugiés de Syrie, RCA, Soudan du Sud, ...).

La gestion de volumes importants d'activités reste un point fort : cohortes VIH, vaccinations

de masse, traitement de la malaria par chimio-prévention saisonnière, malnutrition.

Malgré la décision d'abandonner le projet d'hôpital Fossap en Haïti, le développement de perspectives à moyen long terme s'est poursuivi avec l'ouverture d'un programme santé des femmes à Katiola en Côte d'Ivoire et d'un programme tuberculose multi-résistante

en Papouasie-Nouvelle-Guinée, ainsi que la mise en place de planifications pluriannuelles dans les programmes existants : hôpital pédiatrique de Koutiala (Mali), projet VIH à Ndiwah (Kenya), ...

La revue de la pertinence de certains projets a été poursuivie, conduisant à des décisions de fermetures : Madagascar, Colombie, Laos, Congo Brazzaville.

Parmi les échecs de 2013, on peut citer les obstacles à nos interventions en Ethiopie, le manque de temps et de ressources pour identifier une intervention pertinente en Egypte ou en Erythrée, l'absence de

témoignage sur la situation au nord du Nigéria (Borno) et de prise de position sur les attaques contre des vaccinateurs polio au Pakistan ainsi que les retards pris sur certaines ouvertures (Côte d'Ivoire, Nigeria, Haïti, Afghanistan).

Vue générale de nos activités médicales en 2013

En vaccination de routine, la tendance à l'augmentation du nombre de doses administrées chez les enfants se poursuit depuis plusieurs années. Après avoir plus que doublé entre 2011 et 2012, on observe aussi en

2013 un bond considérable de 64 % (822 000 doses administrées). A cela s'ajoutent 570 000 personnes vaccinées au décours d'épidémies, principalement de rougeole.

En 2013, le nombre de cas de paludisme traités dans les projets a augmenté de 7% (426 000 cas). Par ailleurs, 234 000 enfants de moins de cinq ans ont bénéficié chaque mois du

Le traitement de la tuberculose simple a été intégré dans 81% des programmes. Une nouvelle technologie de diagnostic, le

On constate une baisse des activités nutritionnelles de 29% par rapport à 2012, liée notamment à l'absence de crise nutritionnelle majeure en 2013.

En pédiatrie, les hospitalisations ont augmenté de 21% (45 000 hospitalisation) et les consultations ambulatoires de 30% (350 000). En hospitalisation, les efforts portent sur l'amélioration des protocoles et des algorithmes appropriés pour la prise en charge de l'enfant sévèrement malade. A cet effet et dans une perspective pluriannuelle, il a été décidé de développer l'hôpital pédiatrique de Koutiala (Mali) comme centre de référence

La gynéco-obstétrique fait partie de l'offre de soins dans 22 pays. Le nombre d'accouchements dans les structures MSF

7 700 cas de choléra ont été traités en 2013. La vaccination choléra, initiée pour la première

En 2013, la stratégie des programmes VIH a été réorientée des grandes cohortes en contexte de forte prévalence, vers des domaines de prise en charge négligée et permettant une recherche opérationnelle : contextes de faible prévalence où l'accès au traitement est difficile voire inexistant (Nigeria, RDC), diminution de

traitement prophylactique saisonnier au Mali avec des résultats très satisfaisants, dont l'impact à plus long terme reste néanmoins à étudier.

GenXpert, a été introduit dans 5 de nos projets et l'utilisation de la Bedaquilline à usage compassionnel autorisée en Arménie.

MSF de la région. En pédiatrie ambulatoire, un paquet de soins pédiatriques a été développé qui combine des mesures de prévention en nutrition, vaccination et prévention saisonnière du paludisme en même temps qu'un accès aux soins. La mise en place de services de néonatalogie dans nos projets a permis l'hospitalisation de 6900 nouveau-nés (presque le double de 2012).

augmente chaque année : 29 000 en 2013 dont 3 900 césariennes.

fois à Kalémie (RDC) a dû être suspendue pour des raisons sécuritaires.

l'incidence et de la transmission du VIH (Ndhiwa, Kenya), prise en charge du patient sévèrement malade. A la fin 2013, 51 060 patients étaient suivis dans les cohortes VIH. A Chiradzulu (Malawi), une étude d'incidence et prévalence dans la population a donné un éclairage sur les résultats de nos actions depuis

la mise en place des ARV débutée en 2001, suggérant que la stratégie adoptée par MSF et

le Ministère de la Santé a permis de contrôler au moins partiellement l'épidémie.

Un des plus gros points forts reste les activités du pôle chaud (salles d'urgence, soins intensifs et chirurgie) et par extension des soins hospitaliers. 24% des projets comportent une activité de chirurgie. L'activité chirurgicale est en augmentation de 6% environ tous les ans

avec un nombre d'actes de 33 000 en 2013 pour 14 000 patients. La chirurgie plastique des brûlés fait partie de nos spécificités reconnues dans le mouvement, Haïti traitant 500 cas par an.

Certains hôpitaux spécialisés nous permettent de faire évoluer les pratiques hospitalières, de développer des protocoles, de nouveaux outils et aussi de fidéliser du personnel :

Koutiala/pédiatrie, Peshawar/santé maternelle et néonatalogie, Haïti/brûlés, Amman/chirurgie reconstructrice.

Le montant des dépenses de médicaments et matériels médicaux est stable, autour de 20

M€. La proportion des achats internationaux a diminué par rapport aux achats locaux.

II. PRESENTATION DES COMPTES DE L'ANNEE 2013 :

L'analyse des comptes vient en complément du rapport du trésorier sur la situation financière de l'année.

Depuis 1997, l'analyse des comptes annuels du groupe Médecins Sans Frontières se fait sur la base du compte d'emploi des ressources et du bilan combinés. Cette opération comptable, qui combine l'ensemble des comptes des entités rattachées à l'association MSF, après avoir neutralisé les transferts inter-entités, est l'un des éléments majeurs de la transparence de la gestion de Médecins Sans Frontières, en termes d'activité, de résultat, de patrimoine ou d'effectif. Le périmètre de combinaison intègre les satellites que l'association a créés

A noter que les dépenses combinées des opérations de terrain sont inférieures à celles de l'association. En effet, les satellites (comme la centrale d'achats MSF Logistique, par exemple) intègrent une marge au prix de vente de leurs prestations et produits à MSF afin de

Le compte d'emploi des ressources permet aux donateurs de mieux apprécier l'emploi des dons qu'ils ont confiés à l'association, et de manière plus générale, la façon dont elle utilise

Côté emplois, les dépenses sont présentées en fonction de leur destination (missions sociales de l'ensemble des entités contrôlées par Médecins Sans Frontières, recherche de fonds, fonctionnement). Les ressources sont présentées en fonction de quatre sources principales (ressources collectées auprès du public, autres fonds privés, fonds institutionnels publics, autres produits).

L'ensemble des comptes de Médecins Sans Frontières (MSF Association et MSF combiné) est arrêté par le trésorier.

pour accroître son efficacité, et dont elle contrôle les conseils d'administration ou les gérances. Il s'agit de MSF Logistique, Epicentre, la Fondation MSF, Etat d'Urgence Production (EUP), MSF Assistance, la SCI MSF et la SCI Saint Sabin, ainsi que le bureau des Emirats Arabes Unis. En revanche, MSF Australie, MSF Japon et MSF USA ne font pas partie de ce périmètre, en raison de l'absence, dans leur Conseil d'Administration, d'une majorité d'administrateurs de MSF France.

couvrir leurs frais de siège. Le processus de combinaison a pour effet d'éliminer cette marge, pour ne laisser en dépenses d'opérations que le coût des achats du groupe (MSF et satellites).

les ressources dont elle bénéficie. Les principes et méthodes d'élaboration du compte d'emploi des ressources sont décrits dans l'annexe aux comptes combinés.

Par ailleurs, le compte d'emploi des ressources porte l'accent sur le suivi des ressources collectées auprès du public. Il permet d'appréhender l'utilisation des ressources de la générosité publique ainsi que la part des réserves provenant de ces ressources.

Conformément aux résolutions de l'Assemblée Générale précédente, les comptes combinés et les comptes de l'association de l'année 2013 (ainsi que ceux des cinq prochains exercices) sont contrôlés et certifiés par Ernst & Young Audit et Deloitte & Associés dans le cadre d'un

co-commissariat aux comptes. Ce choix a été dicté par la volonté de renforcer les processus de contrôles externes auxquels MSF est soumise en y adjoignant des approches différentes et en bénéficiant de la complémentarité de chacun des cabinets.

1. LE COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES COMBINE

COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES COMBINE SIMPLIFIE au 31 décembre 2013 (En millions d'euros)

	2013	2012
Ressources privées issues de la recherche de fonds	170,2	181,2
Ressources institutionnelles	9,6	8,3
Autres ressources	50,3	47,4
Total ressources	230,1	236,9
Reprises de provisions	1,2	1,7
Total produits	231,3	238,6
Dépenses de missions sociales	205,8	205,4
<i>dont dépenses de missions</i>	140,1	143,1
Frais de recherche de fonds	13,3	12,6
Frais du fonctionnement	13,6	13,2
Total emplois	232,7	231,2
Dotations aux provisions	0,9	1,8
Total charges	233,6	233,0
Engagements sur ressources affectées	-0,2	0,5
Excédent/ déficit	-2,5	6,0

Les charges s'élèvent en 2013 à 233,6 millions d'euros (M€) et sont globalement stables par rapport à l'année précédente (233,0 M€).

Les dépenses de missions sociales sont également stables, la diminution des missions étant compensée par la hausse des activités de MSF-Logistique et d'Epicentre avec les autres sections du mouvement MSF. Les investissements en recherche de fonds (+5%) et l'inflation de 3% des frais de fonctionnement sont couverts par la diminution des dotations aux provisions de 0,9 M€.

Quant aux produits, ils sont passés de 238,6 M€ à 231,3 M€, soit une diminution de 7,3 M€ (-3%). Cette diminution est principalement portée par les ressources privées issues de la recherche de fonds (-11,0 M€) et les reprises de provisions (-0,5 M€), et est partiellement compensée par l'augmentation des ressources institutionnelles (+1,3 M€) et des autres ressources (+2,9 M€).

Le résultat de l'exercice 2013 est ainsi déficitaire de 2,5 M€.

1.1. LES CHARGES COMBINEES : 233,6 M€

1.1.1. LES DEPENSES DES MISSIONS SOCIALES : 205,8 M€

En 2013, les dépenses liées aux missions sociales représentent 88,4% du total des emplois combinés contre 88,8% l'année précédente, soit une diminution de 0,4 point. Elles sont constituées des dépenses liées aux opérations menées en France et à l'étranger, au

Les dépenses des opérations en France et à l'étranger représentent **140,1 M€**. Elles sont composées des coûts engagés pour la réalisation des missions de l'association sur le terrain, de versements à d'autres organismes liés à des actions de secours, et de dépenses opérationnelles engagées pour le compte d'autres sections MSF.

La quasi-totalité des projets de terrain a été menée par l'association Médecins Sans Frontières. Toutefois, quelques projets de recherche sont menés par Epicentre en Ouganda et au Niger. Les dépenses combinées des missions menées par MSF France s'établissent à 130,6 M€, en baisse de 4,3% (soit 5,9 M€) par rapport à 2012.

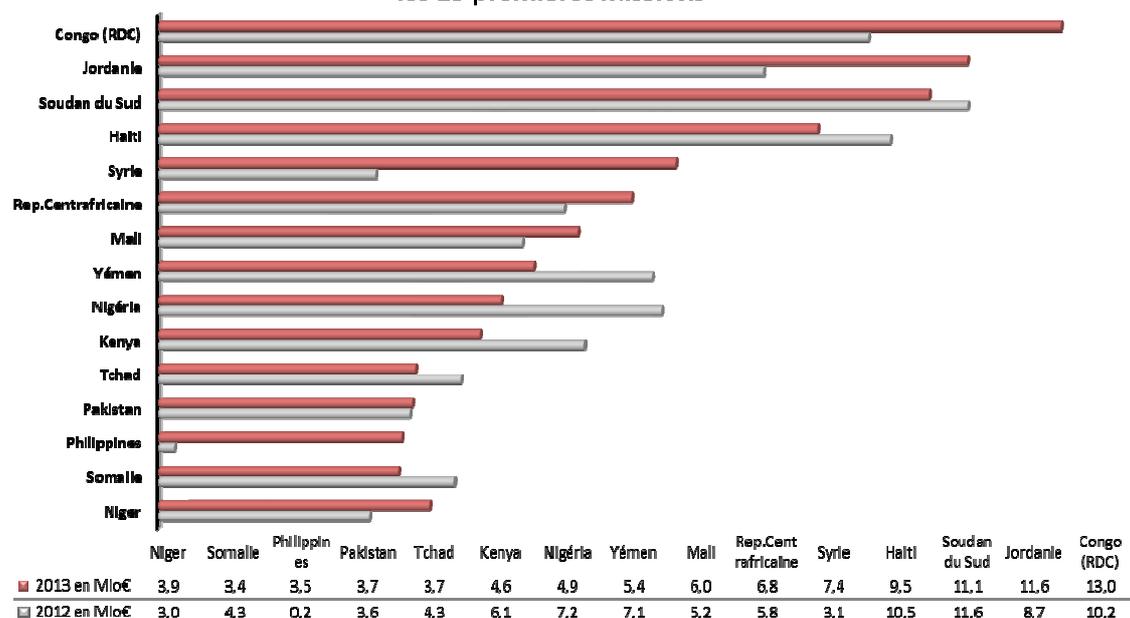
support dédié à ces opérations, à l'information et à la sensibilisation du public, à d'autres activités à vocation humanitaire et à des versements à d'autres organismes non liés à des actions de secours.

Les interventions d'urgence ne sont pas concernées par cette diminution. Elles sont sensiblement plus élevées que l'année précédente, les réponses aux catastrophes naturelles et aux épidémies (+4,1 M€) ayant plus que compensé la diminution des dépenses liées aux situations de conflit (-3,0 M€).

La baisse observée tient principalement aux fermetures et réorientations de projets effectuées sur les deux dernières années qui, en 2013, n'ont pas encore été complètement rattrapées par de nouvelles interventions.

Une analyse plus détaillée de cette évolution est présentée dans le chapitre «Analyse des dépenses de missions de l'association Médecins Sans Frontières».

les 15 premières missions



Les principales missions sur le plan du volume financier (dépassant les 4 M€) sont les missions en République Démocratique du Congo (13,0 M€), en Jordanie et Irak (11,6 M€), au Soudan du Sud (11,1 M€), en Haïti (9,5 M€), en Syrie (7,4 M€), en République Centrafricaine (6,8 M€), au Mali (6,0 M€), au Yémen (5,4 M€), au Nigéria (4,9 M€), et au Kenya (4,6 M€). Elles représentent 61% du total des dépenses des opérations conduites par l'association.

Les versements à d'autres organismes liés à des actions de secours s'élèvent à 4,0 M€, en hausse de 2,4 M€ par rapport à l'année dernière. Ces versements comprennent :

- ✓ une subvention versée à l'ONG nigérienne ForSaNi dans le cadre d'une intervention en partenariat en réponse à la situation nutritionnelle au Niger (1,5 M€),
- ✓ une subvention versée à la section espagnole de 2,5 M€ en financement de ses projets en Colombie,
- ✓ la participation de la section française au fonds international mis en place au niveau du mouvement MSF afin de promouvoir des stratégies opérationnelles innovantes (0,05 M€).

Les dépenses engagées par l'association pour le compte des opérations d'autres sections MSF sont en augmentation de 11% et s'établissent à 5,4 M€. Elles concernent principalement des charges de personnel expatrié sous contrat français travaillant pour le compte de ces sections et sont remboursées par celles-ci.

Le support aux missions s'établit à **20,7 M€** sur l'année 2013. Les dépenses se composent, autour de la coordination opérationnelle, des services d'appui médical, logistique et juridique, des ressources humaines terrain et de contrôle de gestion. Le support aux missions fait partie intégrante de la conduite

Les sections non opérationnelles, partenaires de MSF France (MSF Australie, MSF Japon et MSF USA), participent activement à l'élaboration du projet opérationnel de la section française et s'impliquent dans son suivi. Ainsi, deux desks¹ décentralisés, à New York et à Tokyo, sous la responsabilité de la direction des opérations de MSF France, sont

Ces dépenses de support sont en légère hausse (+3%) suite au renfort des capacités initié l'année précédente. Elles représentent 14,8%

Les dépenses **d'information et de sensibilisation du public** s'élèvent à **3,0 M€**. Elles regroupent notamment les salaires du centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires (CRASH) de la Fondation MSF et la mise à disposition de moyens de communication (chargés de communication, évènementiels, investissements technologi-

des projets. Il a pour rôle d'élaborer le projet opérationnel de chaque pays, de garantir l'application des politiques générale, opérationnelle et médicale de l'association et d'assister les équipes sur le terrain dans la mise en œuvre des projets.

chargés de la conduite des projets de certains pays. Les dépenses des projets suivis par les desks décentralisés sont enregistrées dans les comptes de la section française, celle-ci en gardant la responsabilité opérationnelle. Les dépenses de support liées à ces desks et engagées par les sections partenaires sont refacturées à MSF France.

des dépenses d'opérations en France et à l'étranger pour une moyenne de 13% sur les cinq dernières années et 14% en 2012.

ques) par l'association MSF, pour sa mission d'information du public. Elles sont en augmentation de 0,3 M€ par rapport à 2012 (+12%), portées notamment par les activités de publication du CRASH ou l'organisation d'expositions pour le compte d'autres sections du mouvement MSF.

¹ Desk : structure de support et coordination des opérations menées sur le terrain. Chaque desk, résidant au siège de l'association ou de ses sections partenaires, est composé d'un responsable de programmes, d'un adjoint ou d'un médecin, d'un chargé de ressources humaines, d'un superviseur logistique, d'un contrôleur de gestion et de son adjoint et d'un chargé de communication.

Les dépenses des **autres activités liées aux missions sociales** s'élèvent à **41,1 M€** et sont en hausse de 2,5 M€ par rapport à 2012 (+7%). Cette rubrique regroupe plusieurs activités :

- ✓ d'une part, les dépenses liées aux activités de vente des satellites MSF Logistique et Epicentre à des clients autres que MSF France, en très grande majorité d'autres sections MSF, mais aussi d'autres organisations. C'est cette activité (40,4 M€) qui constate la quasi-totalité de la hausse mentionnée ci-dessus et dont l'évolution suit principalement celle des autres sections opérationnelles du mouvement MSF.
- ✓ d'autre part, les dépenses engagées par le groupe MSF France pour le compte de la Campagne pour l'Accès aux Médicaments Essentiels ou de la DNDi – et refacturées aux entités concernées.

Les **versements à d'autres organismes non liés à des actions de secours** représentent **1,0 M€**. Cette catégorie regroupe essentiellement la participation de MSF France au financement

de la Campagne pour l'Accès aux Médicaments Essentiels (0,3 M€) et de la DNDi (0,7 M€).

1.1.2. LE COUT DE LA RECHERCHE DE FONDS : 13,3 M€

Ces dépenses correspondent au coût de la recherche de fonds en France et aux Emirats-Arabes-Unis. Elles sont à mettre en regard des seules ressources collectées dans ces deux pays et non de la totalité des ressources privées dont

MSF bénéficie. Celle-ci intègre en effet des contributions reçues d'autres sections du mouvement MSF pour lesquelles aucune dépense n'est engagée par la section française.

Médecins Sans Frontières a pour objectif permanent de rentabiliser au mieux ses dépenses de collecte de fonds, mais également de garantir la stabilité de ses ressources privées, condition essentielle à la pérennité de son action sur le terrain et à son indépendance. MSF porte ainsi ses efforts d'investissement en

collecte de fonds sur la mise en place de prélèvements mensuels auprès de ses donateurs. Ces prélèvements, dont le coût de traitement est moindre, permettent également de disposer de ressources immédiatement mobilisables, indépendamment de l'importance de la médiatisation des crises.

Dans la continuité de l'année précédente, MSF a poursuivi ses investissements en recherche de fonds, augmentant le coût de ces dépenses de 0,7 M€ (soit +5%).

permettre à MSF de garantir le niveau de ressources nécessaire pour répondre aux crises humanitaires et médicales présentes et à venir.

Cette stratégie a pour objectif non seulement de compenser les effets d'un contexte économique défavorable mais également de

Elle se traduit par une augmentation des dépenses de prospection pour 0,5 M€, par une diversification des types de sollicitations et de donateurs (appels aux dons lors des urgences,

mécénat d'entreprise) pour 0,3 M€, et par une hausse des dépenses de gestion des legs et de traitement des dons pour 0,3 M€. Ces investissements ont partiellement été compensés par une campagne d'appels à dons

de fin d'année moins coûteuse (-0,4 M€), avec un investissement média (achat d'espaces et négociation d'espaces gracieux) significativement moins important.

Le coût de la recherche de fonds représente ainsi 5,7% du total des emplois contre 5,5% en 2012.

Pour l'essentiel :

- ✓ Les frais de collecte en France et aux Emirats s'élèvent à 10,2 M€ et absorbent les deux tiers de l'augmentation mentionnée ci-dessus.
- ✓ Les frais de gestion (traitement des dons) augmentent de 8% et s'établissent à 1,9 M€.
- ✓ Le coût de la gestion des legs, de la recherche d'autres sources de fonds privés ou institutionnels se monte à 1,2 M€ et augmente de 9%.

Pour 100 euros issus de la générosité publique en France, l'investissement consacré à la récolte de fonds et à sa gestion se monte ainsi à 19 euros en 2013 contre 17 euros en 2012. La dégradation de ce ratio s'explique par la réalisation l'année précédente d'un legs exceptionnel par son ampleur. Hors legs, il s'établit à 21 euros et reste stable d'une année sur l'autre.

1.1.3. LES FRAIS DE FONCTIONNEMENT ET LES DOTATIONS AUX PROVISIONS: 14,5 M€

Les frais de fonctionnement représentent **13,6 M€** sur l'année 2013. Ils regroupent les coûts de l'ensemble des services de fonctionnement de toutes les entités ainsi que la contribution de fonctionnement versée par MSF-France au Bureau International, une part des pertes de change et diverses charges exceptionnelles.

Ils sont en augmentation de 0,4 M€ (+3%) par rapport à l'année dernière, principalement portés par les pertes de change sur les SICAV de trésorerie en dollar US. Les frais de fonctionnement représentent 5,8% du total des emplois en 2013 contre 5,7% en 2012.

Les dotations aux provisions de l'exercice s'établissent à **0,9 M€**. Elles sont isolées dans le compte d'emploi des ressources afin de permettre une meilleure lecture des ratios financiers (un même évènement ne pouvant impacter ces ratios qu'une seule fois : au

moment de sa réalisation). Elles couvrent sur cette année la dépréciation des stocks de MSF-Logistique (0,5 M€), de nouveaux risques fiscaux (0,2 M€) ainsi que d'autres litiges (0,2 M€).

1.1.4. LES ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES: 0,2 M€

Les engagements à réaliser sur ressources affectées comprennent les dons reçus sur l'année affectés à des interventions particulières et qui n'ont pu être utilisés à la clôture. Ils sont portés au passif du bilan, traduisant ainsi l'engagement de l'association à les utiliser conformément au souhait des

donateurs dans les années à venir. En 2013, ils s'élèvent à 0,2 M€ et concernent principalement les dons reçus lors à l'appel effectué suite au typhon Haiyan aux Philippines, pour lequel les interventions sont toujours en cours.

1.2. LES PRODUITS COMBINES : 231,3 M€

Ils sont passés de 238,6 M€ à 231,3 M€ en 2013 et sont composés de ressources privées issues de la recherche de fonds à hauteur de 170,2

M€, de financements institutionnels pour 9,6 M€, d'autres produits pour 50,3 M€ et de reprises de provisions à hauteur de 1,2 M€.

1.2.1. LES RESSOURCES PRIVEES ISSUES DE LA RECHERCHE DE FONDS : 170,2 M€

Les ressources privées issues de la recherche de fonds s'établissent à 170,2 M€ en 2013, soit une diminution de 11,0 M€ (-6%). L'ensemble des ressources privées est composé de 68,2 M€ de fonds collectés en France et aux Emirats-

Arabes-Unis, de 100,7 M€ de contributions reçues des sections partenaires du projet opérationnel, et de 1,3 M€ provenant des autres sections du mouvement.

En France, environ 535.000 donateurs ont soutenu MSF pendant l'année, parmi lesquels plus de 356.000 ont choisi de faire leur don par prélèvement mensuel. Le montant des dons reçus des particuliers s'élève ainsi à 57,6 M€, soit une augmentation de 2,8 M€ (+5%). Les legs s'établissent à 8,1 M€ et enregistrent une forte baisse (-6,1 M€). Celle-ci s'explique par la

réception en 2012 d'une succession importante dont la réalisation a été moindre sur cette année. Quant aux autres fonds privés (financements d'entreprises et autres organismes privés, activités annexes...), ils restent stables à 2,0 M€. Les dons et autres fonds privés collectés par le bureau des Emirats Arabes Unis représentent 0,5 M€.

Sur l'ensemble des fonds collectés en France et aux Emirats-Arabes-Unis, 65,9 M€ ont été collectés auprès du public.

Les contributions reçues des sections partenaires du projet opérationnel et des autres sections du mouvement diminuent de 7,4 M€ (-7%). Cette baisse s'explique pour plus de la moitié (4 M€) par la reconnaissance en produits des contributions des sections américaine et suisse au financement de l'extension de la plateforme logistique de Mérignac sur 2012. En dehors de ces financements spécifiques, les contributions des sections partenaires du projet opérationnel s'élèvent à 100,7 M€ constatant une diminution de 4,0 M€ due à une évolution défavorable du

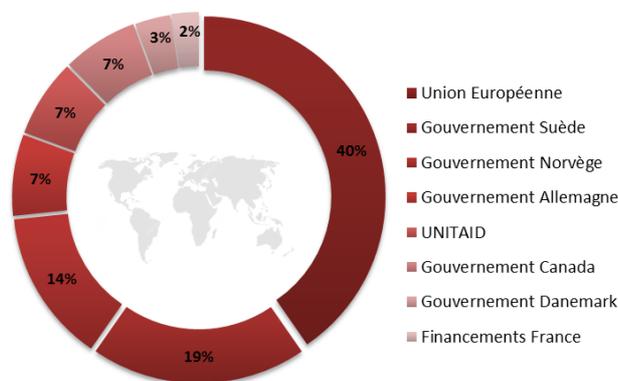
cours des dollars américains et australiens et du yen japonais. Ainsi, la contribution de MSF Australie (23,0 M€) baisse de 9% bien que stable en devise d'origine, celle de MSF Japon (19,9 M€) baisse de 7% malgré une hausse de 18% en yen, et celle de MSF USA reste stable à 57,8 M€ bien qu'en hausse de 2% en dollar. Les autres financements reçus des sections du mouvement s'élèvent à 1,3 M€ (2,1 M€ en 2012). A noter que l'évolution du cours des devises en 2013 a au global un impact négatif d'environ 9,6 M€ sur l'évolution du montant total de ces ressources.

Sur 170,2 M€ de ressources privées issues de la recherche de fonds, 147,6 M€ ont donc été collectés auprès du public (soit 87%), dont 46% en France et aux Emirats.

1.2.2. LES RESSOURCES INSTITUTIONNELLES (OU SUBVENTIONS PUBLIQUES) : 9,6 M€

Dans la poursuite d'une politique d'augmentation progressive de ce type de ressources, les financements institutionnels publics s'élèvent à 9,6 M€ contre 8,3 M€ en 2012. Ils représentent ainsi 5% du total des ressources privées et institutionnelles issues de la recherche de fonds et 7% des dépenses d'opérations. Ils proviennent majoritairement des institutions européennes (40%), du gouvernement suédois (19%) et du gouvernement norvégien (14%).

ORIGINE DES RESSOURCES INSTITUTIONNELLES COMBINEES



Les principaux pays financés ont été :

- ✓ le Soudan du Sud pour 1,5 M€ (gouvernements norvégien et suédois) sur le projet d'Aweil,
- ✓ le Mali pour 1,4 M€ (Union Européenne / ECHO) sur le projet de Koutiala,

- ✓ la République Centrafricaine pour 1,2 M€ (Union Européenne / ECHO et gouvernement suédois) sur les projets de Bria et Paoua,
- ✓ la République Démocratique du Congo pour 0,9 M€ (gouvernements allemands et suédois) sur les projets de Kabalo et Kalémie,
- ✓ le Niger pour 0,7 M€ sur le projet nutritionnel réalisé avec l'ONG

nigérienne ForSani (Union Européenne / ECHO),

- ✓ les Philippines pour 0,7 M€ (gouvernement canadien et municipalités françaises) sur l'intervention consécutive au typhon Haiyan,
- ✓ l'Ethiopie pour 0,6 M€ (Union Européenne / ECHO) sur les activités d'assistance aux réfugiés soudanais.

Par ailleurs, un projet d'expérimentation d'un outil diagnostique de la charge virale (développé par l'université de Cambridge) adapté à des

contextes à ressources et technicité limitées est mené au Malawi et en Ouganda et est financé par UNITAID pour 0,7 M€.

1.2.3. LES AUTRES PRODUITS ET REPRISES DE PROVISIONS: 51,5 M€

Les autres produits regroupent des revenus issus d'activités liées aux missions sociales ainsi que d'autres ressources. Ils observent une

augmentation de 2,9 M€ (soit +6%) par rapport à l'année précédente.

Les ressources issues des missions sociales représentent **44,7 M€**. Elles regroupent les recettes issues du remboursement des dépenses engagées pour le compte d'autres sections MSF et le produit des ventes des satellites MSF Logistique (médicaments, matériels médical et logistique) et Epicentre

(consultations, recherches et formations épidémiologiques) aux autres sections et organisations. Elles connaissent une augmentation de 2,2 M€ par rapport à 2012 et suivent l'évolution des volumes opérationnels des autres sections.

Les autres ressources sont également en hausse de 0,6 M€ et s'élèvent à **5,6 M€**. Elles comprennent des activités marchandes diverses (films et activités externes de EUP ...), les produits financiers et gains de change, les

produits exceptionnels et les autres produits d'exploitation (facturations diverses par MSF, MSF Logistique et Epicentre aux autres sections, remboursements d'assurance...).

Les reprises de provisions sont, à l'identique des dotations, présentées de manière isolée dans le compte d'emploi des ressources. Elles s'élèvent à **1,2 M€** sur l'exercice 2013 et

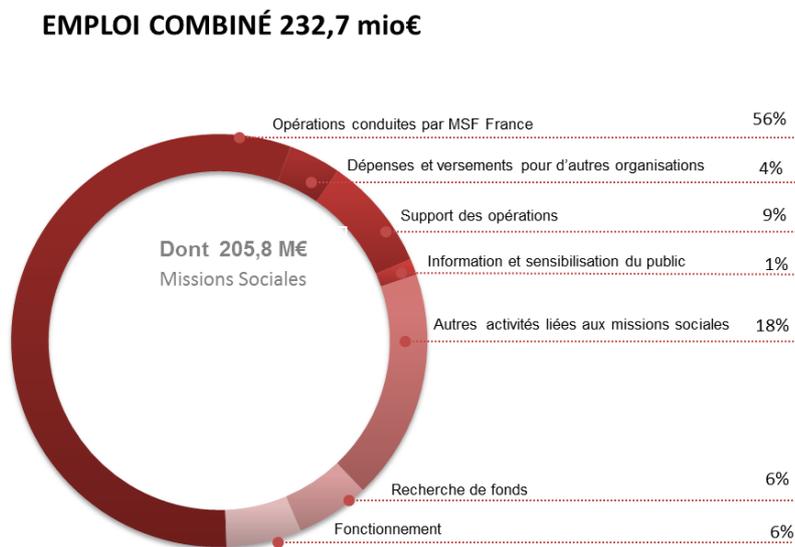
correspondent principalement à 0,7 M€ de reprises de provisions récurrentes (dépréciation des stocks de MSF-Logistique, couverture des pertes de changes latentes) et à

0,3 M€ de reprises de provisions pour des fermetures de projets qui se sont réalisées.

En conclusion, les comptes du groupe Médecins Sans Frontières présentent **un déficit de 2,5 M€**.

Ainsi, de manière synthétique :

- ✓ La totalité des ressources collectées en 2013, à l'exception de 0,2 M€ de dons dédiés aux Philippines (0,07%), a été utilisée en 2013.
- ✓ Sur 100 euros employés en 2013, 99 euros ont été financés par les ressources collectées dans l'année et 1 euro par les réserves.
- ✓ Sur 100 euros employés en 2013, 88 euros l'ont été pour les missions sociales, 6 euros pour la recherche de fonds et 6 euros pour le fonctionnement de la structure.



2. ANALYSE DES DEPENSES DE MISSIONS DE L'ASSOCIATION MEDECINS SANS FRONTIERES

Ce chapitre présente les dépenses des opérations en France et à l'étranger menées par l'association Médecins sans Frontières. Il ne s'agit donc pas ici des dépenses combinées et

les chiffres sont présentés avant retraitements et éliminations dus à la combinaison des comptes.

Ces dépenses sont engagées soit sous sa seule responsabilité, soit pour des projets menés conjointement avec d'autres acteurs et sections MSF (en faible proportion). Les dépenses d'opérations de l'association sont composées de dépenses de projets pour 99,0 M€, de

dépenses de coordinations et autres supports pour 26,0 M€, de dépenses engagées pour le compte d'autres sections pour 6,7 M€, de consultations et recherches épidémiologiques menées par Epicentre, de diverses dépenses opérationnelles pour 7,5 M€ et d'un

financement de 2,5 M€ à la section espagnole de MSF. Elles passent ainsi de 144,1 M€ à

141,8 M€ en 2013 soit une diminution de 1,6%.

Si les dépenses d'interventions d'urgences ont été d'un ordre de grandeur similaire à l'année précédente (près de 22 M€), la dynamique générale des projets a été profondément modifiée sur ces deux dernières années.

Les réorientations et fermetures engagées ont eu pour effet une diminution des dépenses d'opérations de 17,3 M€ sur 2013 dont 6,5 M€ concentrés sur deux pays, la Côte d'Ivoire et le Nigéria. Elles avaient pour objectif de

permettre à MSF de pouvoir accompagner l'évolution de nouveaux contextes de crises humanitaires, et ceci dans un climat économique défavorable.

Ainsi, sur l'année 2013, près de 13,3 M€ additionnels ont pu être consacrés aux conséquences du conflit syrien (+7,4 M€), à celles du typhon Haiyan qui a dévasté les

Philippines (+3,3 M€) et à l'assistance aux déplacés et aux réponses aux épidémies en République Démocratique du Congo (+2,8 M€).

Par ailleurs, comme mentionné ci-dessus, la section française de Médecins Sans Frontières a pu venir en aide à la section espagnole en

finançant une partie des activités de soins de santé primaires menées par elle en Colombie à hauteur de 2,5 M€.

L'analyse des dépenses de projets est effectuée à partir de la typologie de présentation des opérations de Médecins Sans Frontières. Celle-ci cherche à traduire les motifs principaux qui nous ont conduits à l'ouverture des projets et fait le lien avec le contexte général dans lequel se trouvent ces populations. Toutefois, elle n'illustre pas la nature des activités. Ainsi, la typologie Réponses aux épidémies-

endémies/SIDA ne regroupe pas tous les projets dans lesquels MSF soigne des patients atteints du SIDA, mais inclut les projets qui ont été ouverts avec le traitement de cette maladie pour intention opérationnelle principale. On retrouve, par ailleurs, des activités de traitement du SIDA dans d'autres projets et d'autres activités médicales peuvent être conduites dans ces programmes.

Aujourd'hui, suivant cette même définition, 69% de nos dépenses de projets se concentrent sur des populations victimes de conflits armés ou d'épidémies/endémies et 27% sur des contextes de violence sociale ou d'exclusion

des soins. Les coordinations sont isolées dans une catégorie distincte : leurs dépenses ne sont pas ventilées entre les différents projets menés conjointement dans un pays donné. En effet, les équipes de coordination travaillent de

manière globale, dans chaque pays, à l'analyse des contextes et de l'environnement des secours, à l'évaluation des besoins, à la

négociation avec les différents acteurs en présence et à la définition et à la coordination de l'ensemble des projets.

En 2013, plus de 80 projets ont été menés (hors coordinations et divers), pour un montant total de 99,0 M€.

2.1. INTERVENTIONS AUPRES DES VICTIMES DE CONFLITS ARMES : 43,1 M€

Ces interventions ont représenté 43% de nos projets et 43% des dépenses de projets en 2013. Parmi ces interventions, les réponses aux violences directes subies par les populations ont représenté 46% de ces projets et 68% de leurs dépenses. Celles-ci sont passées de 30,0 M€ en 2012 à 29,1 M€ en 2013. Cette relative stabilité masque une augmentation des

dépenses de projets (+1,8 M€) au Moyen-Orient (Jordanie, Palestine, Syrie, Yémen) et le début des interventions d'urgence à Bangui en République Centrafricaine (0,9 M€). Ces impacts sont compensés par les fermetures de projets de Guiglo et Duékoué en Côte d'Ivoire (-2,8 M€).

Ces interventions comprennent notamment les projets menés :

- ✓ *en Jordanie à l'hôpital d'Amman (8,2 M€)*, plateforme chirurgicale dédiée aux victimes de conflit dans la région nécessitant de la reconstruction orthopédique, maxillo-faciale ou plastique, qui a enregistré sur l'année

- ✓ *en Syrie (6,4 M€)* où, dans un contexte d'une extrême violence, MSF a élargi son offre médicale d'urgence initiale aux soins primaires et maternels et à de l'approvisionnement en médicaments et équipements pour une trentaine de structures de santé. Sur les deux principaux dispositifs (une unité d'urgences chirurgicales

430 nouvelles admissions et 1.380 interventions chirurgicales. Les patients de cet hôpital sont principalement originaires de Syrie (42%), d'Irak (33%) et du Yémen (24%).

traumatologiques et un hôpital couvrant également les soins d'urgences médicales et obstétriques), 1.300 hospitalisations, 3.600 interventions chirurgicales et 420 accouchements ont été réalisés. Par ailleurs, 9.100 consultations générales, 2.200 consultations en salle d'urgence et 1.150 consultations anténatales ont

été dispensées. MSF a également porté assistance aux déplacés par la fourniture de biens de première nécessité (construction de latrines, distribution de 4.000 tentes, de 10.000 couvertures et 5.000 kits d'hygiène) et par des campagnes de vaccination

- ✓ *au sud du Yémen dans le gouvernorat d'Aden* où MSF gère un centre chirurgical d'urgence de 3^{ème} niveau à l'hôpital d'Al Wehdah et apporte un support à des structures de santé dans la région d'Abyan (2,6 M€). Sur ce projet, 2.570 interventions chirurgicales ont été réalisées ainsi que 13.200

- ✓ *en République Démocratique du Congo dans la région du Nord Kivu à Rutshuru* (4,3 M€), dans un hôpital général de référence de près de 260 lits où, en raison des conflits qui ont perduré jusqu'en octobre, l'activité a augmenté de manière importante, témoin la hausse de 48% des consultations aux

(6.800 enfants vaccinés contre la rougeole, 3.300 contre la polio). Par ailleurs, la dangerosité de la situation a conduit, sur l'année 2013, à initier des interventions sans pouvoir les mener à leurs termes (0,5 M€).

consultations et 985 hospitalisations. Au nord, dans le *gouvernorat d'Amran* (2,1 M€), l'hôpital général de Khameer a vu une augmentation de plus de 50% des hospitalisations (4.000) avec près de 1.900 interventions chirurgicales et 1.300 accouchements.

urgences (près de 20.500). Dans cette structure, MSF gère également les services de chirurgie (7.600 interventions), les soins intensifs (1.050 admissions), les grands brûlés et prend également en charge les victimes de violences sexuelles (475 sur l'année).

Les interventions auprès des réfugiés et déplacés ont représenté 26% des dépenses des «projets conflits» (15 projets pour 11,2 M€). En raison des situations au Mali et au Soudan, les

dépenses de ces projets avaient été conséquentes en 2012. Cette année est restée à un niveau similaire, n'enregistrant qu'une baisse de 0,7 M€.

L'arrêt des activités *en Somalie* et la fermeture du projet de *Bétou en République du Congo* ont eu pour conséquence une baisse des dépenses de 2,1 M€. Cette diminution a été compensée par les *interventions d'assistance aux réfugiés syriens*. Celles-ci ont représenté 2,2 M€ sur l'année et se sont traduites en *Jordanie* par des

activités hospitalières pédiatrique dans le *camp de Zaatari* et materno-infantile dans le *gouvernorat d'Irbid*, et au *Kurdistan irakien* par des activités de soins de santé primaires. Sur ces trois projets, environ 33.900 consultations, 650 hospitalisations et 150 consultations anténatales ont été réalisées.

Les interventions auprès des réfugiés et déplacés soudanais se sont élevées, comme en

2012, à 4,3 M€. Elles ont été réalisées *au Soudan du Sud* dans la région d'*Yida*, où les réfugiés

fuyant les conflits du Kordofan du Sud (Soudan) continuent de dépendre des organisations internationales et des Nations-Unies, avec, pour MSF, plus de 122.000 consultations et 2.400 hospitalisations enregistrées. Des réfugiés soudanais ou sud soudanais ont également été pris en charge depuis l'*Ethiopie dans les régions de Gambella et de Benishangul* ou depuis le Tchad dans la sous-préfecture de Tissi. Sur ces zones, près de 1.900 vaccinations contre la rougeole et la méningite

ont été dispensées, et plus de 24.000 rations individuelles mensuelles ont été distribuées dans les activités nutritionnelles. Les interventions auprès des réfugiés maliens depuis le *Burkina Faso* et le *Niger* ont représenté 1,2 M€, et l'assistance aux réfugiés et déplacés congolais réalisée depuis l'*Ouganda (à Bundibugyo et Kyangwali)* et la région du *Nord Kivu en République Démocratique du Congo*, 1,0 M€.

Les interventions menées en réponse à la déstructuration des systèmes de soins représentent 6% des dépenses des «projets conflits» (4 projets pour 2,6 M€), soit une augmentation de 0,3 M€ par rapport à 2012. Les fermetures des projets effectuées l'année précédente au Sri Lanka et en Russie a été compensée par l'ouverture en urgence d'un

projet pédiatrique à *Bria*, dans l'est de la *République Centrafricaine* en juillet 2013 (0,6 M€). Ce dernier avait vocation, suite au coup d'état de mars de la même année, d'aider la population à faire face au pic de paludisme dans un contexte d'isolement médical. Plus de 18.000 consultations et 1.100 hospitalisations y ont été dispensées.

Sur l'ensemble de ces interventions, 28% des dépenses (12,1 M€) ont été engagées dans des situations d'urgence. Par ailleurs, 34% de ces projets possédaient un ancrage opérationnel hospitalier comprenant des activités de chirurgie. Certains d'entre eux intégraient bien

évidemment d'autres activités non hospitalières. En 2013 ces types de projets ont représenté 64% des dépenses d'interventions auprès des populations victimes de conflits armés.

2.2. INTERVENTIONS EN REPONSE AUX EPIDEMIES/ENDEMIES : 25,1 M€

Les interventions menées en réponse aux épidémies/endémies ont représenté 32% des projets et 25% des dépenses de projets en 2013.

Le traitement du SIDA et de la co-infection SIDA/tuberculose ont représenté 7,8 M€, soit environ 31% des dépenses de cette catégorie et des projets (8 projets). Il s'agit principalement de *Chiradzulu (2,5 M€) au Malawi*, de *Homa Bay et Mathare au Kenya (3,5 M€)*, d'*Arua (1,7 M€) en Ouganda*. Au total sur ces projets, la cohorte des patients suivis par MSF représente environ 51.000 personnes, dont 42.000 sont

traitées avec des antirétroviraux de première ligne et 1.400 avec des antirétroviraux de seconde ligne. Le renforcement des capacités de ces pays nous permet d'envisager de réorienter nos objectifs en les assistant sur d'autres zones ou dans la mise en place des recommandations de l'OMS, dans le traitement de la co-infection par la tuberculose, dans la simplification de la prise en charge des patients ou dans le développement d'outils diagnostics plus adaptés. Sur l'ensemble de ces trois pays, des passations progressives d'activité, totales ou partielles, aux ministères de la santé ou à d'autres partenaires sont en cours (Arua, Chiradzulu, Homa Bay) ou achevées (Mathare).

En 2013, le mouvement MSF a initié un projet de recherche dont l'objectif est de démontrer la faisabilité d'un déploiement au niveau de centres de santé d'outils de mesure adaptés au diagnostic du taux de cellules CD4, de la charge virale ou au diagnostic précoce de l'enfant dans des contextes à ressources et technicité limitées. Les dépenses engagées par la section française dans le cadre de ce projet

Les dépenses affectées à cette catégorie de projets diminuent de 38% (soit 4,8 M€). Cette baisse est représentative, d'une part, des passations d'activité en cours et de la capacité croissante des ministères à prendre en charge leur approvisionnement en médicaments, mais

Les réponses aux épidémies de malnutrition ont concerné 8% des projets et 22% des dépenses dans cette catégorie. Par rapport à 2012, les dépenses consacrées à ces projets

Nos interventions les plus représentatives sont localisées :

- ✓ *au Mali dans les districts de Koutiala et de Konséguela (2,9 M€), où MSF et le ministère de la santé ont développé une unité pédiatrique de 300 lits, un accès aux soins primaires dans cinq centres de santé ainsi qu'une activité préventive de chimio-prophylaxie saisonnière (CPS) du paludisme dans l'objectif de faire reculer celui-ci. Sur*

au Malawi et en Ouganda ont été de 0,7 M€. A Chiradzulu, deux dispositifs de diagnostic de la charge virale et trois compteurs de taux de cellules CD4 ont été ainsi mis en place sur 3 centres de santé ; et un dispositif de diagnostic de la charge virale a été introduit à l'hôpital régional de référence d'Arua. Ce projet est financé (pour le mouvement MSF et la section française) par UNITAID.

est aussi due pour 2,0 M€ à un reclassement du projet de Carnot en République Centrafricaine dans la catégorie « exclusion des soins / violence sociale » dont les objectifs se sont élargis bien au-delà du traitement du SIDA.

diminuent de 26%, conséquence principalement de la fermeture des projets de Titao au Burkina Faso et des urgences nutritionnelles de l'année précédente.

l'année 2013, 82.000 consultations, 5.300 hospitalisations et 30.000 cas de paludisme ont été pris en charge. Par ailleurs, 7.200 enfants malnutris ont ainsi été admis dans le programme nutritionnel et 166.000 enfants du district ont pu bénéficier d'une chimio prévention.

✓ *au Niger (2,7 M€) dans le district de Madaroumfa. En partenariat avec l'ONG nigérienne Forum Santé Niger (ForSaNi), MSF prend en charge la malnutrition (16.000 enfants malnutris sévères sur l'année), mais assure également sur trois aires de santé des*

consultations (67.300 dont 44.300 cas de paludisme), de la vaccination contre la rougeole (11.000), des distributions de moustiquaires (9.500) et d'aliments de supplément prêt à l'emploi (316.000 enfants).

Les opérations concernant le traitement de la tuberculose et plus particulièrement de la tuberculose multi-résistante ont représenté 19% des projets de cette catégorie (5 projets) et 13% des dépenses. Il s'agit notamment de nos programmes *en Arménie à Erevan et dans les provinces du nord (1,6 M€), en Géorgie dans la*

région de l'Abkhazie (0,5 M€) et au Cambodge à Kompong Cham (1,2 M€). Sur ces projets, près de 1.600 patients atteints de tuberculose, dont 215 sous des formes multi-résistantes, sont sous traitement. Les dépenses de ces projets sont globalement stables par rapport à l'année précédente.

La prise en charge du paludisme a représenté en 2013 environ 4,2 M€, soit 1,9 M€ de plus que l'année précédente. Les principales interventions ont été effectuées à *Kabalo, dans*

le centre nord de la province du Katanga de la République Démocratique du Congo (54.000 patients traités), et à Moissala au Tchad (33.000 patients traités).

Les réponses aux épidémies de choléra ont représenté 2,7 M€, soit une augmentation de 1,6 M€ par rapport à 2012. Celle-ci est principalement due à l'avancement du projet de *Kalémie, dans la province du Katanga de la*

République Démocratique du Congo, qui a pour objectif non seulement la prise en charge des cas de choléra mais également l'extension du réseau d'adduction d'eau potable de la ville.

Nos autres projets ont concerné des interventions de prise en charge d'autres pathologies telles que la méningite, la rougeole ou la fièvre jaune. Leurs dépenses s'élèvent à 1,5 M€.

Sur l'ensemble des interventions menées en réponse aux épidémies et endémies, 15% des dépenses (soit 4,0 M€) ont été engagées dans des situations d'urgence.

2.3. INTERVENTIONS EN REPONSE AUX CATASTROPHES NATURELLES : 3,5 M€

Les réponses aux catastrophes naturelles n'ont concerné que 5 interventions en 2013 et n'ont engagé que 4% de nos dépenses de projets. Elles se sont concentrées sur les Philippines suite aux typhons Bopha et Haiyan (3,4 M€). C'est ce dernier qui a engendré la majorité des activités avec la mise en place en novembre de deux hôpitaux gonflables à Tacloban et à Palo

Talosa Taluan. En un mois, ces deux sites ont pris en charge 8.400 consultations générales et d'urgence, 530 consultations anténatales, 770 consultations de soutien psychologique, 260 hospitalisations et 260 interventions chirurgicales. Des biens de première nécessité ont par ailleurs été distribués dont 1.500 tentes, 3.000 kits hygiènes et 22.000 couvertures.

La totalité de ces interventions a été menée dans des situations d'urgence.

2.4. INTERVENTIONS AUPRES DES VICTIMES D'EXCLUSION DES SOINS OU DE VIOLENCE SOCIALE: 27,4 M€

Ces projets, au nombre de 16 pour l'année 2013 (soit 20% des projets), ont engagé 28% de nos dépenses.

Les réponses aux violences directes subies par les populations ou à une déstructuration des systèmes de soins représentent 84% des dépenses et 69% des projets de cette catégorie. Parmi celles-ci, on retrouve les interventions :

- ✓ *En Haïti à Port au Prince (7,8 M€), dans l'hôpital modulaire construit suite au tremblement de terre de l'année 2010. En février 2013, les services de médecine pédiatrique et de médecine interne ont été fermés afin de rationaliser l'offre de soins réduisant ainsi la capacité de la structure à 126 lits. Ce projet a pris en charge près de 500 grands brûlés et accueilli sur l'année 13.200 admissions en urgences chirurgicales, 2.500 hospitalisations, et 7.100 actes chirurgicaux y ont été effectués ;*
- ✓ *à Aweil au Soudan du Sud (4,8 M€), où au sein d'un hôpital de 250 lits, MSF gère les services de pédiatrie et de maternité, et mène également des activités de nutrition et de prise en charge du paludisme. Sur l'année, la maternité a accueilli près de 6.200 admissions, la pédiatrie près de 4.600, et plus de 3.000 interventions chirurgicales ont été réalisées ;*
- ✓ *à l'hôpital de Paoua en République Centrafricaine (2,4 M€), où MSF gère les services de pédiatrie (3.300 admissions), chirurgie (1.800 interventions), médecine générale (1.100 admissions), maternité (1.500 accouchements) et consultations externes (74.000), et prend également en charge les patients atteints du sida (1.200 patients suivis) ou de la tuberculose (250 patients).*

Les programmes s'adressant à des populations n'ayant pas accès aux soins représentent 31% des projets de cette catégorie et 16% de leurs dépenses. Parmi ceux-ci, le programme de *Jahun au Nigéria* (2,2 M€) prend en charge les

Les dépenses de ces projets sont en diminution de 2,3 M€ comparativement à l'année précédente. Cette évolution s'explique principalement par la fermeture du centre de traumatologie de Port-Harcourt au Nigéria

urgences obstétricales ainsi que la réparation des fistules vésico-vaginales, avec sur l'année près de 5.600 accouchements réalisés, et 370 interventions dans le service dédié aux patientes souffrant de fistules.

(-3,6 M€) dont l'impact est partiellement compensé par le « reclassement » du projet de Carnot en République Centrafricaine dans cette catégorie suite à l'évolution du contexte de ces interventions (+1,4 M€).

Aucune de ces interventions n'a été réalisée en situation d'urgence. Par ailleurs, 44% de ces projets possédaient un ancrage hospitalier intégrant des activités chirurgicales. Ils ont représenté environ 76% des dépenses d'intervention auprès des victimes d'exclusion des soins ou de violence sociale.

2.5. CONSULTATIONS ET RECHERCHES EPIDEMIOLOGIQUES EPICENTRE - POSTES OPERATIONNELS REGIONAUX – MISSIONS DIVERSES : 10,0 M€

Dans cette catégorie figurent notamment les dépenses de recherche et consultations épidémiologiques faites par Epicentre pour le compte des missions de Médecins Sans Frontières (6,0 M€). Elle regroupe également des postes opérationnels régionaux (formations locales, support médical pour 0,6 M€), les rapatriements médicaux (0,3 M€), des

missions exploratoires et petites réponses aux urgences (0,5 M€), ainsi que la participation de la section française au fonds international d'innovation mis en place au niveau du mouvement MSF (0,05 M€) et le financement versé à la section espagnole précédemment mentionné (2,5 M€).

2.6. COORDINATIONS ET AUTRES SUPPORTS : 26,0 M€

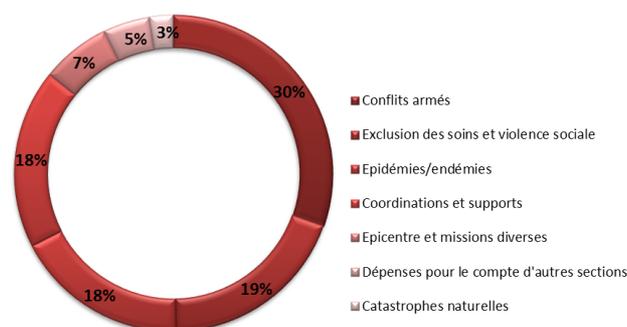
Les dépenses de coordinations et bases arrière représentent, comme l'année précédente, 20% du total des dépenses de missions hors dépenses engagées pour le compte des autres sections. Elles ne sont pas réparties sur les différents projets menés par l'association, mais sont clairement relatives à leur conduite.

Elles diminuent au global de 1,0 M€ (soit -4%), dont 1,4 M€ consécutivement aux fermetures de projets et réductions d'activité engagées sur ces deux dernières années qui sont partiellement compensées par la hausse de 0,4 M€ des dépenses de coordinations des urgences en Syrie.

2.7. DEPENSES POUR LE COMPTE D'AUTRES SECTIONS : 6,7 M€

Ces dépenses regroupent les dépenses de projets effectuées pour le compte d'autres sections ou de satellites et sont principalement constituées de médicaments, de carburant et de salaires de personnel national et d'expatriés.

Elles augmentent de 0,8 M€ (soit 13%) par rapport à 2012 et suivent l'activité d'Epicentre et des autres sections opérationnelles de Médecins Sans Frontières.



3. LE BILAN COMBINE

BILAN COMBINE SIMPLIFIE au 31 décembre 2013 (En millions d'euros)

ACTIF	2013	2012	PASSIF (avant affectation du résultat)	2013	2012
Bâtiments et terrain	12,1	11,5	Fonds disponibles	95,4	93,3
Autres immobilisations	6,9	6,6	Subventions et réserves d'investissements	5,5	1,3
			Résultat combiné	-2,5	6,0
Actif Immobilisé	19,0	18,1	Fonds propres	98,4	100,6
Stocks	13,0	17,6	Fonds dédiés et affectés	0,2	0,1
Dons et financements à recevoir	6,8	5,9	Provisions risques et charges	1,1	1,2
Créances diverses	10,9	9,3	Dettes fournisseurs	8,7	11,8
Trésorerie	75,1	75,9	Autres dettes	14,6	15,4
Comptes de régularisation	1,9	2,5	Comptes de régularisation	3,6	0,2
Actif Circulant	107,7	111,2	Passif exigible	26,9	27,4
TOTAL	126,7	129,3	TOTAL	126,7	129,3

3.1. L'ACTIF (UTILISATION DES FONDS)

L'**actif immobilisé** s'élève à **19,0 M€**, net d'amortissements et de provisions pour dépréciation. Il est composé d'actifs immobiliers (12,1 M€), d'actifs incorporels (0,3 M€), d'actifs financiers (0,7 M€), d'autres actifs corporels (4,8 M€) et d'immobilisations en cours (1,1 M€). Les bâtiments et terrains regroupent les actifs immobiliers du groupe, à savoir : l'immeuble et le terrain du siège de l'association, 8 rue Saint Sabin à Paris 11^{ème}, et l'immeuble du 4 rue Saint Sabin à Paris

(annexe du siège social de l'association), ainsi que les bureaux, entrepôt et terrain de MSF Logistique à Mérignac. L'évolution de l'actif immobilisé au cours de l'année 2013 est principalement liée à la poursuite du programme d'extension de la plateforme logistique de Bordeaux dont l'inauguration devrait avoir lieu en septembre 2014. Elle se traduit dans les comptes de la Fondation par une augmentation des immobilisations de 1,3 M€ sur l'exercice.

Les **stocks** représentent à la fin de l'année 2013 un montant de **13,0 M€**. Ils se composent principalement des items gérés par la centrale MSF Logistique à Bordeaux (12,5 M€). Ils sont constitués d'articles médicaux pour 8,1 M€ et

d'articles logistiques pour 4,5 M€. La diminution du volume stocké est à mettre en regard d'un niveau de stock devenu trop important en fin d'année dernière au regard du volume d'activité constaté.

Les **autres actifs circulants hors trésorerie** s'élèvent à **17,7 M€** et sont principalement composés des dons et financements à recevoir et d'autres créances diverses. Les dons et financements à recevoir s'élèvent à 6,8 M€. Ils regroupent les sommes dues par les autres sections MSF au titre du financement des projets opérationnels (2,7 M€), par les bailleurs de fonds institutionnels publics (1,7 M€), ainsi que les dons reçus des particuliers, des

légataires et des entreprises au titre de 2013 mais encaissés en 2014 (2,4 M€). Les créances diverses s'élèvent à 10,9 M€. Elles comprennent principalement les sommes dues par les autres sections du mouvement (9,4 M€) et les avances et acomptes versés aux fournisseurs. L'augmentation de ce poste de 2,6 M€ porte principalement sur les créances dues par les sections du mouvement.

3.2. LE PASSIF (ORIGINE DES FONDS)

Les **fonds propres** de l'ensemble combiné représentent **98,4 M€** à la fin de l'année 2013. Les réserves disponibles, définies comme étant les fonds propres hors réserves et subventions d'investissement, s'élevaient au début de l'exercice à 95,4 M€. Elles comprenaient 71,9

M€ de ressources disponibles collectées auprès du public. Sur l'année 2013, le déficit combiné de 2,5 M€ porte le niveau de réserves disponibles à 93,2 M€, dont 68,5 M€ de ressources collectées auprès du public. Ces réserves, qui représentent 4,8 mois d'activités

ou également 4,8 mois des ressources de l'année, ont pour objectif de maintenir la trésorerie de MSF à un niveau qui lui permette de garantir la continuité des secours engagés sur le terrain, de faire face aux risques liés à ses activités (urgences imprévues, baisse soudaine des rentrées financières), et de financer sa croissance et ses investissements. Les subventions et réserves d'investissement qui se

montent à 5,5 M€ à la fin de l'année 2013, correspondent aux subventions accordées par l'Union européenne, des collectivités locales, des entreprises privées et des sections MSF pour les travaux d'agrandissement passés de 2002 et 2003 de l'entrepôt de stockage de MSF Logistique à Mérignac, ainsi que pour l'extension actuellement en cours.

Les fonds dédiés résiduels représentent **0,2 M€**. L'augmentation de 0,1 M€ correspond à la part des dons reçus en 2013 et dédiés aux conséquences du typhon ayant frappé les

Philippines qui n'a pas encore été utilisée à la clôture, nos interventions étant toujours en cours à cette date.

Les provisions pour risques et charges s'élèvent à **1,1 M€**. Elles sont principalement destinées à couvrir des risques fiscaux et

sociaux sur nos activités (0,3 M€) ainsi que des litiges en cours (0,7 M€).

Le passif exigible totalise **26,9 M€**. Il est composé de dettes envers les autres sections MSF (2,4 M€), de dettes courantes auprès des fournisseurs (8,7 M€), de dettes sociales et fiscales (11,5 M€) et d'autres dettes à hauteur de 4,3 M€. La baisse de 0,5 M€ observée sur ce poste s'explique par le décalage de paiement

des dettes dues à aux autres sections du mouvement (-2,5 M€) et aux fournisseurs (-3,0 M€), diminutions partiellement compensées par l'augmentation des dettes fiscales et sociales (+1,1 M€) et des financements constatés d'avance (+3,4 M€).

4. LA TRESORERIE ET LE SUIVI DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC

4.1. SITUATION DE TRESORERIE DE FIN D'ANNEE

La trésorerie, qui s'élève à 75,0 M€ à la fin de l'année 2013, est constituée des disponibilités

du siège et des missions ainsi que de placements sans risque en capital et aisément

mobilisables. Elle est principalement composée de 22,4 M€ placés sur des SICAV de trésorerie en Euros ou en dollars US, de 21 M€ sur des bons de caisse, de 3,0 M€ sur des bons à moyen

La gestion du risque bancaire est assurée, pour les comptes et valeurs mobilières de placement détenus par les sièges de l'association et des satellites (70,1 M€), par une répartition des

Sur les terrains d'interventions, MSF opère avec plusieurs banques internationales ou locales, la politique consistant à limiter le

MSF est exposée aux fluctuations des cours de change dans la mesure où 59% des ressources issues de la recherche de fonds sont réalisées en devises étrangères et où 64% des dépenses d'opérations directement menées sont en devises étrangères. Si les devises utilisées pour les opérations dépendent des lieux d'interventions, les ressources en devises étrangères proviennent principalement des Etats-Unis (55%), du Japon (19%) et de l'Australie (22%). Il n'y a pas de politique

terme négociables, de 17,1 M€ sur des livrets et de 11,5 M€ sur des comptes bancaires au siège ou dans les pays d'interventions.

valeurs sur cinq établissements bancaires différents. Les deux principaux représentent à la fin de l'année respectivement de 54% et 38% du montant total, et les trois autres 8%.

volume des dépôts bancaires aux besoins opérationnels sur une base mensuelle.

active de couverture du risque de change menée par MSF en France. Toutefois, sur l'année 2013, la diminution du yen a été atténuée par des couvertures prises par la section japonaise. Par ailleurs, une part importante de la trésorerie disponible est libellée en dollars américains et directement utilisée pour approvisionner les missions dans cette devise ou en devises locales qui pour la plupart suivent généralement l'évolution du cours du dollar.

4.2. EVOLUTION DE LA TRESORERIE ET DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC

En millions d'euros

Variation de la trésorerie	2012	2013	Suivi des ressources collectées auprès du public	2013
1. Trésorerie provenant des donateurs et bailleurs privés	182,3	172,1	1. Ressources collectées auprès du public	147,6
+ Ressources collectées auprès du public et autres fonds privés	181,2	170,2	+ Ressources collectées en France et aux Emirats	65,9
+ Variation des créances et dettes liées aux dons et fonds privés	1,1	1,8	+ Ressources collectées dans les autres sections MSF	81,7
2. Trésorerie provenant des donateurs et bailleurs institutionnels	8,0	10,2	2. Variation des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs	-0,2
+ Financements institutionnels publics	8,3	9,6	+ Variation des fonds dédiés	-0,2
- Quote-part des subventions d'investissements versées au résultat	-0,1	-0,0		
+ Variation des créances et dettes liées aux financements institutionnels	-0,2	0,6		
3. Trésorerie liée aux activités humanitaires et au fonctionnement	-184,6	-181,0	3. Utilisation des ressources sur les activités humanitaires et le fonctionnement	-148,4
+ Autres ressources	49,1	51,5	- Dépenses de missions sociales	-126,2
- Dépenses de missions sociales	-205,4	-205,8	- Dépenses de collecte et de fonctionnement	-22,2
- Dépenses de collecte, de fonctionnement et provisions	-28,6	-27,8		
+ Variation des amortissements et provisions	1,7	1,4		
- Gains / pertes générés par les actifs et pertes financiers	-0,4	-0,3		
+ Variation des stocks, autres créances et dettes	-2,0	0,0		
Variation de la trésorerie liée à l'activité (a)=1+2+3	5,6	1,3	Variation des ressources liées à l'activité (a)=1+2+3	-1,0
Variation de trésorerie liée aux activités d'investissement (b)	-6,1	-2,3	Variation de ressources non affectées liée aux activités d'investissement (b)	-2,4
Variation de trésorerie liée aux activités de financement (c)	0,4	0,3		
Variation globale de trésorerie (a+b+c)	-0,1	-0,8	Variation des ressources non affectées et non utilisées (a+b)	-3,4
Trésorerie en début d'exercice	75,9	75,8	Ressources non affectées et non utilisées en début d'exercice	71,9
Trésorerie en fin d'exercice	75,8	75,0	Ressources non affectées et non utilisées en fin d'exercice	68,5

Entre le début et la fin de l'année 2013, la trésorerie diminue légèrement de 0,8 M€. Cette évolution est bien entendu principalement liée au déficit de l'exercice, et s'explique dans le détail de la manière suivante :

- ✓ La trésorerie provenant des donateurs ou financeurs privés s'élève à 172,1 M€

soit 10,2 M€ de moins que l'année précédente ;

- ✓ La trésorerie provenant des financeurs institutionnels représente 10,2 M€, soit +2,2 M€ par rapport à 2012, reflet d'une sollicitation accrue de ces bailleurs sur 2013 conformément aux objectifs engagés ;
- ✓ Les missions sociales et le fonctionnement ont consommé 181,0 M€, soit 3,6 M€ de moins qu'en 2012. La majorité de cette diminution vient des effets simultanés de hausse des

autres ressources (2,3 M€) et d'une moindre variation des stocks, créances et dettes associées à ces activités (-0,2 M€) ;

- ✓ Les investissements de l'année ont utilisé 2,3 M€ de trésorerie, dont 1,3 M€ ont concerné le projet d'extension de la plateforme logistique de Bordeaux ;
- ✓ Les activités de financement ont généré 0,3 M€.

Cette analyse de l'évolution de la trésorerie n'est toutefois pas représentative du niveau moyen de trésorerie sur l'année puisqu'elle compare deux situations de fin d'année sur lesquelles sont concentrés les plus importants volumes de dons reçus. Le niveau moyen de trésorerie au siège et dans les satellites a ainsi été de 65,5 M€ sur l'exercice, soit l'équivalent de 3,4 mois d'activité, contre 59,5 M€ l'année précédente (soit 3,1 mois d'activité). Ce niveau

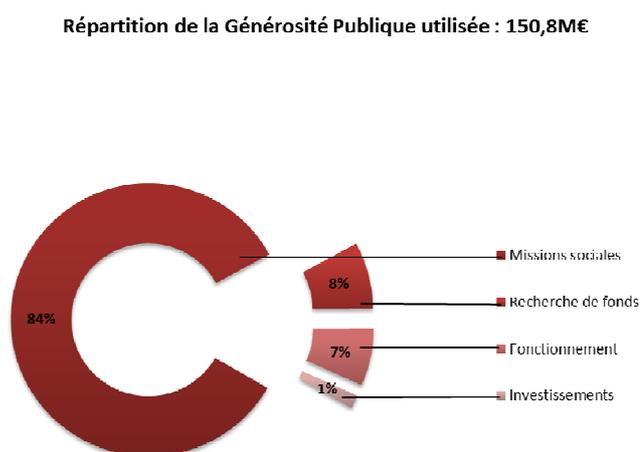
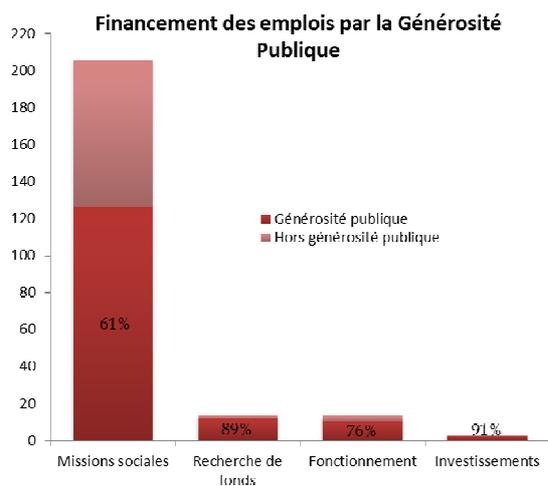
de trésorerie reste en cohérence avec l'objectif que s'est fixé Médecins Sans Frontières de couvrir les risques liés à son activité (urgences imprévues, baisse des rentrées financières) et de garantir le financement courant et la continuité de ses opérations. A titre d'information, le niveau moyen de trésorerie sur les pays d'intervention a été en 2013 de 5,0 M€ contre 5,8 M€ l'année précédente.

Les réserves issues de la générosité publique (ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées) ont diminué de 3,4 M€ et s'élèvent à 68,5 M€ à la fin de l'année 2013. Cette évolution est en lien avec le déficit de l'exercice, et s'explique de manière détaillée comme suit :

- ✓ Les ressources collectées auprès du public se sont élevées sur l'année à 147,6 M€. 44% (soit 65,9 M€) ont été directement reçus par l'association MSF, la Fondation MSF et le bureau des Emirats, 55% (81,4 M€) ont été reçus des sections partenaires du projet opérationnel (MSF-Australie, MSF-Japon et MSF-USA) et 1% (0,2 M€) des autres sections du mouvement MSF ;
- ✓ A l'exception de 0,2 M€ de dons affectés aux conséquences du typhon aux Philippines, la totalité des ressources collectées auprès du public en 2013 a été utilisée sur l'année. Ces

ressources étant insuffisantes pour couvrir les emplois et investissements de l'exercice, les réserves issues de la générosité publique ont été mises à contribution à hauteur de 3,4 M€ (soit 5% de leur montant d'ouverture) ;

- ✓ Les ressources utilisées collectées auprès du public sur l'année ou les années précédentes sont ainsi affectées en 2013 à hauteur de 84% (126,2 M€) aux emplois des missions sociales, de 8% (11,9 M€) aux frais de recherche de fonds, de 7% (10,3 M€) aux frais de fonctionnement et de 2% (2,4 M€) aux investissements de l'exercice.



Les comptes combinés ainsi que les comptes annuels de l'association MSF et de ses satellites, leurs annexes et les rapports des commissaires aux comptes sont disponibles sur notre site internet (www.msf.fr) et sur demande, auprès de notre siège parisien. En outre, chaque année, nous publions nos comptes dans la presse nationale, après la tenue de l'Assemblée Générale.

Stéphane Roques

Directeur Général

Rémi Obert

Directeur Financier

CHAPITRE 2

ETATS FINAN- CIERS COMBINES AU 31 DECEMBRE 2013

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES COMBINES	46
BILAN ET COMPTE DE RESULTAT COMBINES AU 31 DECEMBRE 2013	49
ANNEXE AUX COMPTES COMBINES	51
FAITS CARACTERISTIQUE DE L'EXERCICE	51
PRINCIPES , REGLES ET METHODES COMPTABLES COMBINES	51
DETAIL DU BILAN ET COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2013	61
AUTRES INFORMATIONS	73
LES REMUNERATIONS	75
LES RESSOURCES EN NATURE	76
LE COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES	78

ERNST & YOUNG Audit
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

DELOITTE & ASSOCIES
185, avenue Charles-de-Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Médecins Sans Frontières

Association régie par la Loi du 1^{er} Juillet 1901

Reconnue d'utilité publique par le décret du 10 juin 1985

8, rue Saint Sabin
75011 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes combinés

Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux membres,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes combinés de l'association Médecins Sans Frontières, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes combinés ont été arrêtés par le trésorier. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes combinés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes combinés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes combinés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la combinaison.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Compte d'emploi des ressources

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre ensemble combiné, nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte d'emploi annuel des ressources décrites dans les notes 2.2 et 6.1 de l'annexe font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux dispositions du règlement CRC n°2008-12 du Comité de la Réglementation Comptable et ont été correctement appliquées.

Estimations comptables

Votre groupe constitue des provisions pour risques, tel que cela est décrit dans les notes 2.3.11 et 3.3.3 de l'annexe. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions s'est fondée sur l'analyse des processus mis en place par votre groupe pour identifier et évaluer les risques, ainsi que sur l'examen des états de synthèse de ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes combinés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

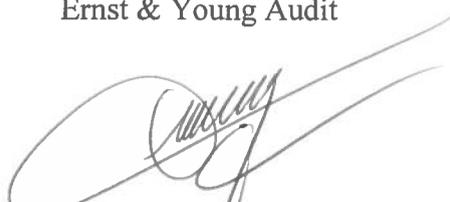
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes combinés.

Paris - La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 28 mai 2014

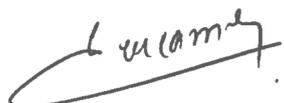
Les commissaires aux comptes

Ernst & Young Audit



Isabelle TRACQ-SENGEISSEN

Deloitte & Associés



Jean-Pierre VERCAMER

BILAN COMBINE AU 31.12.2013
(en euros)

ACTIF	Brut	Amort.	Net 2013	Net 2012	PASSIF	2 013	2 012
Films produits	2 810 619	2 810 619	-	-	Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables par l'organisme	825 000	500 000
Concessions / Licences	2 218 241	1 983 473	234 768	321 852	Fonds de générosité publique	71 877 513	68 647 875
Immobilisations en cours	53 253	-	53 253	34 632	Fonds de réserve	23 553 768	24 655 641
Immobilisations incorporelles	5 082 113	4 794 092	288 021	356 484	Fonds disponibles	95 431 281	93 303 516
Terrains	5 224 464	-	5 224 464	5 162 992	Subventions et réserves d'investissement	4 621 465	755 641
Constructions	12 439 015	5 603 609	6 835 406	6 284 711	Résultat combiné	-	6 038 472
Installations et divers aménagements	8 164 339	3 979 726	4 184 613	2 920 634	TOTAL FONDS PROPRES	98 422 088	100 597 629
Matériels, mobilier, informatique	2 144 927	1 737 625	407 303	468 356	Fonds dédiés urgences PHILIPPINES	157 608	-
Autres immobilisations	1 047 773	890 238	157 535	188 414	Fonds dédiés BAM / IRAN	58 285	58 285
Immobilisations en cours	1 149 856	-	1 149 856	2 036 967	Fonds dédiés ALGERIE	18 580	18 580
Immobilisations corporelles	30 170 375	12 211 198	17 959 177	17 062 073	Autres fonds dédiés	13 015	9 780
Autres titres immobilisés					TOTAL FONDS DEDIES	247 489	86 646
Prêts					TOTAL ACTIF IMMOBILISE		
Dépôts et cautionnements	736 328	-	736 328	668 364	Stock de matières et autres approvisionnements		
Immobilisations financières	736 328	-	736 328	668 364	Stock de marchandises		
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	35 988 816	17 005 290	18 983 526	18 086 920	Soldes créditeurs de banque	43 177	32 245
Stock de matières et autres approvisionnements	436 547	-	436 547	443 462	Dettes autres sections MSF	2 389 417	4 842 550
Stock de marchandises	12 986 763	469 944	12 516 819	17 202 098	Dettes fournisseurs	8 695 392	11 741 561
Financements à recevoir	1 769 568	111 893	1 657 675	1 559 763	Dettes fiscales et sociales	11 253 625	9 895 236
Dons à recevoir	2 448 733	-	2 448 733	2 358 290	Indemnités à payer	241 878	466 010
Créances sur autres sections MSF	12 188 374	-	12 188 374	9 434 372	Autres dettes	723 663	192 409
Clients et comptes rattachés	922 897	38 222	884 675	467 435	Dettes	23 347 152	27 170 011
Autres créances	581 252	-	581 252	1 416 460	Financements perçus d'avance	3 522 297	115 108
Créances brutes	17 910 823	150 115	17 760 709	15 236 322	Ecart de conversion passif	56 723	120 349
Valeurs mobilières de placement et créances assimilées	46 372 749	-	46 372 749	44 016 497	Produits constatés d'avance	-	-
Banques et CCP	23 390 144		23 390 144	26 089 273	Comptes de régularisation	3 579 020	235 457
Soldes trésorerie missions	5 167 858		5 167 858	5 554 541	TOTAL PASSIF EXIGIBLE	26 926 172	27 405 467
Caisses	147 343		147 343	189 829	TOTAL PASSIF	126 678 614	129 296 796
Disponibilités	28 705 345	-	28 705 345	31 833 642	Engagements reçus *	12 767 669	
Ecart de conversion actif	8 954		8 954	18 228			
Charges constatées d'avance	1 893 965		1 893 965	2 459 627			
Comptes de régularisation	1 902 919	-	1 902 919	2 477 854			
TOTAL ACTIF CIRCULANT	108 315 147	620 059	107 695 089	111 209 875			
TOTAL ACTIF	144 303 963	17 625 349	126 678 614	129 296 796			

Engagements reçus *

* les engagements reçus et donnés sont détaillés en annexes

COMPTE DE RESULTAT COMBINE AU 31.12.2013

(en euros)

CHARGES	2 013	2 012	PRODUITS	2 013	2 012
Médicaments et matériel médical	27 658 622	28 410 023	Dons privés	57 775 309	55 054 859
Nourriture	1 576 122	2 071 088	Dons organismes privés	103 647 764	111 297 499
Matériel logistique et sanitation	3 019 334	2 885 220	Cotisations	24 053	39 142
Equipement et matériel	1 762 143	2 574 827	Legs	8 087 049	14 201 123
Matières, fournitures et petit matériel	584 025	478 432	Dons privés	169 534 175	180 592 623
Documentation	9 663	4 406	Autres MSF	23 224 376	23 451 707
Transport sur achats	1 036 138	1 097 692	Extérieur	1 593 115	1 094 671
Achats de marchandises	35 646 048	37 521 688	Ventes de marchandises	24 817 492	24 546 378
Variation de stocks de marchandises	4 904 311	- 1 580 934	Autres MSF	11 743 303	10 185 276
Achats de fret	15 190 344	12 916 805	Extérieur	157 152	120 871
Achats stockés de marchandises	55 740 703	48 857 560	Ventes de FRET	11 900 456	10 306 147
Médicaments et matériel médical	10 482 709	12 930 375	Cartes de voeux	605 489	536 461
Nourriture	1 838 048	1 890 149	Livres	468	1 154
Matériel logistique et sanitation	3 595 648	4 731 614	Guide-lines	408 686	71 065
Equipement et matériel	2 126 417	2 738 630	Autres	-	168
Matières, fournitures et petit matériel	2 321 215	2 631 888	Partenariats	80 186	103 755
Etudes et prestations incorporées	1 064 698	852 772	Ventes de produits	1 094 829	712 604
Achats pour revente	202 649	25 656	Autres MSF	1 454 333	1 399 685
Variation de stocks de matières & autres appros	5 854	196 290	Extérieur	151 264	106 623
Achats de matières & autres appros	21 637 238	25 997 375	Prestations de services	1 605 597	1 506 308
Prestations de services diverses	5 892 243	5 986 938	Financements Union Européenne	3 880 287	4 502 399
Loyers et charges locatives	8 106 726	7 890 917	Autres financements	5 749 105	3 763 017
Location de matériel	123 506	161 438	Subventions institutionnelles	9 629 392	8 265 416
Entretien, maintenance et réparations	1 291 038	1 341 846	Financements et subventions d'exploitation	30 000	-
Assurances	389 565	396 463	Production immobilisée	140 090	39 338
Documentation	277 263	317 374	Production en cours	20 238	16 290
Honoraires	1 464 989	1 746 144	Produits des activités annexes	67 660	42 036
Information/publications	2 974 525	2 929 870	Autres produits de gestion courante	9 301 347	8 890 270
Transports	3 641 439	4 719 808	Reprise sur amorts/prov. et transfert de charges d'exploitation	1 155 990	1 428 141
Déplacements et frais de mission	12 011 082	12 597 961	Autres produits d'exploitation	10 674 849	10 416 075
Frais de représentation	451 792	436 593			
Frais postaux et de télécommunication	4 304 601	4 315 547			
Frais bancaires et assimilés	454 666	480 816			
Subventions d'exploitation	6 026 808	3 675 620			
Services extérieurs	47 410 243	46 997 336			
Achats et services extérieurs	69 047 481	72 994 711			
Impôts, taxes et versements assimilés	3 634 656	3 443 610			
Salaires	27 675 273	27 512 811			
Indemnités	5 431 382	5 595 188			
Charges sociales et assurances	14 579 630	13 902 085			
Charges de personnel France	47 686 286	47 010 083			
Charges de personnel national	45 828 302	47 721 916			
Salaires et charges refacturées	7 444 251	7 840 724			
Autres charges de personnel	7 444 251	7 840 724			
Charges de personnel	100 958 838	102 572 723			
Dotations amorts/prov. d'exploitation	2 538 507	3 382 510			
CHARGES D'EXPLOITATION	231 920 186	231 251 114	PRODUITS D'EXPLOITATION	229 256 790	236 345 550
Agios	1 377	173	Produits des placements	738 163	753 450
Pertes de change	1 203 534	1 169 592	Intérêts des comptes rémunérés	57 479	75 832
Dotations amorts/prov. - financières	84 057	36 176	Produits de change	696 407	752 190
CHARGES FINANCIERES	1 288 968	1 205 941	Escomptes obtenus	558	275
Charges exceptionnelles	397 602	594 773	Reprise s/amorts et prov. financières	36 176	305 536
Dotations amorts/prov. exceptionnelles	-	194	PRODUITS FINANCIERS	1 528 783	1 887 283
CHARGES EXCEPTIONNELLES	397 602	594 968	Produits exceptionnels	526 369	378 430
TOTAL CHARGES	233 606 756	233 052 023	Reprise s/amorts & prov. et transf. chges except.	-	15 000
Ressources Affectées Non Utilisées de l'exercice	160 843	599	PRODUITS EXCEPTIONNELS	526 369	393 430
RESULTAT POSITIF	-	6 038 473	TOTAL PRODUITS	231 311 942	238 626 263
TOTAL GENERAL	233 767 599	239 091 096	Consommation des Ressources Affectées Non Utilisées des exercices antérieurs	-	464 832
			RESULTAT NEGATIF	2 455 658	-
			TOTAL GENERAL	233 767 599	239 091 096

ANNEXE AUX COMPTES COMBINES 2013

(EN EUROS)

1 FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Au cours de l'exercice 2013, le groupe MSF-France a mis en service 3.433.154 euros d'immobilisations corporelles et incorporelles dont 2.670.176 euros d'immobilisations

relatives au projet d'extension du site MSF Logistique. Ce projet d'extension a pris du retard et sera livré dans sa totalité dans le premier semestre 2014.

2 PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES COMBINEES

2.1 DEFINITION ET PERIMETRE DE COMBINAISON

Les entités ci-dessous ont été intégrées globalement, pour 100% de leur activité, dans la combinaison des comptes et constituent le "**groupe MSF-France**" :

✓ Médecins Sans Frontières	(Association) - entité combinante
✓ Médecins Sans Frontières Logistique	(Association)
✓ Épicentre	(Association)
✓ Fondation Médecins Sans Frontières	(Fondation)
✓ Médecins Sans Frontières Assistance	(Association)
✓ SCI "Médecins Sans Frontières"	(SCI)
✓ SCI "Sabin"	(SCI)
✓ État d'Urgence Production	(SARL)

Les comptes combinés sont l'équivalent des comptes consolidés pour un ensemble d'entités dont l'unité et la cohésion proviennent de circonstances autres que celles prévues à l'article 357-1 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales. Ainsi,

l'association Médecins Sans Frontières combine les entités commerciales et associatives dans lesquelles elle exerce au sein des instances de gouvernance un contrôle par droit de vote ou de fait.

2.2 PRINCIPES GENERAUX DE COMBINAISON

Les bilans et compte de résultat combinés résultent du cumul des comptes annuels des différentes associations, fondation et sociétés comprises dans le périmètre, éventuellement après retraitements et reclassements (harmonisation des plans de comptes). Les comptes réciproques, actifs et passifs, charges et produits, sont éliminés sans incidence sur le résultat combiné. Les profits et pertes internes, et les éventuelles provisions constatées sur des opérations

internes sont également éliminés. Ces éliminations ont une incidence sur le résultat combiné. La combinaison des comptes nécessite par ailleurs de construire le compte d'emploi des ressources (CER) selon les règles d'affectation des ressources au financement des emplois qui sont propres à l'ensemble combiné et par conséquent déterminent la variation des fonds propres liée à la générosité publique du bilan combiné.

2.3 METHODES COMPTABLES RETENUES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- ✓ continuité de l'exploitation,
- ✓ permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- ✓ indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels applicables au milieu associatif définis par les règlements 99-01, 99-02 (notamment la section VI-Combinaison) et 99-03 du CRC.

Les comptes sont établis en euros, ils couvrent la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013. Aucun changement de méthode n'est intervenu au cours de

l'exercice. Les principales méthodes utilisées, comprenant les retraitements de combinaison, sont les suivantes :

BILAN

2.3.1 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de réalisation (prix d'achat et frais accessoires). Elles sont généralement amorties sur une

période comprise entre 3 et 5 ans, selon le mode linéaire, à l'exception des coûts de production des films d'État d'Urgence Production (EUP) qui sont amortis dans

l'exercice de leur livraison, au prorata de leurs recettes nettes fiscales, dans la limite de leur coût amortissable. Les frais de constitution (notamment de la SCI MSF) nets de leurs

amortissements sont déduits des fonds propres, diminuant ainsi du même montant l'actif et le passif combiné.

2.3.2 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations situées en France sont évaluées à leur coût d'acquisition selon les dispositions du Règlement CRC n° 2004-06 (prix d'achat et frais accessoires). Les

immobilisations sont amorties suivant le mode linéaire selon la durée réelle d'utilisation prévue de chaque composant.

Terrains	Non amortis
Bâtiment d'activités - Structure	20-60
Bâtiment administratif - Structure	10-40
Bâtiment d'activités - Façade	15-20
Logement - Structure / façade	20-50
Bâtiment administratif - Structure	30
Garage - Construction	20
Bâtiment d'activités - Equipements techniques	15-20
Bâtiment administratif - Equipements techniques	10-30
Bâtiment d'activités - Installations générales	10-20
Bâtiment administratif - Installations générales	10-30
Bâtiment d'activités - Agencements/ Aménagements	20
Bâtiment administratif - Agencements/ Aménagements	5-30
Logement - Equipements techniques	15-20
Logement - Installations générales	10-20
Honoraires sur travaux*	40
Matériels de bureau et informatique	2-15
Matériels de Transport	10
Mobilier	5-25

Les honoraires sur travaux*, considérés comme accessoires à l'actif principal sont enregistrés en immobilisations corporelles. Il a été choisi, compte tenu de leur caractère transversal, de ne pas les ventiler sur les actifs principaux mais de les identifier comme composant à part entière sur la durée moyenne des principaux composants de chaque bâtiment. Cette durée moyenne a été calculée proportionnellement à la valeur des actifs immobilisés.

Les immobilisations corporelles incluent l'écart d'acquisition de l'immeuble situé au 4, rue

Saint Sabin pour 1.079.661 euros calculé lors de l'achat de la SCI Sabin par l'association MSF et la SCI MSF en 1995. Cet écart d'acquisition fait l'objet chaque année d'amortissements au regard des durées détaillées ci-dessus.

Sont comptabilisés directement dans les comptes de charge des pays dans lesquels le groupe MSF-France intervient les véhicules et les ordinateurs dans la mesure où ils subissent une usure accélérée, ainsi que les constructions et équipements dans la mesure où ils n'ont pas vocation à être conservés.

2.3.3 IMMOBILISATIONS FINANCIERES

La valeur brute des immobilisations financières est constituée par leur coût d'acquisition hors frais accessoires. Lorsque

celle-ci est supérieure à la valeur d'inventaire, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

2.3.4 STOCKS

Les stocks concernent principalement les stocks de médicaments, de livres, de matériels médical, logistique et informatique.

✓ Stocks de matières et autres approvisionnements

Ils sont valorisés en stock pour leur coût d'acquisition correspondant au prix d'achat et selon la méthode du " Premier entré, Premier

sorti ". Une provision pour dépréciation est calculée lorsque la valeur d'inventaire à la clôture est inférieure au coût d'acquisition.

✓ Stocks de marchandises

Ils concernent les marchandises entreposées par MSF Logistique et destinées à être soit utilisées sur les terrains d'intervention du groupe MSF-France, soit vendues aux missions menées par d'autres sections du mouvement MSF ou d'autres ONG. Ils se composent de

stocks de marchandises médicales et logistiques ainsi que de véhicules tout terrain. Ils sont évalués selon la méthode du " prix de revient moyen pondéré " constitué du prix des marchandises et des frais accessoires d'achats.

Les règles de dépréciation des stocks sont les suivantes par catégorie de stock :

- Les articles en stocks ayant une date de péremption sont dépréciés au regard de leur rotation et du temps restant à courir avant leur obsolescence. Les taux de dépréciation sont de 0%, 25%, 50%, 75%, et 100% ;
- Les articles sans péremption, n'ayant pas eu de mouvement en stock au cours des trois dernières années à la date de clôture annuelle sont dépréciés par tranche de taux de 0%, 25%, 50%, 75%, et 100% en fonction de l'antériorité de la rotation de stock ;
- Les articles enregistrés dans le dépôt "destruction" sont dépréciés à 100%.

2.3.5 FINANCEMENTS, DONNS ET LEGS A RECEVOIR ET PERÇUS D'AVANCE

✓ Financements institutionnels

Les financements des bailleurs de fonds institutionnels publics et d'autres organismes privés sont comptabilisés dans le compte de résultat, à hauteur des dépenses éligibles engagées dans le cadre des contrats. La part de

financement attribuée, non consommée et non reçue en fin d'exercice est inscrite en hors bilan, pour un montant équivalent, en " engagements reçus " et en " engagements donnés ".

✓ Dons

Les dons constituent la principale ressource du groupe MSF-France, ce qui leur confère un caractère de produit d'exploitation et non exceptionnel. Compte tenu de la forte concentration des versements au terme de l'exercice et des délais de traitement des courriers : les dons versés en chèques datés de

2013 et reçus jusqu'en janvier 2014 inclus, sont rattachés aux recettes de l'exercice 2013 et inscrits en dons à recevoir à la clôture de l'exercice. Parallèlement, les reçus fiscaux sont remis aux donateurs au titre de l'année fiscale 2013.

✓ Legs

Les biens meubles ou immeubles provenant d'une succession, legs ou donation et destinés à être cédés par le groupe MSF-France suivent les mouvements comptables suivants :

- ✓ Dès acceptation par le Conseil d'administration et avant autorisation par l'autorité administrative et/ou le terme d'opposabilité, les legs sont enregistrés pour leur valeur nette estimée en hors bilan en « engagements reçus – Legs nets acceptés par le Conseil d'administration en cours d'autorisation par l'organisme de tutelle ».
- ✓ Dès la date de l'autorisation administrative, les biens sont enregistrés en hors bilan en "engagements reçus - Legs nets acceptés par le Conseil d'administration autorisés par l'organisme de tutelle", pour leur valeur estimée, nette des charges pouvant les grever. Le fait générateur de l'enregistrement de ces legs est la date d'extinction du délai d'opposabilité.
- ✓ Au cours de l'exercice, les produits des biens réalisés sont comptabilisés sur la base des encaissements.
- ✓ En fin d'exercice, les règles de rattachement en produits, pouvant générer des produits à recevoir, sont les suivantes :
 - Valeurs immobilières : date de l'acte authentique de vente.
 - Valeurs mobilières : date de l'acte authentique de vente ou date du chèque émis par le notaire au profit de l'Association ou de la Fondation.
 - Assurances-vie : date de versement au profit de l'Association ou de la Fondation.
 - Loyers : date d'échéance du loyer.

En cas de gestion temporaire d'un bien légué ou donné, les loyers perçus et les charges de fonctionnement correspondantes sont inscrits en résultat d'exploitation. Les biens immeubles correspondants ne peuvent être inscrits en fonds associatifs que s'ils sont destinés à servir

de façon durable l'activité du groupe MSF-France conformément à l'objet social des entités qui le composent. Par ailleurs, les charges exposées au-delà de la valeur de la succession sont inscrites en charges d'exploitation.

2.3.6 CREANCES

Les créances se composent des facturations et refacturations de services aux autres sections du mouvement MSF et à d'autres clients. Elles sont enregistrées à leur valeur nominale et font l'objet d'une dépréciation lorsqu'elles présentent un risque de non recouvrabilité. Les

créances en devises sont réajustées par rapport aux taux officiels au 31 décembre de chaque année. Il en résulte des écarts de conversion qui, en cas de perte latente, impliquent la comptabilisation d'une provision pour perte de change.

2.3.7 VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

En cours d'exercice, la comptabilisation des plus ou moins values réalisées sur les valeurs mobilières de placements s'effectuent selon la méthode " premier entré, premier sorti ". En fin d'exercice, les plus ou moins values sont réalisées lorsque la nature des placements le

permet. Les placements souscrits en devises étrangères sont valorisés aux taux officiels au 31 décembre de l'exercice. Il en résulte des écarts de conversion qui, en cas de perte latente, impliquent la comptabilisation d'une provision pour perte de change.

2.3.8 DISPONIBILITES

Les avoirs en devises détenus en France et à l'étranger (comptes bancaires et caisses) sont

valorisés aux taux officiels au 31 décembre de l'exercice.

2.3.9 FONDS PROPRES

Les fonds propres comprennent:

- ✓ Les subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables par le groupe MSF-France:

Il s'agit des subventions attribuées par des organismes publics pour des investissements :

- nécessaires au fonctionnement pérenne du groupe MSF-France,
- dont le financement du renouvellement sera, à terme, à la charge exclusive du groupe.

Les subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables une fois inscrites, ne sont pas reprises au compte de résultat. Elles correspondent aux subventions attribuées par le conseil régional d'Aquitaine et le conseil général de la Gironde pour le financement de l'extension du site de MSF Logistique initiée en 2010.

- ✓ Le fonds de générosité publique :

Ce poste détaille la part des fonds propres du groupe MSF-France provenant des ressources collectées auprès du public non encore utilisées. Il représente la réserve de générosité publique du groupe au 31 décembre de l'exercice avant affectation du résultat.

✓ Le fonds de réserve :

Le fonds de réserve représente la part des fonds propres du groupe MSF-France non affectée en fonds de générosité publique ou en réserves d'investissement.

✓ Subventions et réserves d'investissement :

Elles sont constituées :

- des subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables par le groupe MSF-France :

Elles sont enregistrées dès notification de la décision d'attribution au groupe et en fonction de leur affectation aux biens. Une reprise au compte de résultat est effectuée au rythme de l'amortissement des biens. La reprise de la subvention d'investissement au compte de résultat s'effectue proportionnellement au montant des dotations aux amortissements des immobilisations acquises ou créées au moyen de la subvention.

- des réserves d'investissement :

Elles correspondent aux fonds privés reçus des donateurs et des sections américaine et suisse de Médecins Sans Frontières pour l'agrandissement du site de MSF Logistique de 2003. Elles ont donc comme contre partie des immobilisations corporelles. Elles sont mouvementées par affectation du résultat en fin d'exercice à hauteur des dotations aux amortissements calculées sur la quote-part des actifs financés.

2.3.10 FONDS DEDIES

Les fonds dédiés sont comptabilisés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC. Lorsque des legs ou des dons sont affectés par les donateurs à des projets définis (crise particulière, pays spécifique), la partie des ressources non utilisée en fin d'exercice est inscrite en charges sous la rubrique "Engagements à réaliser sur ressources affectées", afin de constater

l'engagement pris par le groupe MSF-France de poursuivre la réalisation desdites volontés, avec comme contrepartie au passif du bilan la rubrique "Fonds dédiés". Le montant des fonds dédiés est repris, au fur et à mesure de l'utilisation des fonds, par la contrepartie du compte "Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs", inscrit au compte de résultat.

2.3.11 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Depuis le 1er janvier 2002, le groupe MSF-France applique les règles de constitution et d'évaluation des provisions pour risques et charges (CRC n°2000-06). Ces provisions permettent de couvrir un risque ou une charge dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise. Ainsi une

provision est comptabilisée à la clôture si les entités du groupe MSF-France ont une obligation légale, contractuelle ou implicite à l'égard d'un tiers et dont il est probable qu'elle générera une sortie de ressources. Les montants provisionnés correspondent à la meilleure estimation de la sortie de ressource

qui sera nécessaire pour éteindre les obligations. Les provisions pour litiges sont déterminées sur la base de chaque dossier en

fonction des procédures en cours, des demandes faites et de leurs chances de réalisation.

2.3.12 DETTES

Les dettes se composent principalement des facturations et refacturations par les autres sections du mouvement MSF. A celles-ci s'ajoutent les dettes fournisseurs, les dettes fiscales et sociales, les indemnités des volontaires restant à payer et les autres dettes.

Les dettes en devises sont réajustées par rapport aux taux officiels au 31 décembre de l'exercice. Les écarts de conversion sont constatés. En cas de perte latente, une provision pour perte de change est enregistrée.

COMPTE DE RESULTAT

2.3.13 PRESENTATION DU COMPTE DE RESULTAT

Le modèle de compte de résultat adopté par le groupe MSF-France est conforme au règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des

associations. Le compte d'emploi des ressources complète la lecture de l'utilisation des fonds confiés au groupe MSF-France.

2.3.14 DEPENSES POUR LES MISSIONS

Les dépenses effectuées pour les missions du groupe MSF-France sont engagées soit :

- ✓ par les sièges des entités combinées, pour le compte des missions,
- ✓ par les missions elles-mêmes.

Les dépenses engagées par les sièges des entités combinées sont prises en compte lors de la livraison du bien, ou lors de la réalisation effective de la prestation de service. Les

dépenses effectuées par les missions (achats de matériels, salaires des employés nationaux, transports locaux...) sont comptabilisées à la date de leur paiement.

2.3.15 PRODUITS DES DONNS, LEGS ET SUBVENTIONS

Les legs et donations qui ne sont pas constitués d'immobilisation dont le groupe MSF-France

conserve l'usage pour ses besoins de fonctionnement sont comptabilisés en résultat.

A la clôture de l'exercice, les legs et dons affectés par les légataires et donateurs à un projet défini et qui n'ont pas fait l'objet d'une utilisation au cours de l'exercice, font l'objet d'une inscription en "Fonds dédiés". (Voir également 2.3.10 "Fonds dédiés"). Les

ressources issues des dons, legs et subventions sont comptabilisés en produits d'exploitation et constatées conformément aux règles de césure précisées au point 2.3.5 "Financements, dons et legs à recevoir ou perçus d'avance".

2.3.16 RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier sur les valeurs mobilières de placement est comptabilisé conformément aux règles relatives à la détermination des plus ou moins values réalisées et des moins values latentes précisées au point 2.3.7 "Valeurs mobilières de placement". Le résultat financier sur les écarts de conversion de devises est

comptabilisé à la clôture conformément aux règles relatives à la détermination des pertes de change latentes précisées aux points 2.3.6 et 2.3.12. En cours d'exercice les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

2.3.17 RESSOURCES AFFECTEES NON UTILISEES DE L'EXERCICE ET CONSOMMATION DES RESSOURCES AFFECTEES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS

Les sommes inscrites sous la rubrique "Ressources affectées non utilisées de l'exercice" correspondent à l'augmentation du poste "fonds dédiés" au bilan. Elles sont reprises en produits au cours des exercices suivants, au rythme de la réalisation des

engagements, par le crédit du compte "Consommation des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs" générant la diminution du poste de bilan "fonds dédiés". (Voir également 2.3.10 "Fonds dédiés").

2.3.18 CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Il s'agit de contributions réalisées par une personne physique ou morale apportant au groupe MSF-France un travail, des biens ou services à titre gratuit nécessaires à la réalisation de l'objet des entités du groupe. Les principales contributions volontaires dont bénéficie le groupe MSF-France correspondent à :

- ✓ Des médicaments et équipements médicaux ;
- ✓ Des équipements logistiques ;
- ✓ Du bénévolat.

Compte tenu des difficultés rencontrées pour obtenir l'exhaustivité et l'homogénéité des contributions concernées, le groupe MSF-

France ne comptabilise pas ces informations dans ses comptes. Néanmoins, par voie déclarative, les terrains remontent en fin

d'exercice l'ensemble des biens et/ou prestations de services dont ils ont bénéficié au cours de l'exercice à titre gratuit. Ces renseignements quantitatifs, lorsqu'ils sont

suffisamment fiables, sont donnés à titre informatif dans l'annexe des comptes (voir 6.1 et 6.2).

2.3.19 INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE

Les indemnités de fin de carrière estimées au 31 décembre 2013 ne représentent pas un montant significatif. Ce montant est indiqué dans la note 3.6.

Les hypothèses retenues pour valoriser les engagements sont les suivantes :

- ✓ âge de départ à la retraite : 62 ans
- ✓ taux d'inflation : 0.9% (soit 0.9% d'évolution annuelle des salaires)
- ✓ taux d'actualisation : 3 %
- ✓ taux moyen de rotation du personnel : 8%

Aucune provision pour indemnités de départ à la retraite n'est comptabilisée dans les comptes combinés.

2.3.20 REGIME FISCAL

Les entités combinées ne sont pas assujetties aux impôts commerciaux à l'exception de la SARL Etat d'Urgence Production qui y est soumise. Les entités non soumises aux impôts commerciaux sont cependant redevables de l'impôt à taux réduit dû sur certains revenus mobiliers.

3 DETAIL DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2013

3.1 DETAIL DE L'ACTIF IMMOBILISE

Rubriques et postes	IMMOBILISATIONS				AMORTISSEMENTS & PROVISIONS				IMMOBILISATIONS		
	Valeurs brutes en début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Reclassements	Valeurs brutes en fin d'exercice	Cumulés en début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Reclassements	Cumulés en fin d'exercice	Valeur nette en fin d'exercice
Films produits	2 670 529	140 090	-	-	2 810 619	2 670 529	140 090	-	-	2 810 619	0
Concessions/Licences	2 082 021	140 214	3 994	-	2 218 241	1 760 170	227 298	3 995	-	1 983 473	234 768
Immobilisations en cours	34 632	51 711	33 089	-	53 253	-	-	-	-	-	53 253
Immobilisations incorporelles	4 787 182	332 015	37 083	-	5 082 113	4 430 699	367 388	3 995	-	4 794 092	288 021
Terrains	5 162 992	61 472	-	-	5 224 464	-	-	-	-	-	5 224 464
Voies - aménage/ Agencet	11 826 092	1 171 612	-	-	12 439 015	5 541 381	363 711	-	301 483	5 603 609	6 835 405
Constructions	6 208 147	1 617 597	256 147	594 742	8 164 339	3 287 912	605 777	249 131	335 568	3 979 727	4 184 613
Installations diverses, Agcts	216 115	4 495	9 047	-	211 563	210 745	4 321	9 047	-	206 019	5 544
Matériel de bureau	480 754	24 475	50 023	-	455 205	367 955	58 403	50 023	-	376 335	78 871
Mobilier de bureau	1 525 301	182 432	239 572	-	1 478 160	1 175 113	215 109	237 728	-	1 152 494	325 667
Matériel informatique	2 222 170	221 402	298 643	-	2 144 927	1 753 813	277 833	296 799	-	1 734 848	410 082
Autres matériel, mobilier, informatique	1 079 911	80 767	208 087	36 053	916 537	919 597	100 756	206 215	34 086	780 041	136 497
Matériel de transport	131 236	-	-	-	131 236	103 148	9 827	-	-	112 975	18 261
Autres immobilisations	1 211 147	80 767	208 087	36 053	1 047 773	1 022 734	110 583	206 215	34 086	893 016	154 758
Immobilisations en cours	2 036 967	1 763 581	2 650 691	-	1 149 856	-	-	-	-	-	1 149 857
Immobilisations corporelles	28 667 514	4 916 430	3 413 567	0	30 170 375	11 605 441	1 357 904	752 145	0	12 211 199	17 959 178
TOTAUX	28 667 514	4 916 430	3 413 567	0	30 170 375	11 605 441	1 357 904	752 145	0	12 211 199	17 959 178
Autres Titres Immobilisés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts & cautionnements (1)	668 363	80 603	12 638	-	736 328	-	-	-	-	-	736 328
Immobilisations Financières	668 363	80 603	12 638	-	736 328	-	-	-	-	-	736 328
TOTAUX	34 123 059	5 329 048	3 463 289	0	35 988 816	16 036 139	1 725 291	756 139	0	17 005 291	18 983 527

(1) : Les dépôts & cautionnements sont essentiellement à + d' 1 an

Voir également règles et méthodes : 2.3.1 & 2.3.2

Les immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont essentiellement composées de logiciels acquis, de licences et de films. Au 31 décembre 2013, la valeur nette comptable des films immobilisés est nulle.

Les immobilisations corporelles

Les terrains, comptablement enregistrés pour 5.224.464 euros, comprennent :

- ✓ les terrains du site de MSF Logistique pour 3.143.471 euros,
- ✓ le terrain du siège social de l'association MSF pour 2.080.993 euros.

Les constructions (12.439.015 euros) et les installations divers et agencements (8.164.339 euros) du groupe MSF-France se composent, pour une valeur brute totale de 20.603.354 euros :

- ✓ de deux entrepôts, de bâtiments annexes (garage, logement du gardien) et du siège de MSF Logistique pour 12.263.389 euros dont 2.650.691 euros mis en service au cours de l'exercice 2013,
- ✓ du siège social de l'association MSF pour 4.192.523 euros,
- ✓ des installations techniques et agencements effectués par l'association MSF et MSF Logistique sur les bâtiments loués pour 2.503.669 euros,
- ✓ de l'immeuble situé 4, rue Saint Sabin (annexe du siège social) pour 1.390.032 euros dont la valeur inclut l'écart d'acquisition mentionné au paragraphe 2.3.2 Immobilisations corporelles.

Les immobilisations en cours (1.149.856 euros) au 31 décembre 2013 comprennent :

- ✓ les travaux d'agrandissement du site de MSF Logistique non encore mis en service pour un montant de 195.480 euros ;
- ✓ les dépenses de développement du projet Unifield, progiciel de gestion financière et logistique à destination des activités de terrain pour un montant de 921.725 euros.

Les immobilisations financières

Les dépôts et cautionnements concernent principalement les cautions versées sur les missions MSF.

3.2 DETAIL DE L'ACTIF CIRCULANT

3.2.1 STOCKS

LIBELLE	Total Brut	Provision	Total Net
Stock Guidelines	59 656	-	59 656
Stock logistique/médical	375 327	-	375 327
Autres stocks	1 564	-	1 564
STOCKS DE MATIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS	436 547	-	436 547
Stock médical	8 284 178	293 412	7 990 766
Stock logistique	4 702 586	176 532	4 526 054
STOCKS DE MARCHANDISES	12 986 764	469 944	12 516 820
TOTAL	13 423 312	469 944	12 953 367

Voir également règles et méthodes : 2.3.4

3.2.2 FINANCEMENTS A RECEVOIR

Types de Financements	MSF association	Epicentre	Total combiné
Financements à recevoir UE	1 607 201		1 607 201
Financements à recevoir Gouvernements	-		-
Financements à recevoir OMS	-	50 326	50 326
Financements à recevoir autres	29 768	82 273	112 041
TOTAL	1 636 969	132 599	1 769 568

Voir également règles et méthodes : 2.3.5

3.2.3 PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES FINANCEMENTS A RECEVOIR

LIBELLE	Montant en début d'exercice	Provision	Reprise	Montant en fin d'exercice
Financements à recevoir OMS	14 117	15 503		29 620
Financements à recevoir autres	82 273			82 273
TOTAL	96 390	15 503	-	111 893

Ces créances dépréciées à 100% concernent exclusivement Epicentre et sont relatives à des financements avec une forte antériorité, en cours de recouvrement.

Voir également règles et méthodes : 2.3.5

3.2.4 DONS A RECEVOIR

LIBELLE	Montant Brut	Amort. & Prov.	Montant Net
Dons privés donateurs particuliers	1 763 969		1 763 969
Legs à encaisser	684 764		684 764
TOTAL	2 448 733	-	2 448 733

Voir également règles et méthodes : 2.3.5

L'intégralité des dons et legs à recevoir au 31 décembre 2013 a bien été reçue début 2014.

3.2.5 CREANCES SUR AUTRES SECTIONS MSF

LIBELLE	Total Brut	Provision	Total net
MSF Allemagne	148		148
MSF Australie	3 222		3 222
MSF Autriche	826		826
MSF Belgique	2 309 021		2 309 021
Bureau International	815 375		815 375
MSF Espagne	1 076 450		1 076 450
MSF Grèce	455		455
MSF Hollande	1 646 547		1 646 547
MSF Italie	76		76
MSF Japon	2 610 912		2 610 912
MSF Luxembourg	1 065		1 065
MSF Norvège	167		167
MSF Suède	1 586		1 586
MSF Suisse	2 824 441		2 824 441
MSF Supply	265 002		265 002
MSF UK	124 063		124 063
MSF USA	2 239		2 239
Factures à établir	506 778		506 778
TOTAL	12 188 372	-	12 188 372

Voir également règles et méthodes : 2.3.6

L'ensemble de ces créances est à moins d'un an.

3.2.6 CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Ils sont composés de :

- ✓ 679.340 euros de créances de MSF Logistique vis-à-vis d'organismes humanitaires ou des Nations Unies,

- ✓ 43.550 euros d'avances sur commandes de MSF Logistique vis-à-vis de fournisseurs logistiques et médicaux,
- ✓ 51.214 euros de créances de MSF Assistance vis-à-vis de banques et sociétés privés dans le cadre de partenariats solidaires dont 32.093 dépréciés dus à un redressement judiciaire.
- ✓ et 132.176 euros de créances diverses.

3.2.7 AUTRES CREANCES

LIBELLES	Montant brut	Provision	Montant net
Fournisseurs - Avances & avoirs à recevoir	179 855	-	179 855
Avances et prêts au personnel	127 050	-	127 050
Tickets restaurants/ services	4 263	-	4 263
Organismes sociaux	7 731	-	7 731
Etat, Impôts & Taxes Assimilées	1 597	-	1 597
Avances terrains diverses	53 450	-	53 450
Produits à recevoir	176 156	-	176 156
Débiteurs divers	31 149	-	31 149
		-	
TOTAL	581 252	-	581 252

3.2.8 TITRES DE PLACEMENTS ET DISPONIBILITES

Les titres de placements sont composés de SICAV monétaires de bons à moyen terme négociables ainsi que, de bons de caisse. Les

SICAV sont enregistrées pour leurs valeurs liquidatives au 31 décembre 2013

Titres	Nombre de parts	comptable	moins value
SICAV - euros	265	10 322 108	90
SICAV - dollars	1 010	12 054 292	52
Bons à moyen terme Négociables	3	3 000 000	
Bons de caisse	20	20 996 349	
TOTAL	1 298	46 372 749	142

Voir également règles et méthodes : 2.3.7

3.2.9 CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

LIBELLES	Montant Brut
Achats de marchandises, facturées non livrées	851 445
Charges de fonctionnement (location, entretien, maintenance, assurance,...)	1 040 545
Frais de fabrication marketing sous-traités (information-publication)	1 975
TOTAL	1 893 965

Les achats non stockés destinés aux missions et expédiés à la fin de l'exercice sont enregistrés en charges constatées d'avance pour leur coût d'acquisition. Les achats de marchandises de MSF Logistique, facturés par ses fournisseurs en 2013 mais livrés en 2014, s'élèvent à 851.445 euros. Les autres charges constatées d'avance

concernent deux années de loyers des bureaux et logements de la coordination sur les missions (638.561 euros dont 58% appartient à la mission Sud Soudan), des dépenses de fonctionnement pour 401.984 euros, et de marketing pour 1.975 euros.

3.3 DETAIL DU PASSIF

3.3.1 TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES COMBINES

FONDS PROPRES	2012 avant affectation du résultat 2012	affectation du résultat 2012	2012 après affectation du résultat 2012	Mouvements 2013 sur réserves et subventions	Résultat 2013	2013 avant affectation du résultat 2013
Subvention d'investissement affectées à des biens renouvelables par l'organisme	500 000	-	500 000	325 000		825 000
Fonds générosité publique	68 647 875	3 229 638	71 877 513	-		71 877 513
Fonds de réserves	24 655 642	- 1 101 874	23 553 768			23 553 768
Subvention et réserves d'investissements	755 639	3 910 710	4 666 349	- 44 884		4 621 465
Résultat	6 038 473	- 6 038 473	0		- 2 455 658	- 2 455 659
TOTAL	100 597 629	0	100 597 629	280 116	- 2 455 658	98 422 087

Voir également règles et méthodes : 2.3.9

3.3.2 VARIATION DES FONDS DEDIES

FONDS DEDIES	Montant en début d'exercice	R.A.N.U. de l'exercice (1)	Consommation des R.A.N.U. des exercices antérieurs (2)	Montant en fin d'exercice
Fonds dédiés PHILIPPINES		160 844		160 844
Fonds dédiés BAM / IRAN	58 285			58 285
Fonds dédiés ALGERIE	18 580			18 580
Fonds dédiés Autres	9 781	-		9 781
TOTAL	86 646	160 844	-	247 490

Voir également règles et méthodes : 2.3.10

(1) R.A.N.U. : Ressources Affectées Non Utilisées, en charges dans le compte de résultat

(2) En produits dans le compte de résultat

Durant l'exercice 2013, les fonds dédiés aux Philippines n'ont pas été totalement dépensés. Les fonds dédiés à l'Algérie et à l'Iran n'ont pas fait l'objet de consommation depuis plus de 2 ans.

3.3.3 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Nature	En Début d'exercice	Dotation aux Provisions	Reprises sur Provisions		En Fin d'exercice
			Utilisées	Non utilisées	
Provision fin de contrat	8 689		7 165	1 524	0
Provision pour risque taxes	69 119	212 539		12 353	269 306
Autres provision pour risque	746 866	81 342	135 616	2 274	690 317
Autres provisions pour charges	346 203	2 123	309 141	-	39 185
Provisions d'exploitation	1 170 877	296 004	451 922	16 151	998 808
Pertes de change sur créances et dettes	36 177	84 057	-	36 176	84 057
Provisions Financières	36 177	84 057	-	36 176	84 057
Provisions exceptionnelles	-	-	-	-	-
TOTAL	1 207 054	380 061	451 922	52 328	1 082 865

Voir également règles et méthodes : 2.3.11

Un montant de 1.082.865 euros est inscrit au bilan. Il correspond principalement à des provisions pour risques et charges pour 729.502 euros. Une provision de 269.305 euros a été comptabilisée suite des réclamations de taxes en Ouganda et en Palestine. Les dotations de l'exercice couvrent principalement des fermetures de projets en cours ainsi que d'autres litiges.

3.3.4 DETTES AUTRES SECTIONS MSF

Libellés	Financements à reverser	Autres dettes	Total
MSF Allemagne		37 829	37 829
MSF Australie		48 069	48 069
MSF Autriche		35 001	35 001
MSF Afrique du Sud		800	800
MSF Belgique		158 622	158 622
Bureau International		48 673	48 673
MSF Canada		43 325	43 325
MSF Danemark		20 881	20 881
MSF Espagne		255 069	255 069
MSF Grèce		7 867	7 867
MSF Hollande		27 079	27 079
MSF Hong-Kong		2 940	2 940
MSF Irlande		8 132	8 132
MSF Italie		94 015	94 015
MSF ITC		20	20
MSF Japon		173 255	173 255
MSF Norvège		7 861	7 861
MSF Suède		48 861	48 861
MSF Suisse		374 310	374 310
MSF Supply		5 732	5 732
MSF UK		50 794	50 794
MSF USA		940 282	940 282
TOTAL	-	2 389 417	2 389 417

Voir également règles et méthodes : 2.3.12

L'ensemble de ces dettes est à moins d'un an.

3.3.5 DETTES FOURNISSEURS

L'ensemble de ces dettes d'un montant de 8.695.392 euros est à moins d'un an.

3.3.6 DETTES FISCALES ET SOCIALES

Libellés	Montant
Dettes auprès du personnel permanent	179 885
Provision pour congés payés	2 871 034
Charges sociales sur provision pour congés payés	1 167 518
Provision pour Compte Epargne Temps (CET)	1 336 351
Charges sociales sur Provision pour C.E.T.	547 729
Organismes sociaux	4 468 100
Impôts & Taxes & Versements Assimilés	683 007
TOTAL	11 253 625

L'ensemble de ces dettes est à moins d'un an et inclut la provision pour congés payés du personnel national.

3.3.7 AUTRES DETTES

Libellés	Montant
Dons à rembourser	-
Indemnités et Note de frais des salariés permanents	3 557
Provisions Honoraires, fonctionnements	36 525
Charges à Payer et Crédeurs divers	683 581
TOTAL	723 663

L'ensemble de ces dettes est à moins d'un an.

3.3.8 FINANCEMENTS CONSTATES D'AVANCE

Pays ou Projet	Montant	Bailleurs
Extension site MSF Logistique	-	
Financement UE	141 342	ECHO
Financements Gouvernements	793 239	Coopération Suisse/
TOTAL MSF	934 581	
Stock d'urgence MSF Suisse	2 238 965	
Stock d'urgence MDM	341 565	
Autres Clients	7 186	
TOTAL MSF Logistique	2 587 716	
TOTAL COMBINE	3 522 298	

Les financements reçus d'avance correspondent principalement à des subventions versées en 2013 au titre de 2014.

3.4 DETAIL DU COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2013

3.4.1 RESULTAT D'EXPLOITATION

Les charges et produits d'exploitation sont présentés par nature, catégorie d'activité et par secteur géographique dans l'analyse du Compte d'Emploi des Ressources (voir 7.2)

3.4.2 RESULTAT EXCEPTIONNEL

CHARGES EXCEPTIONNELLES

Libellé	Montant
Charges exceptionnelles réalisées sur les missions terrains	159 741
Divers charges exceptionnelles	38 711
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	199 151
TOTAL	397 602

PRODUITS EXCEPTIONNELS

Libellé	Montant
Produits exceptionnels réalisés sur les missions terrains (1)	327 531
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	165 216
Divers produits exceptionnels	33 621
TOTAL	526 369

(1) Les produits exceptionnels réalisés sur les missions terrains sont principalement constitués du produit de la vente de véhicules et de matériels divers.

3.4.3 FINANCEMENTS INSTITUTIONNELS

Financier	2 013	2 012	Variation
UE ECHO	3 880 287	3 804 933	
UE Autres	-	697 466	
Total Union européenne	3 880 287	4 502 399	-14%
Conseils Municipaux autres collectivités locales	236 149	188 178	
Total Collectivités locales France	236 149	188 178	25%
Gouvernement Canada	647 889	-	
Gouvernement Danemark	304 821	196 814	
Gouvernement Norvège	1 315 100	937 144	
Gouvernement Suède	1 853 924	2 016 836	
Gouvernement Allemagne	700 000	400 000	
Total Coopérations étrangères	4 821 734	3 550 794	36%
Divers Nations Unies	672 759	24 045	
Total Nations Unies	672 759	24 045	2698%
O.M.S.	18 463	-	
Total Divers	18 463	-	
Total Autres financements	5 749 105	3 763 017	53%
TOTAL FINANCEMENTS INSTITUTIONNELS	9 629 392	8 265 416	17%

3.5 OPERATIONS LIEES AU CHANGE

Pour le groupe MSF-France, les pertes de change totales de l'exercice s'élevèrent à 1.203.534 euros et les gains de change à 696.407 euros.

3.6 ENGAGEMENTS HORS BILAN

DONNES	Exercice
Bail commercial Crozatier	4 608 187
Bail commercial Passage du Cheval Blanc	560 767
Engagement en matière de pensions et de retraites	815 331
Financement de la Fondation MSF pour l'extension de MSF	-
Logistique	-
Financement de projets soutenus par des bailleurs institutionnels	6 783 384
TOTAL	12 767 669

RECUS	Exercice
Legs et donations autorisés par un organisme de tutelle	5 896 347
Legs et donations acceptés par les organes statutairement compétents	1 565 280
Financements octroyés par des bailleurs institutionnels pour la réalisation de projets	6 783 384
Financement de la Fondation MSF pour l'extension de MSF	-
Logistique	-
TOTAL	14 245 011

Voir également règles et méthodes : 2.3.5 et 2.3.19

Baux commerciaux des sites du 53-55 rue Crozatier et 2 rue de la Roquette à Paris :

L'association MSF a signé :

- Deux baux avec la SCI Le Bristol XII d'une durée de neuf ans, commencé le 1er avril 2010 et se terminant le 31 mars 2019 pour le premier, et commencé le 1er décembre 2012 et se terminant le 30 novembre 2021 pour le second, avec possibilité de résiliation à l'expiration de chaque période triennale. Le loyer annuel de base (non indexé) hors taxes et hors charges en principal s'élève pour ces deux contrats à 738.586 euros.
- Un contrat de bail pour les locaux situés passage du Cheval Blanc d'une durée de neuf ans, commencé le 1er janvier 2013 et se terminant le 31 décembre 2021, avec possibilité de résiliation à l'expiration de chaque période triennale. Le loyer annuel de base (non indexé) hors taxes et hors charges en principal s'élève à 70.000 euros.

Les financements bailleurs institutionnels : il s'agit des engagements obtenus de bailleurs institutionnels, non encore encaissés et conditionnés à la réalisation d'actions justifiées par un montant équivalent de dépenses. Les principaux financeurs sont Europaid pour 1.281.268 euros (Nigeria), UNITAID pour 3.449.298 euros (Malawi et Ouganda) et les conseils généraux, régionaux du sud ouest et de la C.U.B. de Mérignac pour 825.000 euros.

4 AUTRES INFORMATIONS

4.1 HONORAIRES CAC

Entité	Montant TTC
Association Médecins Sans Frontières	135 919
Association Médecins Sans Frontières Logistique	24 518
Epicentre	8 826
Fondation	8 386
TOTAL	177 649

4.2 EFFECTIFS

Les effectifs moyens mentionnés ci-après correspondent au personnel travaillant de manière effective pour le groupe MSF-France. Ils intègrent ainsi le personnel mis à disposition par les autres sections du mouvement MSF aux activités du groupe MSF-France, et ne comprennent pas le personnel sous contrat avec le groupe MSF-France et travaillant pour le compte d'autres

sections. Ces effectifs sont passés au 31 décembre 2013 à 6.958 personnes (476 permanents dans les sièges, 559 expatriés, et 5.924 employés nationaux) contre 6.573 personnes en 2012 (457 permanents dans les sièges, 586 expatriés, et 5.794 employés nationaux).

4.3 DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION

La loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social modifiant les articles L933-1 à L933-6 du code du travail, ouvre pour les salariés bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminé de droit privé, un droit individuel à formation d'une durée de 20 heures minimum par an, cumulable sur une période de six ans (plafonné à 120 heures). Au titre du droit individuel à la formation, pour les personnes en contrat à durée indéterminée au sein du groupe MSF-France, le volume

d'heures de la part ouverte mais non consommée des droits est d'environ 32.714 heures au 31 décembre 2013. 675 heures ont fait l'objet d'une demande de la part de salariés. Des actions de formation ont été prises dans le cadre du DIF courant année 2013. 32 personnes ont accédé à la formation par le biais du DIF. Le nombre d'heures globales restant à prendre sur l'ensemble des salariés présents au 31 décembre 2013 est de 33.080 heures.

4.4 CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le président du Conseil d'administration de l'association Médecins Sans Frontières est rémunéré.

En juin 2013, le Docteur Meguerditch TARAZIAN a été élu Président du Conseil d'Administration de MSF Association et est rémunéré par l'Association. La rémunération brute versée au Docteur TARAZIAN s'est élevée à 47.138 € sur l'exercice 2013. Le

Docteur Marie-Pierre ALLIE a perçu en 2013 la somme de 87.262 €. Les autres membres des conseils d'administration des différentes entités du groupe MSF-France ne sont pas rémunérés pour leur fonction d'administrateur.

4.5 PARTIES LIEES

Le groupe MSF-France a développé un partenariat privilégié avec certaines sections non opérationnelles du mouvement MSF. Il s'agit de MSF Australie, MSF Japon et MSF USA. Ces sections sont juridiquement de droit national, présentent des comptes annuels

indépendants, et ne font pas partie du périmètre de combinaison, leurs conseils d'administration n'étant pas contrôlés par celui de l'association Médecins Sans Frontières.

5 LES REMUNERATIONS

5.1 LES DIX PREMIERES REMUNERATIONS BRUTES VERSEES EN 2013

Les dix premières rémunérations brutes versées en 2013 sur l'ensemble des entités combinées se sont élevées à 800.281 euros en

cumul annuel. Ces rémunérations contiennent les salaires et, le cas échéant, les congés payés et indemnités versés dans le cadre des départs.

Source : D.A.D.S. (Déclaration Annuelle Des Salaires)

5.2 LES REMUNERATIONS MENSUELLES DES SEPT PLUS HAUTS CADRES VERSEES EN 2013

Mergueditch TARAZIAN	Président	6.734 €
Stéphane ROQUES	Directeur Général MSF Association	5 978€
Emmanuel BARON	Directeur Général Epicentre	6 426 €
Gérald MASSIS	Directeur Général MSF Logistique	6 023 €
Xavier AUDÉON	Directeur Général Adjoint MSF Association	5 983 €
Marie Noëlle RODRIGUE	Directrice des Opérations MSF association	5 983 €
Annette HEINZELMANN	Directeur Médical MSF Association	5 037 €

Ces cadres ne perçoivent que des revenus salariaux. Ils ne bénéficient d'aucune autre rémunération accessoire (prime, avantage en nature). Leur rémunération est versée sur 13 mois. La politique d'ancienneté qui leur est

appliquée permet une augmentation de 4% après deux ans passés dans la même fonction puis une seconde augmentation de 6% après deux autres années dans la même fonction.

6 LES RESSOURCES EN NATURE

6.1 VALORISATION EN EUROS DES RESSOURCES EN NATURE

Activités	2 013	2 012
Arménie	1 482	30
Burkina faso	209	18 850
Cambodge	4 485	
Colombie	1 541	49 364
Congo RDC	35 539	18 299
Congo Brazzaville	-	24 078
Côte d'Ivoire	-	2 064
Ethiopie	-	139 321
Géorgie	50 992	
Haïti	30 829	87 172
Iraq	1 097 418	
Japon	62	
Kenya	213 608	6 549
Madagascar	4 325	7 123
Mali	69 608	39 414
Malawi	3 767 749	2 560 899
Niger	78 147	14 031
Nigéria	40 946	
Ouganda	868 526	76 703
Papouasie- Nouvelle Guinée	-	1 017
République Centrafricaine	-	27 268
Sud Soudan	95 634	64 471
Sri lanka	-	60 693
Tchad	34 094	1 869
Yemen		41 537
Zwaziland	13 000	
Missions internationales	6 408 194	3 240 752
Support des opérations	40 000	
Missions sociales	6 448 194	3 240 752
Frais de collecte MSF France	442 968	231 368
Frais de collecte MSF Emirats-Arabes-Unis	102 925	76 170
Recherche de fonds	545 894	307 538
Fonctionnement	92 814	-
TOTAL	7 086 902	3 548 290

Ces dons n'ont pas été enregistrés en comptabilité. Ils concernent les associations MSF et Epicentre.

6.2 ETAT DES EFFECTIFS BENEVOLES

Nombre de bénévoles exprimés en Equivalent Temps Plein

Activités	2013	2012
Mission sociale	4,1	3,4
Recherche de fonds	3,5	4,0
Fonctionnement	1,9	2,4
TOTAL	9,6	9,8

Cet état considère un nombre global de bénévoles réguliers, au siège de l'association et dans les régions exprimé en nombre de personnes et en équivalent temps plein (ETP). Il comprend les bénévoles des antennes régionales (77 en 2013, 73 en 2012 et 68 en

2011) répartis en fonction de leurs activités (40 % en "support des missions", 10 % en "expositions", 10% en "opérations de presse", 40 % en "services de fonctionnement"). Ces contributions volontaires en nature ne sont pas comptabilisées.

7 LE COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES

EMPLOIS	Emplois de 2013	Affectation par emplois collectés auprès du public utilisées en 2013	RESSOURCES	Ressources collectées en 2013	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées en 2013
			Report des Ressources Collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'exercice		71 877 513
1- MISSIONS SOCIALES	205 807 498	126 220 487	1- RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC	147 590 443	147 590 443
1.1 Réalisées en France	1 163 380	622 911	1.1 Dons et legs collectés	55 509 655	
Actions réalisées directement			Dons manuels non affectés	2 344 086	
Versements à d'autres organismes agissant en France			Dons manuels affectés	8 087 049	
1.1 Réalisées à l'étranger	199 653 569	121 752 091	Legs et autres libéralités non affectés		
Actions réalisées directement	4 990 549	3 845 485	Legs et autres libéralités affectés		
Versements à un organisme central ou d'autres organismes			1.2 Autres produits liés à l'appel à la générosité publique	81 649 652	
2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	13 308 961	11 910 970			
2-1 Frais d'appel à la générosité publique	12 572 640	11 353 588	2- AUTRES FONDS PRIVÉS	22 629 407	
2-2 Frais de recherche des autres fonds privés	621 702	557 382	3. SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	9 629 392	
2-3 Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics	114 620	-	4. AUTRES PRODUITS	50 253 450	
3. FRAIS DE FONCTIONNEMENT	13 591 697	10 265 483			
I - TOTAL EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT	232 708 157		I - TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT	230 102 692	
II - DOTATIONS AUX PROVISIONS	898 598		II - REPRISES DES PROVISIONS	1 209 250	
III - ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES	160 843		III - REPORT DES RESSOURCES AFFECTEES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS	-	
IV - EXCEDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE			IV - VARIATION DES FONDS DEBIES COLLECTES AUPRES DU PUBLIC	-	160 843
V - TOTAL GENERAL	233 767 598	148 396 940	VI - TOTAL GENERAL	233 767 598	219 307 113
VI - Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public		2 386 050			
VII - Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public					
VIII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public	150 782 991	150 782 991	VII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		150 782 991
			SOLDE DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTEES ET NON UTILISEES EN FIN D'EXERCICE		68 524 122

7.1 PRINCIPES, REGLES ET METHODES RETENUES

7.1.1 GENERALITES

Par application de l'ordonnance 2005-856 du 28 juillet 2005, le compte d'emploi des ressources (CER) est intégré dans l'annexe aux états financiers, accompagné des informations relatives à son élaboration. Les entités intégrées dans la combinaison du compte d'emploi des ressources, de même que les méthodes de combinaison retenues, sont celles citées dans la première partie du présent document.

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 11 décembre 2008, qui complète la réglementation applicable en matière de présentation des comptes des associations, (loi n° 91-772 du 7 août 1991 et arrêté du 30 juillet 1993), le compte d'emploi des ressources 2011 de l'Association est établi selon les principes édictés par le règlement n°2008-12 du Comité de la réglementation Comptable (CRC).

Le CER rend compte, pour une année donnée, de la composition des dépenses et de l'origine des ressources, des ressources issues de la générosité publique et de leur « utilisation » pour financer les dépenses et les investissements.

Côté emplois, le CER regroupe les charges dans cinq rubriques distinctes : dépenses de missions sociales, frais de recherche de fonds, frais de fonctionnement, dotations aux provisions et ressources affectées non utilisées de l'exercice (R.A.N.U.).

Les ressources affectées non utilisées de l'exercice (R.A.N.U.) traduisent la partie des ressources affectées sur l'exercice 2013 par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée au 31 décembre 2013 conformément à l'engagement pris à leur égard.

Le CER présente distinctement les dépenses de missions sociales entre celles réalisées en France, celles réalisées à l'étranger, et les versements à d'autres organismes (par opposition aux actions directement mises en œuvre par l'association).

Une colonne est dédiée à la présentation de l'affectation par type d'emploi des ressources collectées auprès du public, celles-ci pouvant être affectées aux charges de l'exercice mais également aux investissements.

Côté ressources, le CER regroupe les produits dans six rubriques distinctes : les ressources collectées auprès du public, les autres fonds privés, les subventions et autres concours publics, les autres produits, les reprises de provision et le report des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs.

Les ressources collectées auprès du public s'entendent de l'ensemble des dons et legs reçus des particuliers en France et à l'étranger (par les sections MSF et les Emirats). Seules deux entités de l'ensemble combiné reçoivent des dons des particuliers : l'Association MSF et la Fondation MSF.

Le report des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs traduit la consommation sur l'exercice 2013 des ressources affectées par des tiers financeurs à des

projets définis, qui n'avaient pu être utilisées conformément à l'engagement pris à leur égard lors des exercices précédents.

Les ressources collectées auprès du public sont suivies sur une colonne particulière. Celle-ci permet de faire le lien entre :

- le montant des ressources non affectées collectées auprès du public et non utilisées en début d'exercice (part des réserves provenant de la générosité publique en début d'exercice),
- les ressources collectées auprès du public sur l'exercice,
- l'utilisation sur l'exercice des ressources collectées auprès du public,
- et le montant des ressources non affectées collectées auprès du public et non utilisées en fin d'exercice (part des réserves provenant de la générosité publique en fin d'exercice).

Les tableaux de passage présentés ci-après permettent de faire le lien entre le compte de résultat et le compte d'emploi des ressources.

7.2 TABLEAUX DE PASSAGE DU COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES COMBINE AU COMPTE DE RESULTAT COMBINE

7.2.1 TABLEAU DE PASSAGE DES EMPLOIS AUX CHARGES

	COMPTE DE RESULTAT			RESSOURCES			TOTAL CHARGES
	CHARGES DE PERSONNEL	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	CHARGES FINANCIERES	CHARGES EXCEPTIONNELLES	RESSOURCES AFFECTEES NON UTILISEES DE L'EXERCICE		
COMTE D'EMPLOI DES RESSOURCES							
Dépenses des opérations en France et à l'étranger	70 361 792	69 555 905	17 912	154 217	-	-	140 089 827
Support des opérations	14 403 097	5 584 235	675 902	46 284	-	-	20 709 518
Information et sensibilisation du public	2 237 675	727 495	-	461	-	-	2 965 631
Autres activités liées à la mission sociale	4 980 013	36 034 391	50 631	15 281	-	-	41 080 317
Versements à d'autres organismes	-	962 205	-	-	-	-	962 205
Missions sociales	91 982 577	112 864 232	744 446	216 244	-	-	205 807 498
Coûts directs d'appel à la générosité publique	2 028 620	10 540 484	-	3 536	-	-	12 572 640
Coûts de recherche des autres ressources privées	190 690	430 965	-	47	-	-	621 702
Coûts de recherche de fonds publics institutionnels	97 488	17 106	-	26	-	-	114 620
Frais de recherche de fonds	2 316 798	10 988 554	-	3 609	-	-	13 308 961
Frais de fonctionnement	6 659 463	6 294 019	460 465	177 749	-	-	13 591 697
TOTAL EMPLOIS	100 958 838	130 146 806	1 204 911	397 602	-	-	232 708 157
Dotations aux provisions	-	814 542	84 057	-	-	-	898 598
Ressources affectées non utilisées	-	-	-	-	160 843	-	160 843
TOTAL	100 958 838	130 961 347	1 288 968	397 602	160 843	-	233 767 598

7.2.2 TABLEAU DE PASSAGE DES RESSOURCES AUX PRODUITS

RESSOURCES	PRODUITS					TOTAL PRODUITS		
	Dons privés	Ventes de marchandises fret et prestations de services	Ventes de produits	Subventions institutionnelles	Autres produits d'exploitation		Produits financiers	Produits exceptionnels
Ressources collectées auprès du public	147 590 443							147 590 443
Autres fonds privés	21 943 732		685 675					22 629 407
Ressources privées issues de la recherche de fonds	169 534 175		685 675					170 219 850
Subventions et autres concours publics				9 629 392				9 629 392
Ressources issues de la recherche de fonds	169 534 175		685 675	9 629 392				179 849 242
Ressources issues des activités liées à la mission sociale		38 154 882	421 062		6 020 111	169 787		44 666 292
Autres ressources		168 663	-11 908		3 498 748	1 305 736	526 369	5 587 158
Autres produits		38 323 545	409 154		9 518 859	1 475 523	526 369	50 253 450
TOTAL RESSOURCES	169 534 175	38 323 545	1 094 829	9 629 392	9 518 859	1 475 523	526 369	230 102 692
Report des ressources affectées non utilisées								
Reprises de provisions					1 155 990	53 260		1 209 250
TOTAL	169 534 175	38 323 545	1 094 829	9 629 392	10 674 849	1 528 783	526 369	231 311 942

7.2.3 CER CONTRIBUTIF PAR ENTITE

LES EMPLOIS											TOTAL COMBINE	
	MSF	MSF Logistique	Epicentre	Fondation MSF	MSF Assistance	EUP	SCI MSF	SCI Sabin	TOTAL	Eliminations	Retraitements	TOTAL COMBINE
Depenses des opérations en France et à l'étranger	141 803 268	25 372 154	5 737 418	-	-	-	-	-	172 912 840	-	138 473	140 089 827
Support des opérations	20 805 825	127 237	587 378	639 152	-	37 386	327 697	2 598	22 527 271	-	417	20 709 518
Information et sensibilisation du public	2 662 182	-	-	695 731	-	90 317	37 191	11 249	3 496 671	-	2 002	2 965 631
Autres activités liées à la mission sociale	646 043	36 849 079	3 761 877	-	-	7 877	5 749	-	41 270 626	-	-	41 080 316
Versements à d'autres organismes	962 205	-	-	747 000	-	-	-	-	1 709 205	-	747 000	962 205
Missions sociales	166 879 523	62 348 470	10 086 673	2 081 883	-	135 580	370 637	13 847	241 916 614	-	136 054	205 807 498
Coûts directs d'appel à la générosité publique	12 384 081	-	-	203 909	22 589	9 070	959	27 155	12 647 763	-	79 545	12 572 640
Coûts de recherche des autres ressources privées	587 681	-	-	914	32 612	-	2 361	3 478	627 045	-	5 927	621 702
Coûts de recherche de fonds publics institutionnels	113 184	-	-	-	-	-	2 880	-	116 064	-	2 362	114 620
Frais de recherche de fonds	13 084 946	-	-	204 822	55 200	9 070	6 200	30 633	13 390 871	-	87 834	13 308 961
Frais de fonctionnement	11 345 867	2 244 940	1 197 544	124 244	36 438	340 688	112 919	9 448	15 412 088	-	1 820 391	13 591 697
TOTAL EMPLOIS	191 310 337	64 593 410	11 284 217	2 410 949	91 638	485 338	489 755	53 929	270 719 573	-	130 130	232 708 156
Dotations aux provisions	380 606	469 944	15 954	-	32 093	-	-	-	898 598	-	-	898 598
Ressources affectées non utilisées	160 843	-	-	-	-	-	-	-	160 843	-	-	160 843
TOTAL	191 851 787	65 063 354	11 300 171	2 410 949	123 731	485 338	489 755	53 929	271 779 014	-	130 130	233 767 598
LES RESSOURCES											TOTAL COMBINE	
Ressources privées issues de la recherche de fonds	168 619 716	-	1 097 733	1 196 124	80 186	-	-	-	170 993 759	-	773 909	170 219 850
Subventions et autres concours publics	9 566 045	-	18 463	-	-	-	-	-	9 584 508	-	44 884	9 629 392
Ressources issues de la recherche de fonds	178 185 761	-	1 116 196	1 196 124	80 186	-	-	-	180 578 267	-	773 909	179 849 242
Ressources issues des activités liées à la mission sociale	7 073 977	62 792 096	4 543 808	648 138	-	-	-	-	75 058 018	-	1 740	44 666 293
Autres ressources	4 534 542	1 104 800	5 238 339	348 793	43 545	485 314	514 047	78 313	12 347 694	-	6 717 392	5 587 157
Autres produits	11 608 519	63 896 896	9 782 147	996 931	43 545	485 314	514 047	78 313	87 405 712	-	44 884	50 253 450
TOTAL RESSOURCES	189 794 280	63 896 896	10 898 343	2 193 055	123 731	485 314	514 047	78 313	267 983 979	-	37 881 287	230 102 692
Reprises de provisions	503 521	687 916	17 813	-	-	-	-	-	1 209 250	-	-	1 209 250
Report des ressources affectées non utilisées	190 297 801	64 584 812	10 916 156	2 193 055	123 731	485 314	514 047	78 313	269 193 229	-	37 881 287	231 311 942
TOTAL	190 297 801	64 584 812	10 916 156	2 193 055	123 731	485 314	514 047	78 313	269 193 229	-	37 881 287	231 311 942

7.3 LES EMPLOIS

7.3.1 REPRESENTATION COMPTABLE DES EMPLOIS DE L'ENSEMBLE COMBINE

Dans le compte d'emploi des ressources, les emplois sont présentés en coût complet. Le compte d'emploi des ressources est monté directement à partir de la comptabilité analytique des entités combinées. Celle-ci reflète, au travers de centres de coûts distincts, les dépenses des différents services et activités de l'ensemble combiné.

La très grande majorité des dépenses est affectée directement à l'une des rubriques d'emplois du CER. Néanmoins certaines dépenses sont liées à des activités se rattachant à plusieurs rubriques. Elles sont alors ventilées entre les différents emplois concernés en fonction de clés de répartition.

Les clés de répartition utilisées sont différentes selon les dépenses à répartir. Les principales clés utilisées pour ventiler les activités des entités combinées par rubrique d'emplois sont les suivantes :

- ✓ temps passés par personne pour le travail des équipes de communication, de collecte et de partenariat, de gestion des missions financières terrain, des antennes régionales, de gestion du site web et de gestion de la photothèque, pour l'activité des épidémiologistes d'Epicentre,
- ✓ finalité des documents produits pour les activités de fabrication des supports de témoignage et de collecte de fonds,
- ✓ pourcentage de chiffre d'affaires réalisé avec l'association MSF et celui réalisé avec d'autres organisations, pour répartir au sein de la mission sociale les dépenses d'activité de MSF Logistique et d'Epicentre entre dépenses d'opérations et autres activités à vocation humanitaire,

D'autre part, afin de présenter les activités en coût complet, les dépenses des services généraux et du support informatique sont réparties en fin d'année entre les différentes rubriques du compte d'emploi des ressources en fonction :

- ✓ de la surface occupée par le personnel dédié à chaque activité pour les coûts de loyers, les coûts informatiques et les charges générales,
- ✓ et des consommations téléphoniques réelles pour les télécommunications,

Les frais généraux de MSF Logistique dérogent à cette règle en raison de l'activité particulière de l'entité, et sont répartis en fonction du nombre de personnes affectées aux activités des emplois concernés.

7.3.2 VENTILATION DES DEPENSES DE MISSIONS SOCIALES

Le CER impose une présentation des dépenses de missions sociales ventilées entre trois catégories : « actions réalisées en France », « actions réalisées à l'étranger » et « versements à d'autres organismes ».

Les actions menées dans les pays d'intervention sont directement rattachables à l'une ou l'autre de ces catégories.

Les activités de support et d'information menées par le siège ne sont pas directement rattachables à ces catégories puisqu'elles concernent l'ensemble des pays d'intervention. Elles sont ainsi réparties entre « actions réalisées en France » et « actions réalisées à l'étranger » en fonction de la part des actions menées dans les pays d'intervention dans chacune de ces catégories.

7.3.3 DETAIL DES EMPLOIS DE MISSIONS SOCIALES

Les emplois affectés aux missions sociales s'élèvent en 2013 à 205.807.498 euros.

Ils regroupent les dépenses engagées par l'ensemble combiné au titre de ses activités:

- Assistance aux population et formation, information, sensibilisation, recherche et développement dans le domaine médical par l'Association MSF ;
- Approvisionnement médical et logistique des missions de l'Association, d'autres sections MSF ou d'autres acteurs par MSF Logistique ;
- Activités de recherche, consultations et formations pour l'Association, d'autres sections MSF ou d'autres acteurs par Epicentre ;
- Centre de recherche (CRASH), publications, octroi de bourses d'étude, gestion immobilière des entrepôts et bureaux de MSF-Logistique, gestion du centre de formation de l'Association à Mérignac par la Fondation ;
- Réalisation de films et mise à disposition d'images par EUP ;

	2013	2012
Opérations conduites par MSF-France	130 614 308	136 543 895
Versements à d'autres organismes	4 028 344	1 667 599
Opérations pour le compte d'autres sections	5 447 174	4 894 828
Dépenses des opérations en France et à l'étranger	140 089 827	143 106 322
Support des opérations	20 709 518	20 100 702
Information et sensibilisation du public	2 965 631	2 646 258
Autres activités liées à la mission sociale	41 080 317	38 572 160
Versements à d'autres organismes	962 205	941 187
Missions sociales de MSF et de ses satellites	205 807 498	205 366 630

Ces emplois comprennent :

- Les dépenses directes d'opérations (équipes nationales et internationales en poste sur les terrains, approvisionnements médicaux et logistiques, soutiens administratifs locaux) menées par MSF Association seule ou conjointement avec d'autres sections MSF (130.614.308 euros), ou menées directement pour le compte d'autres sections MSF).
- Les versements à d'autres organismes dans le cadre des opérations. Ils s'élèvent en 2013 à 4.028.344 euros comprenant les contributions suivante :
 - ✓ Projets menés au Niger conjointement avec Forsani, ONG médicale locale (1.471.509 euros),
 - ✓ Fonds International pour l'Innovation (50.738 euros),
 - ✓ Financement de 2.506.097 euros octroyé par l'Association à la section espagnole de MSF pour ses projets en Colombie,
- Le support aux missions, qui correspond au pilotage, à la coordination et à l'évaluation des programmes, à l'appui technique fourni aux missions dans les domaines médical, logistique, financier et ressources humaines (y compris recrutement, gestion administrative et formation). Ce support est déployé depuis le siège parisien, complété des équipes basées aux Emirats, New-York, Tokyo et Bordeaux. Ces coûts, puisqu'ils sont engagés pour l'ensemble des activités déployées dans les pays d'intervention, sont ventilés entre les actions réalisées en France et celles réalisées à l'étranger au prorata des dépenses directes d'opérations conduite par l'association MSF. (voir également 7.3.2 "Ventilation des dépenses de missions sociales).
- Les actions d'information et de sensibilisation du public, qui se composent d'événements de communication externe à des fins de témoignage : montage d'expositions, communiqués et dossiers de presse, rédaction de livres, production de films, etc. Elles sont ventilées de la même manière que les coûts des supports aux missions. (voir également 7.3.2 "Ventilation des dépenses de missions sociales).
- Les versements à d'autres organismes en marge des activités purement opérationnelles de MSF Association (962.205 euros) comprennent le soutien de plusieurs initiatives du mouvement MSF :
 - ✓ Activités de la Drugs for Neglected Diseases Initiative (701.903 euros),
 - ✓ Campagne d'Accès aux Médicaments Essentiels (260.302 euros).
- Et les autres activités liées aux missions sociales qui regroupent les activités effectuées par les satellites (MSF Logistique et Epicentre principalement) à destination d'autres sections ou autres organisations. Elles sont affectées directement aux missions réalisées à l'étranger.

Au sein des emplois de missions sociales, les opérations réalisées directement en France représentent, coûts de support compris, 1.163.380 euros, et celles réalisées à l'étranger 199.653.569 euros.

Les emplois des opérations réalisées à l'étranger comprennent les dépenses d'opérations engagées pour le compte d'autres sections MSF à hauteur de 5.447.174 euros.

Ces dépenses correspondant à des coûts de personnel refacturés aux sections concernées.

7.3.4 DETAIL DES EMPLOIS DE RECHERCHE DE FONDS

Les frais de recherche de fonds distinguent les coûts associés à l'appel à la générosité publique, les coûts associés à la recherche d'autres fonds privés, et les coûts relatifs à la recherche de subventions ou concours publics auprès des agences d'Etat d'aide humanitaire (également appelés financements institutionnels).

Les coûts d'appel à la générosité publique s'élèvent en 2013 à 12.572.640 euros. Ils comprennent les frais associés aux actions mises en œuvre par l'Association en France et aux Emirats-Arabes-Unis pour solliciter auprès des particuliers les dons nécessaires à la mise en œuvre des missions sociales, les frais de traitement des dons (traitements manuels, informatiques et bancaires), ainsi que la gestion des biens légués à l'Association.

	2013	2012
Frais de collecte France	10 052 248	9 621 194
Frais de traitement des dons	1 897 547	1 755 104
Frais de collecte Emirats	128 205	121 578
Gestion des legs	494 640	345 109
Frais d'appel à la générosité publique	12 572 640	11 842 985
Frais de recherche des autres fonds privés	621 702	675 729
Coûts de recherche des fonds publics institutionnels	114 620	108 376
Frais de recherche de fonds	13 308 961	12 627 090

Les frais de recherche des autres fonds privés sont constitués pour 248.256 euros des coûts de recherche de financements d'entreprises et de partenariats en France et aux Emirats-Arabes-Unis, et des dépenses liées à la diffusion de produits de type cartes de vœux, t-shirts, etc. à hauteur de 373.446 euros.

7.3.5 DETAIL DES EMPLOIS DE FONCTIONNEMENT ET AUTRES CHARGES

	2013	2012
Coût des services de fonctionnement	13 017 174	12 807 532
Coût des services de fonctionnement Emirats	382 160	386 216
Dépenses liées aux activités marchandes diverses	192 364	25 870
Frais de fonctionnement	13 591 697	13 219 618

L'administration et le fonctionnement général du groupe MSF-France sont assurés depuis les sièges des différentes entités par les directions générales, les directions des ressources humaines sièges, les directions financières, et les services de fonctionnement interne.

Les emplois de fonctionnement de l'ensemble combiné comprennent les coûts de la gouvernance associative de l'Association MSF et de ses satellites, ainsi que la participation de l'Association au fonctionnement du Bureau International MSF à Genève, qui s'élève en 2013 à 751.384 euros.

7.3.6 ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES

Les ressources affectées non utilisées s'élèvent à 160.843 euros et correspondent pour 160.270 euros à des dons affectés aux opérations d'urgence déclenchées aux Philippines après le passage du typhon Haiyan en novembre 2013. Ces fonds seront utilisés pour poursuivre en 2014 les activités initiées fin 2013.

7.4 DETAIL DES RESSOURCES

7.4.1 DEFINITION DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC

Les ressources collectées auprès du public (dites ressources de générosité publique) sont définies comme regroupant les dons manuels, les legs et autres libéralités effectués par des donateurs particuliers aux sections MSF et bureaux étrangers, et servant à la mise en œuvre du projet opérationnel.

Cette approche internationale des ressources de générosité publique est soutenue par la volonté de rendre compte de la réalité économique et politique de la mise en œuvre du plan opérationnel développé par le groupe MSF-France.

Ainsi, ce projet opérationnel est conjointement défini et validé par les sections américaine, australienne, française et japonaise qui, chacune, lui apporte les ressources humaines et financières nécessaires à sa réalisation.

Par ailleurs, compte tenu de l'importante origine publique des ressources collectées par le mouvement MSF, cette définition internationale de la générosité publique a été étendue à l'ensemble des ressources reçues des sections MSF.

Les ressources collectées auprès du public reçues des autres sections de MSF sont déclarées par les sections.

7.4.2 DETAIL DES RESSOURCES

	2013	2012
Dons et legs des particuliers collectés en France et aux Emirats-Arabes-Unis	65 940 790	69 266 492
Dons des particuliers collectés par MSF-Australie, MSF-Japon, MSF-USA et autres sections MSF	81 649 652	89 406 016
Autres fonds privés collectés par les sections MSF	20 284 472	20 373 303
Autres fonds privés collectés en France et aux Emirats-Arabes-Unis	2 344 935	2 180 535
Ressources privées issues de la recherche de fonds	170 219 850	181 226 346
Subventions et autres concours publics	9 629 392	8 265 416
Ressources issues de la recherche de fonds	179 849 242	189 491 762
Ressources issues des activités liées à la mission sociale	44 666 292	42 430 359
Autres ressources	5 587 158	4 958 211
Autres produits	50 253 450	47 388 570
TOTAL RESSOURCES	230 102 692	236 880 333
Report des ressources affectées non utilisées		464 832
Reprises de provisions	1 209 250	1 745 930
TOTAL PRODUITS	231 311 942	239 091 095

En 2013, les ressources privées issues de la recherche de fonds s'élèvent à 170.219.850 euros. Parmi celles-ci:

- 68.290.060 euros ont été collectés en France et aux Emirats comprenant :
 - ✓ 65.940.790 euros de ressources de générosité publique (dont des legs réalisés sur l'association MSF pour 8.087.049 euros, et des dons manuels collectés par l'association MSF pour 56.371.468 euros, par la Fondation MSF pour 1.190.156 euros, et par le bureau des Emirats pour 292.117 euros) ;
 - ✓ 2.344.935 euros d'autres fonds privés (dont 1.635.208 euros de mécénat d'entreprises, 24.053 euros d'adhésions des membres de l'association MSF et 685.675 euros des recettes générées par les ventes de cartes de vœux ou autres produits).

- 101.934.124 euros ont été collectés par les sections du mouvements MSF comprenant :
 - ✓ 81.649.652 euros de ressources de générosité publique (dont 43.917.600 euros collectés par la section américaine, 19.466.731 euros par la section australienne, 18.023.555 euros par la section japonaise et 241.767 euros par d'autres sections du mouvement MSF).
 - ✓ 20.284.472 euros d'autres fonds privés (dont 13.867.503 euros collectés par la section américaine, 3.489.320 euros par la section australienne, 1.914.006 euros par la section japonaise et 1.013.643 euros du Bureau International et de la MSF Norvège).

Au total, les ressources provenant de la générosité publique de l'ensemble combiné s'élèvent à 147.590.443 euros, dont 46% collectées en France et aux Emirats.

La décroissance de 7% de la générosité publique collectée sur l'année s'explique principalement par la diminution des libéralités qui comprenaient en 2012 un legs exceptionnel de 10.287.840 euros consentis à l'association MSF.

Les subventions et autres concours publics (également appelés financements institutionnels) correspondent aux financements obtenus auprès des agences d'aide internationales et gouvernementales, ainsi que des collectivités locales.

En 2013, le total de ces ressources s'élève à 9.629.392 euros, dont 3.880.287 euros reçus de l'Union Européenne, 1.853.924 euros du gouvernement suédois, 1.315.100 euros du gouvernement norvégien, 700.000 euros du gouvernement allemand, 672.000 d'UNITAID, 647.889 euros du gouvernement canadien, 304.821 euros du gouvernement danois, 236.908 euros des collectivités locales françaises et 18.463 euros des Nations Unies.

Les autres produits de 50.343.218 euros recouvrent des ressources issues des activités liées aux missions sociales à hauteur de 44.666.292 euros et d'autres ressources pour 5.587.158 euros :

- les ressources issues des activités liées aux missions sociales correspondent principalement aux produits des activités des deux principaux satellites (36.885.994 euros de ventes de médicaments, de matériel médical et logistique générés par MSF Logistique et 1.432.573 euros de prestations de consultation, recherche et formation d'Epicentre pour d'autres acteurs) et aux produits de refacturation des dépenses engagées par la section française de MSF dans le cadre des missions menées en collaboration avec d'autres sections ou engagées par le siège (5.895.243 euros).
- les autres ressources comprennent des autres produits d'exploitation pour 3.755.075 euros générés principalement par la refacturation d'activités externes d'Epicentre, des produits financiers incluant les intérêts et plus-values générés par les placements (796.201 euros), les gains de change (509.513 euros), et les produits exceptionnels (526.369 euros).

7.4.3 SUIVI DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC

7.4.3.1 MODE DE FINANCEMENT DES EMPLOIS ET IMMOBILISATIONS ET AFFECTATION DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC

L'ensemble des ressources de l'ensemble combiné a vocation à financer l'ensemble de ses emplois et de ses investissements.

Les affectations prioritaires de ressources sont régies par les quatre principes suivants :

- a. Dans le respect de la volonté des donateurs, les ressources affectées sont intégralement allouées aux dépenses concernées (par exemple : dons dédiés à une urgence ou à une thématique particulière).
- b. Dans le respect des engagements contractuels, les ressources sont allouées aux dépenses concernées conformément aux clauses contractuelles (par exemple : financements institutionnels).
- c. Les dépenses engagées pour le compte d'autres acteurs (sections ou ONG) sont financées par les ressources générées par ces activités (par exemple : refacturations aux satellites et sections MSF).
- d. La marge dégagée par les activités externes des satellites finance en priorité les frais de fonctionnement de ces satellites

Les ressources de générosité publique non encore utilisées après application de ces différents principes, sont allouées aux emplois restant à financer (y compris les acquisitions d'immobilisation de l'année) à hauteur de ce que représentent dans le total des ressources non encore utilisées, les seules ressources collectées auprès du public.

7.4.3.2 UTILISATION DE LA GENEROSITE PUBLIQUE PAR CATEGORIE D'EMPLOI

Selon les principes décrits précédemment, l'ensemble combiné a utilisé 150.782.991 euros de ressources de générosité publique sur l'exercice 2013, ce qui représente l'intégralité des ressources collectées auprès du public sur l'année augmentée de 3.353.391 euros pris sur les réserves de générosité publique. Au 31 décembre 2013, le solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en fin d'exercice s'élève ainsi à 68.524.122 euros.

La générosité publique a financé pour 2.386.050 euros les acquisitions des biens corporels et incorporels nets des encours de l'année.

Pour des raisons de clarté et de simplicité, les dotations aux amortissements de l'année ont été en totalité déduites des emplois finançables, plutôt que d'annuler dans la rubrique " Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées " le montant de générosité publique qui aurait été affecté au " financement " de dotations aux amortissements.

Les ressources collectées auprès du public sont ainsi affectées aux différentes catégories d'emplois du CER comme suit :

- 126.220.487 euros au financement des missions sociales (soit 84% des ressources de générosité publique utilisées sur l'année)
- 11.910.970 euros au financement des frais de recherche de fonds (soit 8% des ressources de générosité publique utilisées sur l'année)
- 10.265.483 euros au financement des frais de fonctionnement (soit 7% des ressources de générosité publique utilisées sur l'année).
- 2.386.050 euros au financement des acquisitions d'immobilisations.

Les missions sociales sont financées à hauteur de 61 % par les ressources collectées auprès du public, les frais de recherche de fonds à hauteur de 89% et les frais de fonctionnement à hauteur de 76%.

CHAPITRE 3

PRESENTATION DE MEDECINS SANS FRONTIERES

ORGANISATION DE MSF ET GOUVERNANCE	95
LE MOUVEMENT MEDECINS SANS FRONTIERES	95
LE GROUPE MSF FRANCE	98
MSF ASSOCIATION	102
FONDATION MSF	108
MSF LOGISTIQUE	114
EPICENTRE	118
MSF ASSISTANCE	122
EUP	124
SCI MSF	126
SCI SABIN	128

ORGANISATION DE MSF ET GOUVERNANCE

1 LE MOUVEMENT MEDECINS SANS FRONTIERES

1.1 PRESENTATION DU MOUVEMENT

Médecins Sans Frontières est une association médicale humanitaire internationale, créée en 1971 à Paris par des médecins et des journalistes. Elle délivre ses secours en toute indépendance et impartialité et se réserve le droit de s'exprimer publiquement sur les situations dont ses équipes peuvent être témoins. Réunies autour d'une même charte, les équipes de MSF sont composées de personnel médical, logistique et administratif de dizaines de nationalités différentes, expatriés ou employés localement. Elles apportent leurs secours dans le respect des principes de l'action humanitaire et de l'éthique médicale.

Aujourd'hui, le mouvement international MSF compte vingt-trois associations dont cinq centres opérationnels, ainsi que plusieurs bureaux de représentation et entités spécialisées appelées satellites. Toutes les associations sont des entités juridiquement indépendantes enregistrées

en conformité avec les lois du pays dans lequel elles sont établies et réunies autour d'une seule et même charte. Sur le terrain, chaque centre opérationnel mène ses propres projets de manière indépendante, tout en assurant un échange d'information dans un souci de cohérence. Lors d'urgences de très grande ampleur, les différents centres opérationnels qui interviennent s'efforcent de se répartir la tâche pour déployer des secours plus efficaces.

MSF International est l'association qui a pour objectif de préserver l'identité de MSF, d'apporter un soutien au mouvement en termes de coordination et d'information, et de représenter MSF auprès des institutions internationales. Elle a pour membres les associations MSF nationales et régionales, des individus et le Président international.

Les organes de gouvernance associative du mouvement sont les suivants :

- ✓ l'Assemblée Générale Internationale (AGI) est la plus haute autorité de MSF International, en charge de préserver la mission sociale médicale et humanitaire de MSF, et de donner une orientation stratégique au Mouvement MSF. Elle délègue des tâches à

un Conseil d'administration international, qui doit lui rendre compte pour l'exécution de ces tâches.

Elle se réunit annuellement et comprend deux représentants de chaque association, deux représentants des membres individuels de MSF International, et le Président international, lui-même élu par les représentants. Chaque représentant, ainsi que le Président international, dispose d'un vote indépendant pour se prononcer sur les questions soumises à la décision de l'Assemblée.

- ✓ Le Conseil d'Administration International (CAI) comprend 12 membres ayant un droit de vote, et un trésorier sans droit de vote :
 - le Président international ;
 - cinq représentants nommés par les Centres opérationnels (un par centre opérationnel) ;
 - six membres (le nombre de représentants des centres opérationnels plus un) élus par l'Assemblée générale internationale.

Les deux tiers des membres du Conseil d'administration international ont une formation médicale. Le Secrétaire général assiste aux réunions du Conseil d'administration en tant que secrétaire sans droit de vote.

Le Conseil d'administration se réunit généralement huit fois par an ou aussi souvent que ses responsabilités l'exigent.

Le Conseil d'administration international peut être directif, mais il a pour vocation de jouer un rôle d'orientation; il rend compte de la mise en œuvre des décisions, et facilite l'accord au sein du mouvement en temps utile. Le CAI est notamment mandaté pour résoudre les problèmes au sein du mouvement MSF, ouvrir et fermer des entités exécutives, émettre des recommandations pour l'Assemblée Générale Internationale.

Les plateformes de gouvernance exécutive sont les suivantes:

✓ Le Bureau International est l'exécutif du mouvement. Le secrétariat de MSF International est en charge de coordonner les exécutifs dans le mouvement, d'assurer un soutien en termes de circulation de l'information, de représenter MSF à l'extérieur et de mettre en œuvre des initiatives et projets internationaux selon les besoins. Son siège est à Genève et son personnel est réparti dans toutes les sections MSF.

✓ L'Excom est une formation regroupant les directeurs généraux des sections. Il est responsable devant le CAI de la mise en œuvre des politiques définies et constitue un espace de réflexion et de conseil sur des questions opérationnelles stratégiques. Se réunissent, selon les sujets

à l'ordre du jour, le Full Excom (composé de tous les directeurs généraux des sections MSF, du secrétaire général et des directeurs d'autres bureaux exécutifs de MSF), ou le Core Excom (composé des directeurs généraux des cinq centres opérationnels, du secrétaire médical international, de deux autres directeurs généraux et du secrétaire général International).

✓ Les plateformes internationales thématiques : Opérations, Médical, Communication, Collecte de fonds, Finance, Ressources Humaines, Logistique, Systèmes d'Information.

Les dix-huit associations non opérationnelles poursuivent des activités de collecte de fonds, de communication et de recrutement. Elles participent également à la définition et à la mise en œuvre des opérations sous la responsabilité d'un des cinq centres opérationnels au sein de partenariats privilégiés. Ainsi le projet opérationnel mis en œuvre par le centre opérationnel parisien est conjointement défini et validé par les sections américaine, australienne, française et japonaise qui, chacune, lui apporte les ressources

humaines, financières ou techniques nécessaires à sa réalisation. Les liens entre ces quatre sections, partenaires du groupe opérationnel de Paris (OCP), ont été formalisés en 2011 par un accord entre leurs conseils d'administration et par la création d'un Comité de Groupe (« Group Committee ») dans lequel chacun d'entre eux est représenté. Ce comité est en charge de la validation et du suivi des plans stratégique et annuel de la mission sociale du groupe ainsi que du budget opérationnel.

Les échanges entre les sections (projets internationaux, ressources humaines, collecte de fonds...) occasionnent de nombreux flux financiers qui biaisent la lecture des comptes nationaux. Depuis de nombreuses années déjà, alors qu'aucun texte de loi ne l'exige, les comptes internationaux de Médecins Sans Frontières sont combinés, certifiés et présentés chaque année dans le rapport d'activité international. Cette

combinaison, établie selon des standards internationaux dérivés des IFRS (International Financial Reporting Standards) et adaptés à une organisation sans but lucratif, a le même objectif de présentation d'une image fidèle de l'emploi des fonds, après élimination des flux financiers internes. Le rapport financier international est disponible sur le site internet du Bureau International (www.msf.org).

Le mouvement international MSF en chiffres au 31 décembre 2012

(Données de l'exercice 2013 non disponible à l'émission de ce rapport)

En millions d'euros	2012		2011		En millions d'euros	2012	2011
Fonds privés	838,9	89,5%	791,6	89,4%	Actifs long terme	57,4	49,6
Fonds institutionnels	82,7	8,8%	75,2	8,5%	Actifs court terme	91,1	84,4
Autres recettes	16,0	1,7%	18,7	2,1%	Trésorerie et valeurs assimilables	551,4	572,9
Total des recettes	937,6	100%	885,5	100%	Total Actif	699,9	706,9
Opérations	723,3	76,6%	702,1	78,1%	Fonds affectés pour investissement	3,4	2,5
Témoignage	31,7	3,4%	27,4	3,0%	Fonds non affectés	580,2	592,3
Autres activités humanitaires	7,4	0,8%	7,0	0,8%	Autres fonds propres	15,0	16,1
Total Mission Sociale	762,4	80,8%	736,5	81,9%	Total Fonds propres	598,6	610,9
Recherche de fonds	124,8	13,2%	110,9	12,3%	Provisions	5,2	6,5
Fonctionnement	56,7	6,0%	52,4	5,8%	Autres dettes	89,8	82,0
Total des dépenses	943,9	100,0%	899,9	100,0%	Fonds affectés non dépensés	6,3	7,5
Profits et pertes nets sur change	-4,8		-1,6		Total Passif	699,9	706,9
Résultat	-11,1		-16,0				

1.2 LES AUTRES ACTIVITES HUMANITAIRES DU MOUVEMENT

Médecins Sans Frontières a lancé en 1999 la Campagne pour l'Accès aux Médicaments Essentiels (CAME). Son but est d'améliorer l'accès à des traitements, à des outils diagnostics et des vaccins de qualité répondant aux besoins des patients sur ses terrains d'intervention. Elle encourage d'autres formes de financement de la recherche médicale dont les objectifs

seraient définis en fonction des besoins les plus importants et non plus en fonction d'une logique de marché. Conjugée à d'autres organisations internationales, son action a rendu possible la baisse des prix et l'importation de molécules génériques. La CAME est financée par l'ensemble des sections du mouvement MSF.

Poursuivant le même objectif d'amélioration de l'accès aux traitements, Médecins Sans Frontières a lancé en 2002, avec l'appui de partenaires internationaux¹, une nouvelle initiative visant à favoriser la recherche et le développement de nouveaux médicaments permettant de traiter les patients atteints par les maladies les plus négligées.

Cette initiative a donné lieu à la création d'une fondation de droit suisse, DNDi («*Drugs for Neglected Diseases initiative*»). Le mouvement MSF est l'un des membres du conseil d'administration de DNDi et supporte financièrement le développement de cette initiative.

2 LE « GROUPE » MSF FRANCE

Le « groupe » MSF France est constitué de l'association MSF et de ses satellites. Afin d'améliorer son efficacité et son expertise, l'association s'est entourée de satellites spécialisés auxquels sont confiées des missions qui intègrent et complètent son activité. Les équipes de support en charge de certains projets et pays sont décentralisées dans les sections partenaires du groupe MSF France à

New York, Tokyo Sydney sous la responsabilité de la direction des opérations ou de la direction médicale de MSF France. Ces unités décentralisées ont également pour objectif de garantir une meilleure cohérence autour du projet opérationnel, au sein des sections MSF partenaires de MSF France, et de leur permettre une meilleure proximité avec les opérations.

¹ *L'Institut Pasteur, Médecins Sans Frontières et quatre instituts de recherche du secteur public des pays à forte prévalence endémique : la Fondation Oswaldo Cruz/Farmanguinhos au Brésil, ICMR (Indian Council for Medical Research) en Inde, KEMRI (Kenya Medical Research Institute) au Kenya, le Ministère de la Santé de Malaisie, avec le soutien du programme spécial UNICEF/PNUD/Banque mondiale/OMS de recherche et de formation concernant les maladies tropicales (TDR).*

2.1 L'ASSOCIATION MEDECINS SANS FRONTIERES (MSF FRANCE)

L'association regroupe les missions de terrain, le siège parisien, des antennes régionales en France et un bureau aux Emirats-Arabes-Unis. Le rôle des antennes et du bureau est de relayer les

messages de témoignage, de recruter des volontaires et de collecter des fonds. Les statuts de l'association sont publiés sur son site internet (www.msf.fr).

Les principaux organes de gouvernance sont représentés par :

- ✓ L'Assemblée Générale des membres de l'association ;
- ✓ Le Conseil d'Administration qui se réunit mensuellement et dont la composition est communiquée sur le site internet de l'association (www.msf.fr) ;
- ✓ Le Comité de Direction, qui réunit chacun des directeurs de départements (direction générale, opérations, ressources humaines, médicale, logistique, finance, communication, collecte de fonds, juridique et systèmes d'information).

2.2 LES SATELLITES

	<i>Statut juridique</i>	<i>Activités</i>
MSF Logistique	Association	Achats, conditionnement, stockage et affrètement des médicaments et du matériel, médical ou non médical, destinés aux missions
Epicentre	Association	Recherche épidémiologique, études médicales, support informatique, et formation du personnel médical
Fondation MSF	Fondation	Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires en France et à l'étranger (reconnue d'utilité publique en mars 91) Propriétaire du siège de MSF Logistique et du centre de formation logistique de l'association MSF à Bordeaux
Etat d'Urgence Production	SARL	Activité audiovisuelle : réalisation de films institutionnels, de témoignage et d'information sur les missions
MSF Assistance	Association	Activités de recherche de fonds auprès des entreprises
SCI MSF et SCI Sabin	SCI	Propriétaires et gérants des locaux du siège parisien de MSF Association

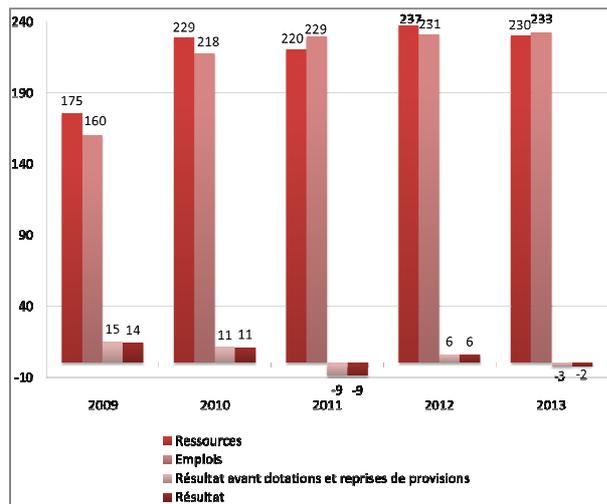
Les conseils d'administration des associations satellites et de la fondation sont principalement composés d'administrateurs de MSF Association, et la gérance des sociétés satellites est assurée par les dirigeants de MSF Association.

2.3 PRINCIPAUX INDICATEURS

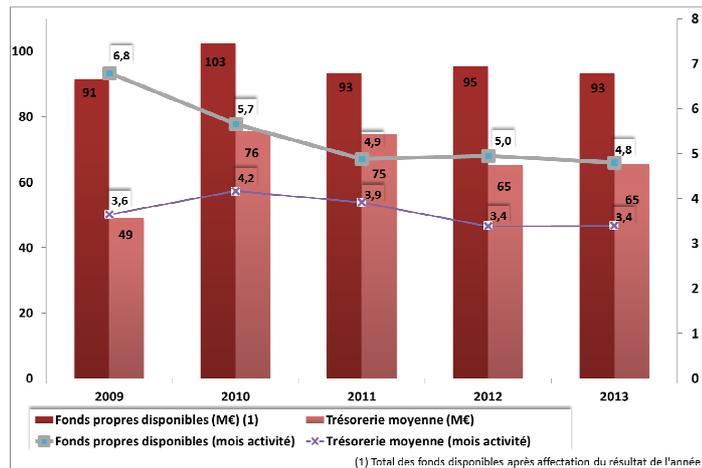
Afin de fournir une information et des indicateurs comparables d'une année sur l'autre :

- ✓ Les ressources sont exprimées hors reprises de provision et incluent la variation nette des ressources affectées non utilisées ;
- ✓ Les emplois sont exprimés hors dotations aux provisions.

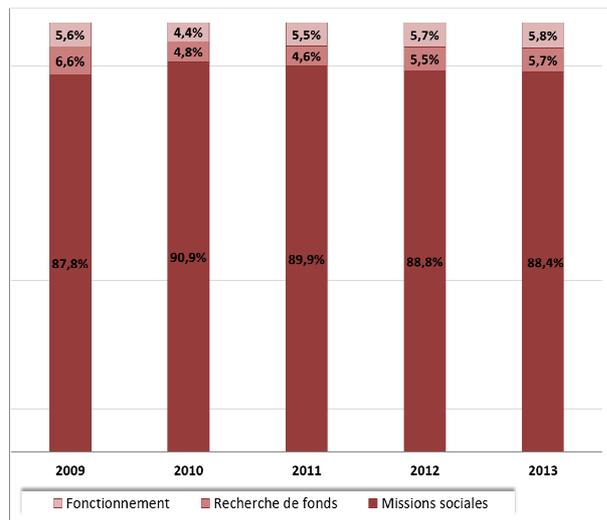
RESSOURCES, EMPLOIS ET RESULTATS COMBINES (en milliers d'euros)



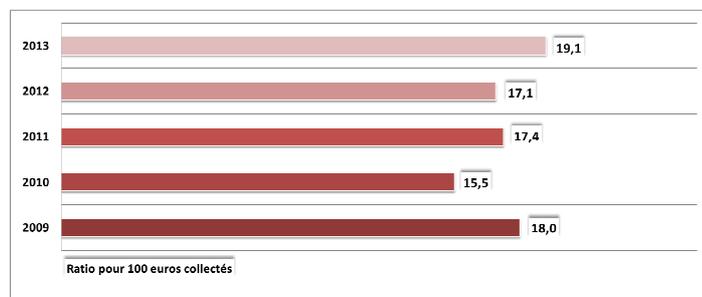
FONDS PROPRES DISPONIBLES ET TRESORERIE MOYENNE



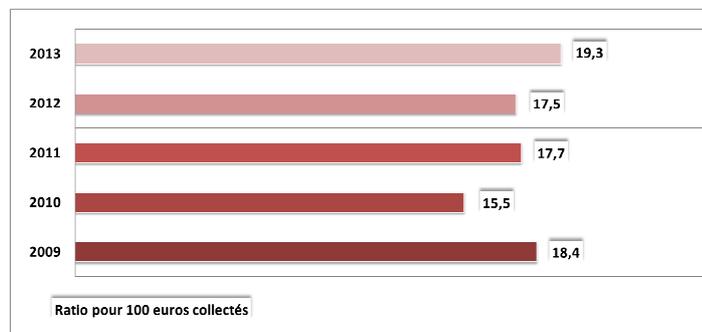
COMPOSITION DES EMPLOIS COMBINES (en pourcentage)



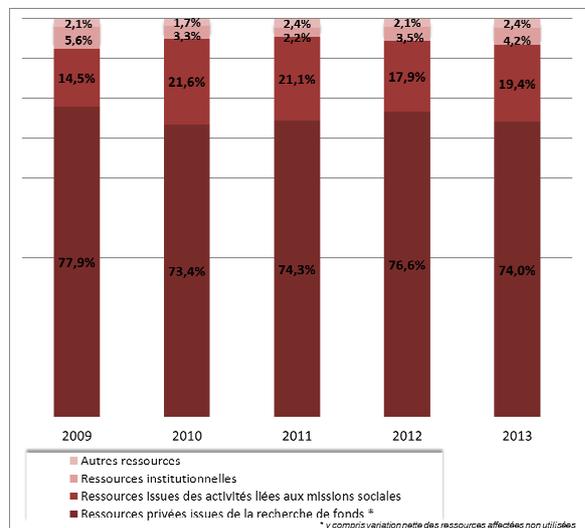
COUT DE L'APPEL A LA GENEROSITE DU PUBLIC



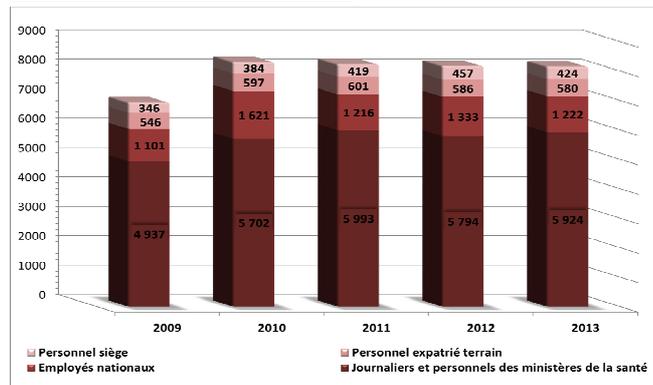
COUT DE LA RECHERCHE DE FONDS PRIVES



ORIGINE DES RESSOURCES COMBINEES (en pourcentage)



EFFECTIFS MOYEN ANNUEL



2.4 LES COMPTES SOCIAUX DES ENTITES DU « GROUPE » MSF FRANCE

Les comptes des entités françaises (association MSF et satellites) sont combinés pour refléter dans une unité économique distincte, l'ensemble des flux financiers des entités contrôlées par le conseil d'administration de l'association. La combinaison consiste à intégrer l'ensemble des comptes des entités après avoir neutralisé les flux inter-entités et

réalisé les retraitements nécessaires. Elle a pour objectif de garantir à nos donateurs la transparence de nos comptes. Les comptes de résultat et les bilans de chaque entité ainsi que les comptes d'emploi des ressources intégrés aux annexes des comptes annuels de l'association MSF et de la Fondation MSF sont présentés ci-après.

ERNST & YOUNG Audit
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1

DELOITTE & ASSOCIES
185, avenue Charles-de-Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Médecins Sans Frontières

Association régie par la Loi du 1^{er} Juillet 1901
Reconnue d'utilité publique par le décret du 10 juin 1985
8, rue Saint Sabin
75011 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux membres,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'association Médecins Sans Frontières, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le trésorier. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Compte d'emploi des ressources

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte d'emploi annuel des ressources décrites dans la note 5.1 de l'annexe font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux dispositions du règlement CRC n°2008-12 du Comité de la Réglementation Comptable et ont été correctement appliquées.

Estimations comptables

Votre association constitue des provisions pour risques, tel que cela est décrit dans les notes 2.11 et 3.1.4.3 de l'annexe. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions s'est fondée sur l'analyse des processus mis en place par votre association pour identifier et évaluer les risques, ainsi que sur l'examen des états de synthèse de ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris - La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 28 mai 2014

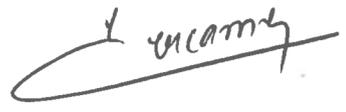
Les commissaires aux comptes

Ernst & Young Audit

Deloitte & Associés



Isabelle TRACQ-SENGEISSEN



Jean-Pierre VERCAMER

BILAN MSF ASSOCIATION AU 31.12.2013
(en euros)

ACTIF	Brut	Amort.	Net 2013	Net 2012	PASSIF	2 013	2 012
Concessions / Licences	1 192 363	1 056 274	136 090	252 243	Fonds de générosité publique	61 780 454	57 662 792
Immobilisations incorporelles	1 192 363	1 056 274	136 090	252 243	Fonds de réserve	24 188 836	24 145 512
Installations et divers aménagements	1 045 034	650 909	394 125	512 251	Fonds disponibles	85 969 290	81 808 304
Matériels, mobilier, informatique	1 433 773	1 199 818	233 955	271 448	Résultat	-	4 160 987
Autres immobilisations	883 513	747 545	135 967	159 221			
Immobilisations en cours	921 725	-	921 725	470 621			
Immobilisations corporelles	4 284 044	2 598 272	1 685 772	1 413 540			
Titres de participation	1 003 758		1 003 758	1 003 758	TOTAL FONDS PROPRES	84 415 305	85 969 290
Créances sur participations et associations rattachées Groupe MSF France	18 112 558		18 112 558	19 494 488	Fonds dédiés urgences PHILIPPINES	157 608	-
Prêts	-		-	-	Fonds dédiés BAM / IRAN	58 285	58 285
Dépôts et cautionnements	663 178		663 178	587 895	Fonds dédiés ALGERIE	18 580	18 580
Immobilisations financières	19 779 494		19 779 494	21 086 141	Autres fonds dédiés	13 015	9 780
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	25 255 902	3 654 546	21 601 356	22 751 924	TOTAL FONDS DEDIES	247 489	86 646
Stock de matières et autres approvisionnements	436 547		436 547	442 251	TOTAL PROVISION POUR RISQUES	1 082 414	1 206 325
Stock de marchandises	-		-	-	Soldes créditeurs de banque	43 177	32 245
Financements à recevoir	1 636 969		1 636 969	1 430 893	Dettes Groupe MSF	3 808 300	2 862 915
Dons à recevoir	2 419 168		2 419 168	2 342 608	Dettes autres sections MSF	2 169 662	4 356 639
Créances Clients Groupe MSF	899 607		899 607	257 619	Dettes fournisseurs	2 529 946	2 714 986
Créances sur autres sections MSF	4 005 964		4 005 964	3 428 158	Dettes fiscales et sociales	8 773 775	7 673 405
Clients et comptes rattachés	21 531	3 136	18 395	-	Indemnités à payer	241 878	466 010
Autres créances	413 786		413 786	1 295 924	Autres dettes	445 988	118 266
Créances brutes	9 397 026	3 136	9 393 890	8 755 202	Dettes	18 012 725	18 224 466
Valeurs mobilières de placement et créances assimilées	45 692 498		45 692 498	43 337 175	Financements perçus d'avance	823 797	115 108
Banques et CCP	20 641 451		20 641 451	22 748 473	Ecart de conversion passif	42 346	62 546
Soldes trésorerie missions	5 121 615		5 121 615	5 420 860	Comptes de régularisation	866 143	177 654
Caisse	145 884		145 884	186 545	TOTAL PASSIF EXIGIBLE	18 878 868	18 402 120
Disponibilités	25 908 950	-	25 908 950	28 355 878	TOTAL PASSIF	104 624 075	105 664 381
Ecart de conversion actif	7 003		7 003	17 777			
Charges constatées d'avance	1 583 831		1 583 831	2 004 174			
Comptes de régularisation	1 590 834	-	1 590 834	2 021 951	TOTAL ACTIF CIRCULANT	83 022 719	82 912 456
TOTAL ACTIF CIRCULANT	83 025 856	3 136	83 022 719	82 912 456	TOTAL ACTIF	108 281 757	3 657 682
TOTAL ACTIF	108 281 757	3 657 682	104 624 075	105 664 381	Engagements reçus *	13 229 200	11 275 845

* les engagements reçus et donnés sont détaillés en annexes

COMPTE DE RESULTAT MSF ASSOCIATION AU 31.12.2013

(en euros)

CHARGES	2 013	2 012	PRODUITS	2 013	2 012
Médicaments et matériel médical	25 531 034	25 807 474	Dons privés	56 585 153	54 251 898
Nourriture	2 667 885	2 956 453	Dons organismes privés	102 544 083	109 411 032
Matériel logistique et sanitation	7 554 296	5 536 884	Cotisations	24 033	39 142
Equipement et matériel	2 481 229	3 206 923	Legs	8 087 049	13 803 177
Matières, fournitures et petit matériel	1 852 967	2 187 348	Dons privés	167 240 318	177 505 249
Etudes et prestations incorporées	7 369 909	7 806 592	Cartes de voeux	605 489	536 461
Achats pour revente	203 996	25 656	Livres	468	1 154
Variation de stocks de matières & autres appros	5 704	196 501	Guide-lines	420 594	93 323
Achats de matières & autres appros	47 667 019	47 723 832	Autres	4 335	6 662
Prestations de services diverses	6 575 712	6 314 017	Ventes de produits	1 030 886	637 600
Loyers et charges locatives	8 024 591	7 948 737	Extérieur	6 010	2 340
Entretien, maintenance et réparations	1 026 913	1 024 456	Prestations de services	6 010	2 340
Assurances	244 193	248 915	Financements Union Européenne	3 880 287	4 502 399
Documentation	248 936	287 782	Autres financements	5 685 758	3 677 939
Honoraires	1 251 708	1 532 319	Subventions institutionnelles	9 566 045	8 180 338
Information/publications	2 920 486	2 879 982	Financements et Subventions d'exploitation	773 909	714 011
Transports	7 898 610	7 871 020	Produits des activités annexes	20 178	8 219
Déplacements et frais de mission	11 368 296	11 973 426	Autres produits de gestion courante	9 540 251	9 211 044
Frais de représentation	370 845	369 578	Reprise sur amortis/prov. et transfert de charges d'exploitation	468 074	956 274
Frais postaux et de télécommunication	4 127 664	4 126 445	Autres produits d'exploitation	10 802 412	10 889 548
Frais bancaires et assimilés	439 949	465 952			
Subventions d'exploitation	6 194 951	6 674 066			
Services extérieurs	50 692 853	51 716 693			
Achats et services extérieurs	98 359 872	99 440 525			
Impôts, taxes et versements assimilés	2 611 560	2 468 193			
Salaires	20 872 535	20 779 679			
Indemnités	5 431 731	5 595 188			
Charges sociales et assurances	11 322 169	10 673 279			
Charges de personnel France	37 626 435	37 048 146			
Charges de personnel national	44 163 189	46 246 063			
Salaires et charges refacturées	6 642 186	7 020 883			
Autres charges de personnel	6 642 186	7 020 883			
Charges de personnel	88 431 809	90 315 092			
Dotations amortis/prov. d'exploitation	916 028	1 784 690			
CHARGES D'EXPLOITATION	190 319 270	194 008 500	PRODUITS D'EXPLOITATION	188 645 671	197 215 075
Agios	1 356	173	Produits des créances	7 104	11 336
Pertes de change	1 091 199	864 757	Produits des placements	734 460	743 811
Dotations amortis/prov. - financières	83 605	35 447	Intérêts des comptes rémunérés	56 551	72 848
Charges / cessions VMP	-	-	Produits de change	508 753	640 173
			Reprise s/amortis et prov. financières	35 447	242 391
CHARGES FINANCIERES	1 176 161	900 377	PRODUITS FINANCIERS	1 342 315	1 710 559
Charges exceptionnelles	195 513	492 303	Produits exceptionnels	309 815	172 493
Dotations amortis/prov. - except.	-	194			
CHARGES EXCEPTIONNELLES	195 513	492 497	PRODUITS EXCEPTIONNELS	309 815	172 493
TOTAL CHARGES	191 690 943	195 401 374	TOTAL PRODUITS	190 297 801	199 098 127
Ressources affectées non utilisées de l'exercice	160 843	599	Consommation des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs	-	464 832
RESULTAT POSITIF	-	4 160 987	RESULTAT NEGATIF	1 553 985	-
TOTAL GENERAL	191 851 787	199 562 960	TOTAL GENERAL	191 851 787	199 562 960

COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES MSF ASSOCIATION (en euros)

EMPLOIS	Emplois de 2013	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public utilisées sur 2013	RESSOURCES	Ressources collectées en 2013	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées en 2013
1- MISSIONS SOCIALES	166 879 523	127 265 479	REPORT DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTEES ET NON UTILISEES EN DEBUT D'EXERCICE		61 780 453
1.1 Réalisées en France Actions réalisées directement Versements à d'autres organismes agissant en France	524 228	501 698	1- RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC	147 147 287	147 147 287
1.2 Réalisées à l'étranger Actions réalisées directement Versements à un organisme central ou d'autres organismes	161 364 746 4 990 549	123 042 286 3 721 495	1.1 Dons et legs collectés Dons manuels non affectés Dons manuels affectés Legs et autres libéralités non affectés Legs et autres libéralités affectés	54 326 499 3 084 086 8 087 049	
2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	13 084 946	12 358 933	1.2 Autres produits liés à l'appel à la générosité publique	81 649 652	
2.1 Frais d'appel à la générosité publique	12 384 081	11 802 651	2- AUTRES FONDS PRIVES	21 472 429	
2.2 Frais de recherche des autres fonds privés	587 681	556 282	3- SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	9 566 045	
2.3 Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics	113 184	-	4- AUTRES PRODUITS	11 608 519	
3- FRAIS DE FONCTIONNEMENT	11 345 867	8 381 353			
I - TOTAL EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT	191 310 337		I - TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT	189 794 280	
II - DOTATIONS AUX PROVISIONS	380 606		II - REPRISES DES PROVISIONS	503 521	
III - ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES	160 843		III - REPORT DES RESSOURCES AFFECTEES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS	-	
IV - EXCEDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE			IV - VARIATION DES FONDS DEBIES COLLECTES AUPRES DU PUBLIC	-	160 843
V - TOTAL GENERAL	191 851 787	148 005 764	V - INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	1 553 985	
VI - Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public		-	VI - TOTAL GENERAL	191 851 787	146 986 444
VII - Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public		1 839 652			
VIII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		146 166 112	VII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		146 166 112
			SOLDE DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTEES ET NON UTILISEES EN FIN D'EXERCICE		62 600 785



Fondation Médecins Sans Frontières

Exercice clos le 31 décembre 2013

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Administrateurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le comité de direction, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Fondation Médecins Sans Frontières, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le trésorier. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

Compte d'emploi des ressources

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre fondation, nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte d'emploi annuel des ressources décrites dans la note 5.1 de l'annexe font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux dispositions du règlement CRC 2008-12 et ont été correctement appliquées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du président sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris-La Défense, le 26 mai 2014

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit



Isabelle Tracq-Sengeissen

BILAN FONDATION AU 31.12.2013 (en euros)

ACTIF	Brut	Amort.	Net 2013	Net 2012	PASSIF	2 013	2 012
Concessions / Licences	32 087	28 759	3 328	8 901	Dotation initiale	806 584	806 584
Immobilisations incorporelles	32 087	28 759	3 328	8 901	Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables par l'organisme	39 099	39 099
Terrains	3 143 470		3 143 470	3 081 999	Autres réserves	629 957	371 129
Constructions	8 246 492	2 454 570	5 791 922	5 223 523	Fonds disponibles	629 957	371 129
Installations et divers aménagements	4 016 898	1 126 755	2 890 142	1 326 656	Subventions et réserves d'investissement	5 229 487	1 458 109
Matériels, mobilier, informatique	8 129	7 244	884	2 139			
Immobilisations en cours	195 481	-	195 481	1 566 346			
Immobilisations corporelles	15 610 469	3 588 569	12 021 900	11 200 663	Résultat	-	4 075 090
Créances sur participations et associations rattachées Groupe MSF France	-		-	-			
Autres titres immobilisés	-		-	-			
Immobilisations financières	-		-	-			
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	15 642 556	3 617 328	12 025 228	11 209 564	TOTAL FONDS PROPRES	7 312 233	7 250 011
Dons à recevoir	29 565		29 565	15 682	TOTAL PROVISION POUR RISQUES	-	-
Créances Clients Groupe MSF	1 574 681		1 574 681	703 353	Emprunts et dettes assimilés	6 000 000	4 968 763
Créances sur autres sections MSF	32 224		32 224	11 472	Dettes Groupe MSF	919 993	15 624
Autres créances	2 071		2 071	1 113	Dettes autres sections MSF	-	-
Créances brutes	1 638 541	-	1 638 541	731 620	Dettes fournisseurs	155 448	461 411
Valeurs mobilières de placement	680 251	-	680 251	679 322	Dettes fiscales et sociales	215 346	193 654
Banques	164 364	-	164 364	163 596	Autres dettes	-	-
Disponibilités	164 364	-	164 364	163 596	Dettes	7 290 787	5 639 452
Charges constatées d'avance	94 637	-	94 637	105 360	Produits constatés d'avance	-	-
Comptes de régularisation	94 637	-	94 637	105 360	Comptes de régularisation	-	-
TOTAL ACTIF CIRCULANT	2 577 792	-	2 577 792	1 679 898	TOTAL PASSIF EXIGIBLE	7 290 787	5 639 452
TOTAL ACTIF	18 220 349	3 617 328	14 603 020	12 889 462	TOTAL PASSIF	14 603 020	12 889 462
Engagements reçus *	825 000				Engagements donnés *	893 900	

* les engagements reçus et donnés sont détaillés en annexes

COMPTE DE RESULTAT FONDATION AU 31.12.2013

(en euros)

CHARGES	2 013	2 012	PRODUITS	2 013	2 012
Matières, fournitures et petit matériel	1 399	1 101	Dons privés	1 190 156	802 961
Achats de matières & autres appros	1 399	1 101	Dons organismes privés	5 968	4 003 100
Prestations de services diverses	18 338	42 516	Legs	-	397 946
Loyers et charges locatives	20 124	15 570	Dons privés	1 196 124	5 204 007
Assurances	20 800	12 060	Groupe MSF	781 120	748 670
Documentation	177	831	Prestations de services	781 120	748 670
Honoraires	58 441	21 564	Produits des activités annexes	4 180	4 180
Information/publications	58 656	74 366	Autres produits de gestion courante	165 668	109 308
Transports	-	290	Autres produits exploitation	169 848	113 488
Déplacements et frais de mission	17 836	25 599			
Frais de représentation	158	-			
Frais postaux et de télécommunication	28 222	23 687			
Frais bancaires et assimilés	1 244	370			
Subventions d'exploitation	847 000	724 569			
Services extérieurs	1 070 996	941 422			
Achats et services extérieurs	1 072 395	942 523			
Impôts, taxes et versements assimilés	84 737	79 917			
Salaires	462 260	417 377			
Charges sociales et assurances	213 646	188 145			
Charges de personnel France	675 906	605 522			
Salaires et charges refacturées	94 249	119 062			
Autres charges de personnel	94 249	119 062			
Charges de personnel	770 155	724 584			
Dotations amortis/prov. - exploitation	483 647	308 124			
CHARGES D'EXPLOITATION	2 410 934	2 055 149	PRODUITS D'EXPLOITATION	2 147 092	6 066 165
Pertes de change	14	47	Intérêts des comptes rémunérés	929	2 965
			Produits de change	-	688
CHARGES FINANCIERES	14	47	PRODUITS FINANCIERS	929	3 653
Charges exceptionnelles	-	712	Produits exceptionnels	150	147
			Reprise sur subv / investissements	44 884	61 033
CHARGES EXCEPTIONNELLES	-	712	PRODUITS EXCEPTIONNELS	45 034	61 180
TOTAL CHARGES	2 410 949	2 055 908	TOTAL PRODUITS	2 193 055	6 130 998
RESULTAT POSITIF	-	4 075 090	RESULTAT NEGATIF	217 894	-
TOTAL GENERAL	2 410 949	6 130 998	TOTAL GENERAL	2 410 949	6 130 998

COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES FONDATION MSF

(en euros)

EMPLOIS	Emplois de 2013	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public utilisées sur 2013	RESSOURCES	Ressources collectées en 2013	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées en 2013
1- MISSIONS SOCIALES	2 081 883	847 000	REPORT DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTEES ET NON UTILISEES EN DEBUT D'EXERCICE		142 365
1.1 Réalisées en France			1- RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC	1 190 156	1 190 156
Actions réalisées directement	1 334 883	100 000	1.1 Dons et legs collectés	1 183 156	
Versements à d'autres organismes agissant en France	747 000	747 000	Dons manuels non affectés	7 000	
1.2 Réalisées à l'étranger			Dons manuels affectés		
Actions réalisées directement			Legs et autres libéralités non affectés		
Versements à un organisme central ou d'autres organismes			1.2 Autres produits liés à l'appel à la générosité publique		
2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	204 822	202 326	2- AUTRES FONDS PRIVÉS	5 968	
2.1 Frais d'appel à la générosité publique	203 909	202 168	3- SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	-	
2.2 Frais de recherche des autres fonds privés	914	158	4- AUTRES PRODUITS	996 931	
2.3 Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics	-	-			
3- FRAIS DE FONCTIONNEMENT	124 244	71 765			
I - TOTAL EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT	2 410 949		I - TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT	2 193 085	
II - DOTATIONS AUX PROVISIONS	-		II - REPRISES DES PROVISIONS	-	
III - ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES			III - REPORT DES RESSOURCES AFFECTEES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS	-	
IV - EXCEDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	-		IV - VARIATION DES FONDS DEDIES COLLECTES AUPRES DU PUBLIC		
V - TOTAL GENERAL	2 410 949	1 121 091	V - INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	217 894	-
VI - Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public		-	VI - TOTAL GENERAL	2 410 949	1 190 156
VII - Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public					
VIII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public	1 121 091		VII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		1 121 091
			SOLDE DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTEES ET NON UTILISEES EN FIN D'EXERCICE		211 830



Médecins Sans Frontières Logistique

Exercice clos le 31 décembre 2013

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Membres,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'association Médecins Sans Frontières Logistique, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Votre société constitue des dépréciations des stocks selon les modalités décrites dans la note D « Stocks de marchandises » de l'annexe.

Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue, décrite dans la note D « Stocks de marchandises » de l'annexe sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondages l'application de cette approche.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du conseil d'administration et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris-La Défense, le 4 juin 2014

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit



Isabelle Tracq-Sengeissen

BILAN MSF LOGISTIQUE AU 31.12.2013 (en euros)

ACTIF	Brut	Amort.	Net 2013	Net 2012	PASSIF	2 013	2 012
Concessions / Licences	853 366	815 973	37 393	48 950	Fonds associatif	630 195	630 195
Immobilisations en cours	53 253		53 253	14 394	Autres réserves	6 782 634	9 056 709
Immobilisations incorporelles	906 619	815 973	90 646	63 344	Fonds disponibles	6 782 634	9 056 709
Installations et divers aménagements	1 458 635	911 708	546 927	599 910	Résultat	-	1 643 880
Matériels, mobilier, informatique	508 086	375 483	132 603	158 478	TOTAL FONDS PROPRES	6 934 285	7 412 829
Autres immobilisations	95 639	86 476	9 163	14 799	TOTAL PROVISION POUR RISQUES	-	-
Immobilisations corporelles	2 062 360	1 373 667	688 693	773 187	Dettes Groupe MSF	6 719 742	9 776 149
Dépôts et cautionnements	68 967		68 967	75 566	Dettes autres sections MSF	9 370	295 598
Immobilisations financières	68 967		68 967	75 566	Dettes fournisseurs	8 402 095	8 356 889
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	3 037 946	2 189 640	848 306	912 097	Dettes fiscales et sociales	1 131 608	1 110 838
Stock de marchandises	12 985 703	469 944	12 515 759	17 202 098	Autres dettes	122 006	68 552
Créances Clients Groupe MSF	248 591		248 591	-	Dettes	16 384 821	19 608 026
Créances sur autres sections MSF	6 244 908		6 244 908	5 365 504	Financements perçus d'avance	-	-
Clients et comptes rattachés	697 489	2 992	694 497	371 267	Ecart de conversion passif	12 167	54 000
Autres créances	130 374		130 374	95 865	Produits constatés d'avance	-	-
Créances brutes	7 321 363	2 992	7 318 371	5 832 636	Comptes de régularisation	12 167	54 000
Banques	2 364 731		2 364 731	2 573 879	TOTAL PASSIF EXIGIBLE	16 396 988	19 662 026
Caisses	-		-	-	TOTAL PASSIF	23 331 274	27 074 854
Disponibilités	2 364 731	-	2 364 731	2 573 879	Engagements donnés *	351 113	
Ecart de conversion actif	1 500		1 500	7			
Charges constatées d'avance	282 608		282 608	554 137			
Comptes de régularisation	284 108	-	284 108	554 144			
TOTAL ACTIF CIRCULANT	22 955 904	472 936	22 482 968	26 162 757			
TOTAL ACTIF	25 993 850	2 662 576	23 331 274	27 074 854			

* les engagements reçus et donnés sont détaillés en annexes

COMPTE DE RESULTAT MSF LOGISTIQUE AU 31.12.2013

(en euros)

CHARGES	2 013	2 012	PRODUITS	2 013	2 012
Médicaments et matériel médical	27 658 622	28 410 109	Groupe MSF	21 554 814	16 755 280
Nourriture	1 576 122	2 071 088	Autres MSF	23 224 376	23 451 707
Matériel logistique et sanitation	3 019 364	2 894 960	Extérieur	1 593 115	1 094 671
Equipement et matériel	1 762 143	2 574 827	Ventes de marchandises	46 372 306	41 301 658
Matières, fournitures et petit matériel	584 202	478 499	Groupe MSF	4 349 547	3 748 876
Documentation	16 450	12 550	Autres MSF	11 743 303	10 185 276
Transport sur achats	1 249 871	1 098 395	Extérieur	157 152	120 871
Achats de marchandises	35 866 775	37 540 428	Ventes de FRET	16 250 003	14 055 023
Variation de stocks de marchandises	4 904 311	- 1 580 934	Groupe MSF	188 635	124 309
Achats de fret	15 205 547	13 115 110	Autres MSF	77 044	55 944
Achats stockés de marchandises	55 976 633	49 074 605	Extérieur	31 109	19 900
Equipement et matériel	35 773	60 299	Prestations de services	296 788	200 153
Matières, fournitures et petit matériel	219 154	215 515	Financements et subventions d'exploitation	-	-
Achats de matières & autres appros	254 927	275 814	Autres produits de gestion courante	614 710	642 721
Prestations de services diverses	300 998	409 701	Reprise sur amorts/prov. et transfert de charges d'exploitation	687 916	436 045
Loyers et charges locatives	493 559	516 712	Autres produits d'exploitation	1 302 626	1 078 766
Location de matériel	101 679	144 668			
Entretien, maintenance et réparations	286 939	287 917			
Assurances	85 284	103 697			
Documentation	6 153	8 089			
Honoraires	91 425	138 986			
Information/publications	536	1 216			
Transports	2 452	605			
Déplacements et frais de mission	110 331	121 635			
Frais de représentation	26 981	21 607			
Frais postaux et de télécommunication	79 198	89 962			
Frais bancaires et assimilés	8 349	9 959			
Services extérieurs	1 593 885	1 854 755			
Achats et services extérieurs	1 848 812	2 130 569			
Impôts, taxes et versements assimilés	581 749	555 748			
Salaires	3 811 751	3 798 538			
Charges sociales et assurances	1 815 792	1 791 202			
Charges de personnel	5 627 543	5 589 740			
Dotations amorts/prov. d'exploitation	718 698	985 434			
CHARGES D'EXPLOITATION	64 753 435	58 336 096	PRODUITS D'EXPLOITATION	64 221 723	56 635 599
Agios	7 104	11 336	Produits des placements	3 703	9 639
Pertes de change	98 878	280 190	Intérêts des comptes rémunérés	-	-
Dotations amorts/prov. - financières	-	-	Produits de change	169 809	104 766
	-	-	Escomptes obtenus	558	377
			Reprise s/ amorts et prov. financières	-	53 414
CHARGES FINANCIERES	105 983	291 526	PRODUITS FINANCIERS	174 070	168 196
Charges exceptionnelles	203 937	2 910	Produits exceptionnels	189 019	167 858
Dotations amorts/prov. - exceptionnelles	-	-	Reprise/amorts/prov. et transf. chges except.	-	15 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES	203 937	2 910	PRODUITS EXCEPTIONNELS	189 019	182 858
TOTAL CHARGES	65 063 355	58 630 533	TOTAL PRODUITS	64 584 812	56 986 654
RESULTAT POSITIF	-	-	RESULTAT NEGATIF	478 543	1 643 879
TOTAL GENERAL	65 063 355	58 630 533	TOTAL GENERAL	65 063 355	58 630 533



Epicentre

Exercice clos le 31 décembre 2013

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Membres,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'association Epicentre, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le trésorier. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris-La Défense, le 26 mai 2014

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit



Isabelle Tracé-Sengeissen

BILAN EPICENTRE AU 31.12.2013 (en euros)

ACTIF	Brut	Amort.	Net 2013	Net 2012	PASSIF	2 013	2 012
Concessions / Licences	137 574	79 617	57 957	11 757			
Immobilisations incorporelles	137 574	79 617	57 957	11 757	Autres réserves	407 882	863 971
Installations et divers aménagements	1 592	1 592	-	-	Fonds disponibles	407 882	863 971
Matériels, mobilier, informatique	141 467	115 283	26 184	17 954			
Autres immobilisations	18 202	6 327	11 875	13 290			
Immobilisations corporelles	161 261	123 202	38 059	31 244			
Titres de participation	496		496	496			
Créances sur participations et associations rattachées Groupe MSF France	-		-	-			
Dépôts et cautionnements	4 183		4 183	4 902			
Immobilisations financières	4 679		4 679	5 398	Résultat	- 384 015	- 456 089
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	303 514	202 820	100 695	36 642	TOTAL FONDS PROPRES	23 867	407 882
Financements à recevoir	132 599	111 893	20 706	128 870	TOTAL PROVISION POUR RISQUES	451	729
Créances Clients Groupe MSF	2 063 673		2 063 673	1 889 791	Dettes Groupe MSF	2 793 203	2 134 978
Créances sur autres sections MSF	1 903 877		1 903 877	889 162	Dettes autres sections MSF	210 385	190 313
Clients et comptes rattachés	117 019		117 019	33 486	Dettes fournisseurs	155 202	183 709
Autres créances	23 070		23 070	21 114	Dettes fiscales et sociales	1 010 494	792 185
Créances brutes	4 240 238	111 893	4 128 345	2 962 423	Autres dettes	155 669	5 591
Banques	161 779		161 779	547 247	Dettes	4 324 954	3 306 775
Soldes trésoreries missions	46 243		46 243	133 681			
Caisses	1 459		1 459	1 973	Financements perçus d'avance	110 784	-
Disponibilités	209 481	-	209 481	682 901	Ecarts de conversion passif	2 209	3 786
Ecarts de conversion actif	451		451	444	Comptes de régularisation	112 992	3 786
Charges constatées d'avance	23 293		23 293	25 005	TOTAL PASSIF EXIGIBLE	4 437 946	3 310 561
Comptes de régularisation	23 745	-	23 745	25 449	TOTAL PASSIF	4 462 265	3 719 171
TOTAL ACTIF CIRCULANT	4 473 464	111 893	4 361 571	3 670 773	Engagements donnés *	246 811	
TOTAL ACTIF	4 776 978	314 713	4 462 265	3 719 171			
Engagements reçus *	190 811						

* les engagements reçus et donnés sont détaillés en annexes

COMPTE DE RESULTAT EPICENTRE AU 31.12.2013

(en euros)

CHARGES	2 013	2 012	PRODUITS	2 013	2 012
Médicaments et matériel médical	726 040	743 453	Dons organismes privés	1 097 713	883 367
Nourriture	1 191	257	Cotisations	20	-
Matériel logistique et sanitation	63 467	198 101	Dons privés	1 097 733	883 367
Equiperment et matériel	261 259	233 134	Groupe MSF	3 106 874	3 529 971
Matières, fournitures et petit matériel	195 778	196 857	Autres MSF	1 373 989	1 341 531
Etudes et prestations incorporées	480 015	273 439	Extérieur	62 945	40 666
Achats pour revente	-	675	Prestations de services	4 543 808	4 912 168
Achats de matières & autres appros	1 727 749	1 645 917	Autres financements	18 463	24 045
Prestations de services diverses	183 052	169 376	Subventions institutionnelles	18 463	24 045
Loyers et charges locatives	1 112 267	743 901	Financements et Subventions d'exploitation	211 875	-
Location de matériel	21 827	18 134	Autres produits de gestion courante	4 998 349	4 639 234
Entretien, maintenance et réparations	44 499	155 476	Reprise sur amorts/prov. et transfert de charges d'exploitation	-	33 075
Assurances	49 468	48 401	Autres produits d'exploitation	5 210 224	4 672 309
Documentation	33 837	38 356			
Honoraires	41 801	44 401			
Information/publications	23 244	19 674			
Transports	233 961	313 821			
Déplacements et frais de mission	579 558	559 525			
Frais de représentation	54 273	47 909			
Frais postaux et de télécommunication	98 037	108 141			
Frais bancaires et assimilés	4 980	4 191			
Subventions d'exploitation	1 502	1 153			
Services extérieurs	2 482 307	2 272 460			
Achats et services extérieurs	4 210 056	3 918 377			
Impôts, taxes et versements assimilés	344 469	356 785			
Salaires	2 365 418	2 371 145			
Indemnités	-	-			
Charges sociales et assurances	1 145 459	1 175 200			
Charges de personnel France	3 510 877	3 546 345			
Charges de personnel national	1 869 208	1 667 587			
Salaires et charges refacturées	1 308 244	1 339 519			
Autres charges de personnel	1 308 244	1 339 519			
Charges de personnel	6 688 329	6 553 450			
Dotations amorts/prov. d'exploitation	40 616	45 053			
CHARGES D'EXPLOITATION	11 283 471	10 873 664	PRODUITS D'EXPLOITATION	10 870 228	10 491 889
Agios	21	-	Intérêts des comptes rémunérés	-	19
Pertes de change	13 338	24 565	Produits de change	17 813	6 563
Dotations amorts/prov. - financières	451	729	Reprise s/amorts et prov. financières	729	9 731
CHARGES FINANCIERES	13 810	25 294	PRODUITS FINANCIERS	18 543	16 313
Charges exceptionnelles	2 891	88 012	Produits exceptionnels	27 386	22 678
CHARGES EXCEPTIONNELLES	2 891	88 012	PRODUITS EXCEPTIONNELS	27 386	22 678
TOTAL CHARGES	11 300 171	10 986 970	TOTAL PRODUITS	10 916 157	10 530 880
RESULTAT POSITIF	-	-	RESULTAT NEGATIF	384 015	456 089
TOTAL GENERAL	11 300 171	10 986 970	TOTAL GENERAL	11 300 171	10 986 970

BILAN MSF ASSISTANCE AU 31.12.2013
(en euros)

ACTIF	Brut	Amort.	Net 2013	Net 2012	PASSIF	2 013	2 012
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	Autres réserves	50 000	50 000
Immobilisations corporelles	-	-	-	-	Fonds disponibles	50 000	50 000
Immobilisations financières	-	-	-	-	Résultat	-	-
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	-	-	-	-	TOTAL FONDS PROPRES	50 000	50 000
					TOTAL PROVISION POUR RISQUES	-	-
Créances sur autres sections MSF	-	-	-	-	Dettes Groupe MSF	15 517	9 418
Clients et comptes rattachés	83 308	32 093	51 214	60 470	Dettes fournisseurs	712	1 088
Autres créances	1 037	-	1 037	-	Dettes fiscales et sociales	13 739	11 032
Créances brutes	84 344	32 093	52 251	60 470	Autres dettes	-	-
Banques	27 716	-	27 716	11 068	Dettes	29 967	21 538
Disponibilités	27 716	-	27 716	11 068	Comptes de régularisation	-	-
Comptes de régularisation	-	-	-	-	TOTAL PASSIF EXIGIBLE	29 967	21 538
TOTAL ACTIF CIRCULANT	112 060	32 093	79 967	71 538	TOTAL PASSIF	79 967	71 538
TOTAL ACTIF	112 060	32 093	79 967	71 538			

COMPTE DE RESULTAT MSF ASSISTANCE AU 31.12.2013

(en euros)

CHARGES	2 013	2 012	PRODUITS	2 013	2 012
Prestations de services diverses	45 346	72 486	Cartes de voeux	-	-
Loyers et charges locatives	-	-	Partenariats	80 186	103 755
Location de matériel	-	-	Ventes de produits	80 186	103 755
Information/ publications	-	-	Produits des activités annexes	43 543	30 264
Frais postaux et de télécommunication	59	-	Autres produits de gestion courante	2	3
Frais bancaires et assimilés	132	118	Reprise sur amorts/ prov. et transfert de charges d'exploitation		
Subventions d'exploitation	26 909	29 442	Autres produits d'exploitation	43 545	30 267
Services extérieurs	72 446	102 046			
Achats et services extérieurs	72 446	102 046			
Impôts, taxes et versements assimilés	-	-			
Salaires et charges refacturés	19 190	31 974			
Charges de personnel	19 190	31 974			
Dotations amorts/prov. d'exploitation	32 093	-			
CHARGES D'EXPLOITATION	123 730	134 020	PRODUITS D'EXPLOITATION	123 731	134 023
Pertes de change	1	2	Produits de change		
CHARGES FINANCIERES	1	2	PRODUITS FINANCIERS	-	-
Charges exceptionnelles			Produits exceptionnels		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	-	-	PRODUITS EXCEPTIONNELS	-	-
TOTAL CHARGES	123 731	134 023	TOTAL PRODUITS	123 731	134 023
RESULTAT POSITIF	-	-	RESULTAT NEGATIF	-	-
TOTAL GENERAL	123 731	134 023	TOTAL GENERAL	123 731	134 023

BILAN EUP AU 31.12.2013
(en euros)

ACTIF	Brut	Amort.	Net 2013	Net 2012	PASSIF	2013	2012
Films produits	2 810 619	2 810 619	-	-	Capital	8 000	8 000
Concessions / Licences	2 850	2 850	-	-	Report à nouveau	253	253
Immobilisations en cours	-	-	-	20 238	Réserve légale	800	800
Immobilisations incorporelles	2 813 469	2 813 469	-	20 238	Réserves disponibles	1 053	1 053
Matériels, mobilier, informatique	53 473	39 796	13 677	18 337			
Autres immobilisations	50 420	49 890	530	1 104			
Immobilisations en cours	-	-	-	-			
Immobilisations corporelles	103 892	89 686	14 207	19 441	Résultat	-	-
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	2 917 362	2 903 155	14 207	39 679	TOTAL FONDS PROPRES	9 029	9 053
Stock de matières et autres approvisionnements	-	-	-	-	TOTAL PROVISION POUR RISQUES	-	-
Stock de marchandises	1 061	-	1 061	1 211	Dettes Groupe MSF	29 172	43 395
Créances Clients Groupe MSF	102 506	-	102 506	75 904	Dettes fournisseurs	1 998	1 875
Créances sur autres sections MSF	1 400	-	1 400	-	Dettes fiscales et sociales	105 398	112 807
Clients et comptes rattachés	3 550	-	3 550	2 213	Autres dettes	-	-
Autres créances	10 914	-	10 914	2 444	Dettes	136 568	158 077
Créances brutes	118 370	-	118 370	80 561			
Banques	10 981	-	10 981	45 696			
Disponibilités	10 981	-	10 981	45 696	Ecart de conversion passif	-	17
Ecart de conversion actif	-	-	-	-	Comptes de régularisation	-	17
Charges constatées d'avance	978	-	978	-			
Comptes de régularisation	978	-	978	-	TOTAL PASSIF EXIGIBLE	136 568	158 094
TOTAL ACTIF CIRCULANT	131 390	-	131 390	127 468	TOTAL PASSIF	145 597	167 147
TOTAL ACTIF	3 048 752	2 903 155	145 597	167 147			

COMPTE DE RESULTAT EUP AU 31.12.2013

(en euros)

CHARGES	2 013	2 012	PRODUITS	2 013	2 012
Matériel logistique et sanitation	-	14	Groupe MSF	224 385	198 082
Equipement et matériel	4 292	1 902	Autres MSF	3 300	2 210
Matières, fournitures et petit matériel	3 371	3 209	Extérieur	51 200	43 717
Variation de stocks de matières & autres appros	150	- 211	Prestations de services	278 885	244 009
Achats de matières & autres appros	7 814	4 915	Financements et subventions d'exploitation	86 371	39 208
Prestations de services diverses	4 716	10 533	Production immobilisée	140 090	25 192
Loyers et charges locatives	22 048	22 224	Production en cours	- 20 238	16 290
Location de matériel	-	-	Produits des activités annexes	170	169
Entretien, maintenance et réparations	-	2 541	Autres produits de gestion courante	5	8 576
Assurances	1 045	2 351	Reprise sur amorts/prov. et transfert de charges d'exploitation	-	2 746
Documentation	-	11	Autres produits d'exploitation	206 398	92 181
Honoraires	12 854	5 641			
Information/publications	-	-			
Transports	-	81			
Déplacements et frais de mission	5 336	5 143			
Frais de représentation	-	-			
Frais postaux et de télécommunication	1 112	1 242			
Frais bancaires et assimilés	241	200			
Services extérieurs	47 351	49 969			
Achats et services extérieurs	55 165	54 884			
Impôts, taxes et versements assimilés	4 357	3 957			
Salaires	163 309	146 072			
Charges sociales et assurances	82 565	74 258			
Charges de personnel France	245 874	220 330			
Salaires et charges refacturés	30 302	23 586			
Autres charges de personnel	30 302	23 586			
Charges de personnel	276 176	243 916			
Dotations amorts/prov. d'exploitation	149 425	38 086			
CHARGES D'EXPLOITATION	485 123	340 843	PRODUITS D'EXPLOITATION	485 283	336 190
Pertes de change	103	30	Produits de change	31	-
CHARGES FINANCIERES	103	30	PRODUITS FINANCIERS	31	-
Charges exceptionnelles	112	10 571	Produits exceptionnels	-	15 254
CHARGES EXCEPTIONNELLES	112	10 571	PRODUITS EXCEPTIONNELS	-	15 254
TOTAL CHARGES	485 338	351 444	TOTAL PRODUITS	485 314	351 444
RESULTAT POSITIF	-	-	RESULTAT NEGATIF	24	-
TOTAL GENERAL	485 338	351 444	TOTAL GENERAL	485 338	351 444

BILAN SCI MSF AU 31.12.2013 (en euros)

ACTIF	Brut	Amort.	Net 2013	Net 2012	PASSIF	2 013	2 012
Frais de constitution	11 155	11 155	-	-	Capital	8 000	8 000
Concessions / Licences							
Immobilisations incorporelles	11 155	11 155	-	-	Autres réserves Fonds disponibles	566 417	548 438
Terrains	2 080 993	-	2 080 993	2 080 993		566 417	548 438
Constructions	2 881 421	1 961 516	919 904	927 659	Résultat	24 291	17 979
Installations et divers aménagements	1 562 251	1 217 079	345 172	474 079			
Matériels, mobilier, informatique	-	-	-	-	TOTAL FONDS PROPRES	598 708	574 417
Immobilisations en cours	20 526	-	20 526	-			
Immobilisations corporelles	6 545 191	3 178 595	3 366 596	3 482 731	TOTAL PROVISION POUR RISQUES	-	-
Titres de participation	9 982	-	9 982	9 983		2 749 495	2 939 166
Dépôts et cautionnements	-	-	-	-	35 960	19 067	
Immobilisations financières	9 982	-	9 982	9 983	2 361	412	
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	6 566 328	3 189 750	3 376 578	3 492 713	Dettes	2 787 815	2 958 645
Créances Clients Groupe MSF	-	-	-	37 794	Comptes de régularisation	-	-
Autres créances	-	-	-	37 794	TOTAL PASSIF EXIGIBLE	2 787 815	2 958 645
Créances brutes	-	-	-	37 794		TOTAL PASSIF	3 386 523
Banques	8 323	-	8 323	121			
Disponibilités	8 323	-	8 323	121			
Charges constatées d'avance	1 623	-	1 623	2 434			
Comptes de régularisation	1 623	-	1 623	2 434			
TOTAL ACTIF CIRCULANT	9 945	-	9 945	40 349			
TOTAL ACTIF	6 576 274	3 189 750	3 386 523	3 533 062			

COMPTE DE RESULTAT SCI MSF AU 31.12.2013

(en euros)

CHARGES	2 013	2 012	PRODUITS	2 013	2 012
Equipement et matériel	851	-			
Matières, fournitures et petit matériel	74 520	72 123	Groupe MSF	514 047	522 322
Achats de matières & autres appros	75 370	72 123	Prestations de services	514 047	522 322
			Autres produits de gestion courante	-	902
Entretien, maintenance et réparations	182 509	232 792	Autres produits d'exploitation	-	902
Honoraires	7 507	7 157			
Frais bancaires et assimilés	23	17			
Services extérieurs	190 039	239 966			
Achats et services extérieurs	265 409	312 090			
Impôts, taxes et versements assimilés	34 893	28 601			
Salaires et charges refacturées	5 867	5 633			
Charges de personnel	5 867	5 633			
Dotations amort/prov. d'exploitation	183 586	158 921			
CHARGES D'EXPLOITATION	489 755	505 245	PRODUITS D'EXPLOITATION	514 047	523 224
CHARGES FINANCIERES	-	-	PRODUITS FINANCIERS	-	-
Dotations amort/prov. - exceptionnelles			Produits exceptionnels		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	-	-	PRODUITS EXCEPTIONNELS	-	-
TOTAL CHARGES	489 755	505 245	TOTAL PRODUITS	514 047	523 224
RESULTAT POSITIF	24 291	17 979	RESULTAT NEGATIF	-	-
TOTAL GENERAL	514 047	523 224	TOTAL GENERAL	514 047	523 224

BILAN SCI SABIN AU 31.12.2013
(en euros)

ACTIF	Brut	Amort.	Net 2013	Net 2012	PASSIF	2 013	2 012
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	Capital	152	152
Constructions	231 440	207 984	23 456	25 062	Autres réserves	61 495	37 210
Installations et divers aménagements	79 930	71 684	8 246	7 739	Fonds disponibles	61 495	37 210
Immobilisations en cours	12 125	-	12 125	-	Résultat	24 384	24 286
Immobilisations corporelles	323 495	279 667	43 828	32 801	TOTAL FONDS PROPRES	86 032	61 647
Autres titres immobilisés	-	-	-	-	TOTAL PROVISION POUR RISQUES	-	-
Prêts	-	-	-	-	Dettes Groupe MSF	-	-
Dépôts et cautionnements	-	-	-	-	Dettes fournisseurs	1 749	2 535
Immobilisations financières	-	-	-	-	Dettes fiscales et sociales	905	905
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	323 495	279 667	43 828	32 801	Dettes	2 654	3 440
Créances Clients Groupe MSF	33 808	-	33 808	31 536	Comptes de régularisation	-	-
Autres créances	-	-	-	-	TOTAL PASSIF EXIGIBLE	2 654	3 440
Créances brutes	33 808	-	33 808	31 536	TOTAL PASSIF	88 686	65 088
Banques et CCP	10 800	-	10 800	506			
Disponibilités	10 800	-	10 800	506			
Charges constatées d'avance	251	-	251	245			
Comptes de régularisation	251	-	251	245			
TOTAL ACTIF CIRCULANT	44 858	-	44 858	32 286			
TOTAL ACTIF	368 353	279 667	88 686	65 088			

COMPTE DE RESULTAT SCI SABIN AU 31.12.2013

(en euros)

CHARGES	2 013	2 012	PRODUITS	2 013	2 012
Matières, fournitures et petit matériel	13 929	13 518	Groupe MSF	78 313	84 859
Achats de matières & autres appros	13 929	13 518	Prestations de services	78 313	84 859
Entretien, maintenance et réparations	25 479	33 224			
Honoraires	1 345	73			
Frais bancaires et assimilés	9	8			
Services extérieurs	26 833	33 306			
Achats et services extérieurs	40 762	46 823			
Impôts, taxes et versements assimilés	4 164	4 109			
Salaires et charges refacturées	2 933	2 816			
Charges de personnel	2 933	2 816			
Dotations amorts/prov. d'exploitation	6 069	6 558			
CHARGES D'EXPLOITATION	53 929	60 307	PRODUITS D'EXPLOITATION	78 313	84 859
CHARGES FINANCIERES	-	-	PRODUITS FINANCIERS	-	-
Charges exceptionnelles	-	-	Produits exceptionnels		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	-	-	PRODUITS EXCEPTIONNELS	-	-
TOTAL CHARGES	53 929	60 573	TOTAL PRODUITS	78 313	84 859
RESULTAT POSITIF	24 384	24 286	RESULTAT NEGATIF	-	-
TOTAL GENERAL	78 313	84 859	TOTAL GENERAL	78 313	84 859

CHAPITRE 4

LES MISSIONS DE L'ASSOCIATION MSF

PRINCIPES GENERAUX DE
PRESENTATION 132

SYNTHESE FINANCIERE DES
OPERATIONS 134

LES MISSIONS 136

LES MISSIONS DE L'ASSOCIATION MSF

1. PRINCIPES GENERAUX DE PRESENTATION

1.1 DEPENSES D'OPERATIONS PAR PAYS

Les dépenses d'opérations de l'association MSF sont présentées dans le paragraphe 2.1 par pays d'intervention et selon les

principales natures de dépenses telles qu'explicitées ci-dessous.

- ✓ Dépenses de personnel : ce regroupement comprend tous les frais engagés par l'association liés aux acteurs de terrain expatriés ou locaux (éléments de rémunération, charges sociales et assurances, frais médicaux, frais de vie et de logement des équipes).
- ✓ Dépenses médicales et nutrition: ce poste recouvre les achats des missions en médicaments, vaccins et nourriture, en matériels et équipements médicaux et de laboratoire, ainsi que les dépenses liées aux structures médicales.
- ✓ Logistique et sanitation : sont compris sous cet intitulé les achats des missions en équipements et matériels logistiques et d'assainissement, en articles de secours non médicaux, ainsi que les travaux de construction et de réhabilitation entrepris.
- ✓ Transport et stockage : cette famille recense principalement les coûts liés à l'achat, la location et l'entretien des véhicules, au fret lié à l'approvisionnement des missions, et aux entrepôts de stockage.
- ✓ Frais de déplacement : ils comprennent les frais de déplacement des expatriés se rendant dans les pays d'intervention (transport, démarches administratives...), ainsi que les coûts du transport des équipes MSF sur les terrains.
- ✓ Frais administratifs et fonctionnement : cette catégorie recense les charges associées au fonctionnement général et administratif des missions, telles que les loyers, les équipements et dépenses de communication, les équipements et fournitures de bureaux, impositions diverses et frais financiers locaux, les charges exceptionnelles et les écarts de change constatés localement.
- ✓ Autres dépenses (formation, dons...) : la formation et l'appui local représentent les charges engagées pour l'organisation de formations, les dons en matériel, médicaments... accordés par MSF aux structures de santé sur le terrain.

Les dépenses d'opérations correspondant à l'activité épidémiologique d'Epicentre sur les missions de l'association sont isolées sur une ligne intitulée « Epicentre ». Une colonne met en évidence les versements à

d'autres organismes, une autre intègre les dépenses d'opérations engagées pour le compte d'autres sections donnant lieu à refacturation.

1.2 RESSOURCES AFFECTEES PAR PAYS

Les ressources affectées aux missions, présentées dans le paragraphe 2.2, proviennent des dons issus de la générosité publique affectés par les donateurs à des programmes particuliers, des financements affectés par des bailleurs institutionnels, des conventions de financement conclues avec les autres sections MSF et des autres ressources générées par les activités de terrain. Ces ressources sont présentées nettes de la part allouée au financement du support des missions fourni par le siège. Ce support opérationnel comprend la coordination des programmes, les services d'appui médical et logistique, l'activité du

service de gestion financière des missions et le service des ressources humaines terrain. Cette part est déterminée de manière contractuelle pour les financements publics institutionnels, et représente, pour les financements des sections jusqu'à 15% des contributions hors fonds affectés par leurs donateurs. Les fonds affectés par les donateurs et les autres ressources générées sur le terrain sont entièrement alloués aux opérations concernées. Pour chaque pays, les dépenses nettes représentent le montant des opérations qui est financé par des ressources non affectées d'origine privée.

1.3 DETAIL DES OPERATIONS PAR PAYS

Les missions de l'association sont présentées ci-après sous la forme de tableaux synthétiques par pays. Pour chacun des pays d'interventions de l'association ces tableaux indiquent le

volume financier des opérations engagées par projet en milliers d'euros (K€), identifient les bailleurs institutionnels et fournissent l'effectif moyen du personnel de terrain.

Ces tableaux sont constitués de trois parties :

- ✓ Une première partie présentant les dépenses d'opérations par projet ;
- ✓ Une deuxième partie détaillant pour le pays concerné le montant des financements octroyés par des bailleurs institutionnels (gouvernements, agences européennes et internationales) ainsi que la part que représente ces fonds dans le financement des projets ;
- ✓ Une troisième partie récapitulant l'effectif moyen en équivalent temps-plein, tous projets confondus à l'échelle du pays, des expatriés, du personnel local sous contrat MSF, des employés du ministère de la santé rémunérés par MSF au prorata de leur temps de travail avec l'association, et des journaliers.

2. SYNTHÈSE FINANCIÈRE DES OPÉRATIONS

2.1 DETAIL DES DEPENSES D'OPÉRATIONS (EN MILLIERS D'EUROS)

Pays	Dépenses de personnel	Dépenses médicales et nutrition	Logistique et sanitation	Transport et stockage	Frais de déplacements	Frais administratifs et fonctionnement	Autres dépenses (formation, dons)	Total dépenses réalisées en France et à l'étranger	Versements à d'autres organismes	Dépenses pour le compte d'autres sections	Total
Arménie	1 422	403	10	178	92	104	11	2 219			2 219
Burkina Faso	621	56	2	95	46	70	6	892			892
Cambodge	1 098	494	45	96	83	72	26	1 915			1 915
Chine	247	3	-	12	29	30	0	320			320
Colombie	1 324	196	12	52	70	134	5	1 792			1 792
Congo (RDC)	6 474	2 573	1 076	1 686	604	522	48	12 983			12 983
Congo Brazzaville	817	244	43	160	73	83	0	1 420			1 420
Côte d'Ivoire	698	17	54	139	51	61	4	1 024			1 024
Ethiopie	1 149	221	72	336	124	105	4	2 011			2 011
Géorgie	508	132	6	66	14	81	15	822			822
Haiti	6 065	2 031	395	495	289	202	0	9 477			9 477
Iran	699	161	3	27	22	82	1	994			994
Jordanie	5 022	5 373	345	207	317	350	21	11 636			11 636
Kenya	3 163	828	102	125	181	199	33	4 631			4 631
Laos	597	94	56	189	63	42	1	1 041			1 041
Madagascar	754	227	45	222	98	73	4	1 422			1 422
Malawi	1 792	865	54	269	143	141	2	3 265			3 265
Mali	3 177	1 442	201	777	255	173	14	6 039			6 039
Mission France	316	35	0	-	1	88	4	443	1 472		443
Niger	716	1 137	50	379	89	102	1	2 475			3 946
Nigéria	3 050	899	175	426	196	171	15	4 932			4 932
Ouganda	1 565	608	119	257	167	110	36	2 861			2 861
Pakistan	2 255	751	118	200	217	112	2	3 654			3 654
Palestine	1 592	150	12	134	90	98	3	2 080			2 080
Papouasie Nouv. Guinée	604	100	29	86	128	77	2	1 025			1 025
Philippines	403	772	1 159	885	174	110	1	3 504			3 504
Rep. Centrafricaine	2 659	1 795	409	1 094	386	446	13	6 801			6 801
Russie	826	199	1	29	55	182	8	1 299			1 299
Somalie	1 909	708	166	351	187	120	0	3 441			3 441
Soudan du Sud	5 764	1 701	743	1 528	710	628	4	11 077			11 077
Syrie	2 189	2 364	1 638	625	507	117	5	7 444			7 444
Tchad	1 842	568	240	610	200	214	26	3 699			3 699
Yémen	3 682	987	98	215	246	159	9	5 395			5 395
Epicentre	-	6 050	-	-	-	-	-	6 050			6 050
Missions diverses	1 405	172	0	246	243	180	0	2 247	2 557	5 447	10 251
Total	66 405	34 355	7 472	12 193	6 146	5 434	323	132 328	4 029	5 447	141 804

2.2 DETAIL DES RESSOURCES AFFECTEES PAR PAYS (EN MILLIERS D'EUROS)

Pays	Dons privés affectés France	Entreprises & autres organismes privés	Financements institutionnels et collectivités locales	MSF Emirats	Section MSF Australie	Section MSF Japon	Section MSF USA	Autres sections MSF	Autres produits	Utilisation des Ress. Affectées non utilisées	Total financement des opérations	Refacturation opérations autres sections	Total
Arménie	3	-	-	-	622	561	331	-	35	-	1 553	-	1 553
Burkina Faso	0	-	-	-	-	-	289	1	-	-	290	-	290
Cambodge	0	-	-	-	-	1 123	13	-	87	-	1 223	-	1 223
Chine	-	-	-	-	-	-	-	0	57	-	57	-	57
Colombie	-	-	-	-	415	-	640	0	-	-	1 055	-	1 055
Congo (RDC)	0	10	898	-	1 764	3 447	4 784	-	16	-	10 918	-	10 918
Congo Brazzaville	-	-	-	-	-	321	319	-	22	-	662	-	662
Côte d'Ivoire	-	1	-	-	481	-	13	-	12	-	508	-	508
Ethiopie	-	-	563	0	-	327	385	-	19	-	1 294	-	1 294
Géorgie	-	-	-	-	-	-	318	-	2	-	320	-	320
Haïti	6	-	-	-	1 646	1 160	5 309	6	46	-	8 174	-	8 174
Iran	-	-	-	-	361	-	-	0	0	-	361	-	361
Jordanie	0	717	-	-	1 811	819	7 294	162	1	-	10 804	-	10 804
Kenya	-	-	120	-	1 504	699	1 586	-	60	-	3 969	-	3 969
Laos	-	-	6	-	6	632	-	-	0	-	645	-	645
Madagascar	0	-	5	-	538	-	327	0	0	-	871	-	871
Malawi	4	-	772	-	473	501	196	-	189	-	2 136	-	2 136
Mali	357	312	1 415	0	858	835	1 535	-	22	-	5 335	-	5 335
Mission France	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Niger	1	-	748	-	118	486	536	-	16	-	1 905	-	1 905
Nigéria	7	-	440	-	710	646	2 339	67	58	-	4 268	-	4 268
Ouganda	-	-	461	-	550	425	430	0	7	-	1 874	-	1 874
Pakistan	1	0	-	-	890	-	1 982	-	26	-	2 899	-	2 899
Palestine	4	0	-	-	-	-	1 449	3	7	-	1 462	-	1 462
Papouasie Nouv. Guinée	-	-	-	-	-	470	-	-	-	-	470	-	470
Philippines	839	289	659	10	86	676	1 003	-	-	-	3 563	-	3 563
Rep.Centrafraicaine	10	2	1 184	-	899	330	3 721	0	0	-	6 145	-	6 145
Russie	-	-	-	-	-	-	923	1	5	-	929	-	929
Somalie	1	-	-	-	704	235	2 031	-	1	-	2 973	-	2 973
Soudan du Sud	40	0	1 463	1	1 618	937	4 766	-	39	-	8 863	-	8 863
Syrie	904	152	-	67	1 463	1 579	2 442	-	0	-	6 607	-	6 607
Tchad	1	-	335	0	553	528	1 550	0	110	-	3 078	-	3 078
Yémen	-	-	-	-	1 491	435	3 025	2	-	-	4 953	-	4 953
Epicentre	-	-	-	-	-	-	271	-	-	-	271	-	271
Missions diverses	1	0	-	-	-	-	-	-	940	-	941	-	941
Total	2 180	1 483	9 070	78	19 563	17 174	49 809	242	1 776	-	101 376	-	101 376

ARMÉNIE



BURKINA FASO



Par projet	Dépenses K€
Coordination Erevan	578
Erevan tuberculose multirésistante	1 029
Provinces du Nord tuberculose	586
Cohorte pédiatrique tuberculose multirésistante	26
TOTAL	2 219

Par projet	Dépenses K€
Coordination Ouagadougou	539
Réfugiés Oudalan	353
TOTAL	892

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Part des financeurs institutionnels : 0%

Part des financeurs institutionnels : 0%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	13
Personnel Local sous contrat MSF	84
Personnel sous incentive ou journalier	2
TOTAL	99

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	8
Personnel Local sous contrat MSF	53
Personnel sous incentive ou journalier	31
TOTAL	92

Commentaires :

Commentaires :

CAMBODGE



Par projet	Dépenses K€
Coordination Phnom Penh	584
Kampong Cham	1 123
Phnom Penh prison	121
Infections à mycobactéries non tuberculeuses	87
TOTAL	1 915

CHINE



Par projet	Dépenses K€
Coordination Pékin	264
Urgences	14
Support médical	42
TOTAL	320

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Part des financeurs institutionnels : 0%

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Part des financeurs institutionnels : 0%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	11
Personnel Local sous contrat MSF	95
Personnel sous incentive ou journalier	32
TOTAL	138

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	2
Personnel Local sous contrat MSF	3
Personnel sous incentive ou journalier	-
TOTAL	5

Commentaires :

Fermeture du projet Phnom Penh Prison en fin d'année 2013.

Commentaires :

Ouverture du projet Support médical HIV en octobre 2013.

COLOMBIE



Par projet	Dépenses K€
Coordination Bogota	605
Buenaventura Centre de santé	1 187
TOTAL	1 792

REP. DEM. DU CONGO (RDC)



Par projet	Dépenses K€
Coordination Goma & Kinshasa	1 561
Rutshuru	4 364
Déplacés Kanyaruchina	563
Punk réponses aux urgences	489
Coordination Lubumbashi	1 259
Kalémie	2 208
Kabalo Paludisme	1 804
Choléra Lubumbashi	203
Puka réponses aux urgences	57
Rougeole Equateur	475
TOTAL	12 983

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Part des financeurs institutionnels : 0%

Financeurs institutionnels	Recettes K€
Gouvernement Suède	198
Gouvernement Allemagne	700
TOTAL	898

Part des financeurs institutionnels : 7%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	9
Personnel Local sous contrat MSF	46
Personnel sous incentive ou journalier	-
TOTAL	55

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	44
Personnel Local sous contrat MSF	441
Personnel sous incentive ou journalier	244
TOTAL	729

Commentaires :

Commentaires :

REPUBLIQUE DU CONGO (BRAZZA)



Par projet	Dépenses K€
Coordination Brazzaville	271
Betou urgence réfugiés	954
Pointe Noire Cholera	195
TOTAL	1 420

COTE D'IVOIRE



Par projet	Dépenses K€
Coordination Abidjan	725
Guiglo	219
Katiola Maternité	80
TOTAL	1 024

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Part des financeurs institutionnels : 0%

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Part des financeurs institutionnels : 0%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	9
Personnel Local sous contrat MSF	74
Personnel sous incentive ou journalier	16
TOTAL	99

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	7
Personnel Local sous contrat MSF	56
Personnel sous incentive ou journalier	6
TOTAL	69

Commentaires :

Fermeture du projet de Bétou (urgence réfugiés) en juin 2013 et retrait du pays en début 2014.

Commentaires :

Fermeture Guiglo à fin mars 2013.
Préparation à l'ouverture d'un projet de maternité dans le centre-nord du pays (Katiola), début des activités prévu en 2014.

ETHIOPIE



Par projet	Dépenses K€
Coordination Addis Abeba	574
Gambella soins primaires	521
Bambassi urgence réfugiés	138
Benishangul urgence réfugiés	664
Raad urgence réfugiés	114
TOTAL	2 011

Financeurs institutionnels	Recettes K€
ECHO (Union Européenne)	563
TOTAL	563

Part des financeurs institutionnels : 28%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	14
Personnel Local sous contrat MSF	145
Personnel sous incentive ou journalier	133
TOTAL	292

Commentaires :

GEORGIE



Par projet	Dépenses K€
Coordination Tbilissi	219
Abkhasie accès aux soins	105
Abkhasie tuberculose	498
TOTAL	822

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Part des financeurs institutionnels : 0%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	3
Personnel Local sous contrat MSF	23
Personnel sous incentive ou journalier	14
TOTAL	40

Commentaires :

HAITI



Par projet	Dépenses K€
Coordination Port au Prince	1 338
Drouillard Prise en charge choléra	139
Drouillard hôpital Chirurgical	7 849
Projet pilote hôpital	151
TOTAL	9 477

IRAN



Par projet	Dépenses K€
Coordination Téhéran	313
Clinique Sud Téhéran	681
TOTAL	994

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Part des financeurs institutionnels : 0%

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Part des financeurs institutionnels : 0%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	32
Personnel Local sous contrat MSF	534
Personnel sous incentive ou journalier	6
TOTAL	572

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	4
Personnel Local sous contrat MSF	25
Personnel sous incentive ou journalier	2
TOTAL	31

Commentaires :

Commentaires :

JORDANIE



Par projet	Dépenses K€
Coordination Amman	916
Hôpital d'Amman - Chirurgie reconstructrice	7 327
Réseau régional	880
Zaatari réfugiés Syriens	1 305
Coordination Urgences	341
Irbid réfugiés Syriens	495
Kurdistan réfugiés Syriens	372
TOTAL	11 636

KENYA



Par projet	Dépenses K€
Coordination Nairobi	1 046
Homa Bay Sida	1 454
Mathare	2 082
Etude GeneXpert sur le diagnostic Tuberculose	49
TOTAL	4 631

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Part des financeurs institutionnels : 0%

Financeurs institutionnels	Recettes K€
Mairie de Paris	120
TOTAL	120

Part des financeurs institutionnels : 3%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	29
Personnel Local sous contrat MSF	75
Personnel sous incentive ou journalier	134
TOTAL	238

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	15
Personnel Local sous contrat MSF	164
Personnel sous incentive ou journalier	24
TOTAL	203

Commentaires :

Fermeture du programme de Zaatari fin novembre 2013

Commentaires :

Transfert de la clinique HIV de Mathare à une ONG partenaire à la fin de l'année 2013.

LAOS



Par projet	Dépenses K€
Coordination Vientiane	368
Houaphan: soins femmes et enfants	673
TOTAL	1 041

MADAGASCAR



Par projet	Dépenses K€
Coordination Tananarive	371
Bekili soins femmes et enfants	943
Tulear Cyclone	108
TOTAL	1 422

Financeurs institutionnels	Recettes K€
Gouvernement Danemark	6
TOTAL	6

Part des financeurs institutionnels : 1%

Financeurs institutionnels	Recettes K€
Gouvernement Danemark	5
TOTAL	5

Part des financeurs institutionnels : 0%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	9
Personnel Local sous contrat MSF	23
Personnel sous incentive ou journalier	14
TOTAL	46

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	13
Personnel Local sous contrat MSF	90
Personnel sous incentive ou journalier	16
TOTAL	119

Commentaires :

Fermeture du projet Houaphan en fin d'année 2013 et retrait du pays en janvier 2014.

Commentaires :

Urgence cyclone Tulear de février à mai 2013

MALAWI



Par projet	Dépenses K€
Coordination Lilongwe	619
Chiradzulu Sida	181
Décentralisation Chiradzulu Sida	1 869
Laboratoires décentralisés CD4 et charge virale	445
Etude d'impact traitement et dépistage HIV, Chiradzulu	151
TOTAL	3 265

Financeurs institutionnels	Recettes K€
Gouvernement Norvège	341
UNITAID	431
TOTAL	772

Part des financeurs institutionnels : 24%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	19
Personnel Local sous contrat MSF	208
Personnel sous incentive ou journalier	201
TOTAL	428

Commentaires :

Les activités HIV se concentrent sur les centres de santé décentralisés avec notamment l'installation de nouvelles plateformes de laboratoire.

MALI



Par projet	Dépenses K€
Coordination Bamako	829
Koutiala médico-nutritionnel	2 556
Recherche opérationnelle en nutrition intégrée	387
Koutiala SMC (Seasonal Malaria Chimio-prevention)	607
Intervention nord Mali	1 659
TOTAL	6 039

Financeurs institutionnels	Recettes K€
ECHO (Union européenne)	1 402
Gouvernement Danemark	9
Conseils Municipaux	5
TOTAL	1 416

Part des financeurs institutionnels : 23%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	29
Personnel Local sous contrat MSF	305
Personnel sous incentive ou journalier	114
TOTAL	448

Commentaires :

MISSION FRANCE



Par projet	Dépenses K€
Soins psychologiques aux réfugiés	443
TOTAL	443

NIGER



Par projet	Dépenses K€
Coordination Niamey	401
Soutien Forsani nutrition	2 652
Abala réfugiés	893
TOTAL	3 946

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Part des financeurs institutionnels : 0%

Financeurs institutionnels	Recettes K€
ECHO (Union européenne)	748
TOTAL	748

Part des financeurs institutionnels : 19%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	4
Personnel Local sous contrat MSF	
Personnel sous incentive ou journalier	
TOTAL	4

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	13
Personnel Local sous contrat MSF	49
Personnel sous incentive ou journalier	264
TOTAL	326

Commentaires :
Fermeture de la mission à fin mai 2013.

Commentaires :

NIGERIA



Par projet	Dépenses K€
Coordination Abuja	940
Jigawa santé des femmes	2 188
Nord Nigéria nutrition	521
Port Harcourt chirurgie	911
Réponses aux urgences	372
TOTAL	4 932

OUGANDA



Par projet	Dépenses K€
Coordination Kampala	764
Arua Sida	1 440
Laboratoires décentralisés CD4 et charge virale	218
Bundibugyo réfugiés	166
Kyangwali réfugiés	272
TOTAL	2 861

Financeurs institutionnels	Recettes K€
Europeaid (Union européenne)	207
Gouvernement Danemark	2
Gouvernement Suède	230
TOTAL	439

Part des financeurs institutionnels : 9%

Financeurs institutionnels	Recettes K€
UNITAID	241
Gouvernement Suède	220
TOTAL	461

Part des financeurs institutionnels : 16%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	17
Personnel Local sous contrat MSF	246
Personnel sous incentive ou journalier	136
TOTAL	399

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	18
Personnel Local sous contrat MSF	134
Personnel sous incentive ou journalier	32
TOTAL	184

Commentaires :

Fermeture du centre de traumatologie de Port Harcourt à fin mars 2013.
Intervention d'urgence pour une campagne de vaccination rougeole à Katsina (nord du pays).

Commentaires :

Deux projets d'urgence ont été ouvert suite à l'arrivée massive de réfugiés Congolais dans l'Ouest du pays.
Pour les activités HIV, de nouvelles plateformes de laboratoires ont été mises en place.

PAKISTAN



Par projet	Dépenses K€
Coordination Islamabad	694
Hangu soins d'urgences hôpital	1 343
Peshawar soins gynéco-obstétriques	1 219
Kurram	398
TOTAL	3 654

PALESTINE



Par projet	Dépenses K€
Coordination Jérusalem	546
Gaza chirurgie	1 089
Naplouse	445
TOTAL	2 080

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Part des financeurs institutionnels : 0%

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Part des financeurs institutionnels : 0%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	24
Personnel Local sous contrat MSF	354
Personnel sous incentive ou journalier	42
TOTAL	420

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	10
Personnel Local sous contrat MSF	51
Personnel sous incentive ou journalier	1
TOTAL	62

Commentaires :

Commentaires :

PAPOUASIE NOUVELLE GUINEE



Par projet	Dépenses K€
Coordination Port Moresby	341
Buin hôpital	684
TOTAL	1 025

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Part des financeurs institutionnels : 0%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	9
Personnel Local sous contrat MSF	35
Personnel sous incentive ou journalier	10
TOTAL	54

Commentaires :

PHILIPPINES



Par projet	Dépenses K€
Coordination	210
Bopha inondations	101
Hopital Gonflable Tacloban	2 331
Palo Talosa Soins Primaires	862
TOTAL	3 504

Financeurs institutionnels	Recettes K€
Conseils Municipaux	54
Gouvernement Canada	603
Gouvernement Danemark	2
TOTAL	659

Part des financeurs institutionnels : 19%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	7
Personnel Local sous contrat MSF	-
Personnel sous incentive ou journalier	60
TOTAL	67

Commentaires :

Fin de l'intervention de Bopha en février 2013.
Début des interventions d'urgences à Tacloban et Palo en novembre 2013 suite au typhon Haiyan.

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



Par projet	Dépenses K€
Coordination Bangui	1 465
Paoua	2 421
Carnot	1 370
Bria paludisme	646
Bangui Support Medical	899
TOTAL	6 801

RUSSIE



Par projet	Dépenses K€
Coordination Moscou	430
Grozny cardiologie	846
Grozny gynéco-obstétrique et pédiatrie	23
TOTAL	1 299

Financeurs institutionnels	Recettes K€
Gouvernement Suède	539
Gouvernement Danemark	19
ECHO (Union Européenne)	626
TOTAL	1 184

Part des financeurs institutionnels : 17%

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Part des financeurs institutionnels : 0%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	38
Personnel Local sous contrat MSF	304
Personnel sous incentive ou journalier	254
TOTAL	596

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	3
Personnel Local sous contrat MSF	29
Personnel sous incentive ou journalier	26
TOTAL	58

Commentaires :

Après le coup d'état de mars, ouverture d'un programme sur l'hôpital communautaire de Bangui, puis ouverture en juillet d'un projet sur l'hôpital de Bria.

Commentaires :

SOMALIE



Par projet	Dépenses K€
Coordination Nairobi	598
Mogadiscio déplacés	1 146
Dayniile	1 697
TOTAL	3 441

SOUDAN DU SUD



Par projet	Dépenses K€
Coordination Juba	2 101
Aweil gynéco-obstétrique	4 773
Support aux structures médicales	690
Yida	3 001
Yida Vaccination Pentavalent	186
Avion	326
TOTAL	11 077

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Part des financeurs institutionnels : 0%

Financeurs institutionnels	Recettes K€
Gouvernement Norvège	922
Gouvernement Suède	541
TOTAL	1 463

Part des financeurs institutionnels : 13%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	8
Personnel Local sous contrat MSF	69
Personnel sous incentive ou journalier	90
TOTAL	167

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	57
Personnel Local sous contrat MSF	515
Personnel sous incentive ou journalier	80
TOTAL	652

Commentaires :

Fermeture de tous les programmes MSF en Somalie au mois d'août 2013.

Commentaires :

SYRIE



Par projet	Dépenses K€
Coordination Syrie	1 037
Unité de traumatologie	2 286
Support médical	3 882
Soins déplacés	239
TOTAL	7 444

TCHAD



Par projet	Dépenses K€
Coordination Ndjamenas	1 021
Moissala (paludisme)	1 764
Réponses aux urgences	189
Goz Beida Vaccination fièvre Jaune	287
Tissi Urgence déplacés	368
Maro inondations	70
TOTAL	3 699

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Part des financeurs institutionnels : 0%

Financeurs institutionnels	Recettes K€
ECHO (Union européenne)	81
Gouvernement Danemark	255
TOTAL	336

Part des financeurs institutionnels : 9%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	36
Personnel Local sous contrat MSF	144
Personnel sous incentive ou journalier	20
TOTAL	200

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	20
Personnel Local sous contrat MSF	128
Personnel sous incentive ou journalier	117
TOTAL	265

Commentaires :

Projets Urgences toujours en cours en 2014

Commentaires :

Fin de l'intervention suite aux inondations auprès des camps des réfugiés centrafricains de Yaroungou et Moula en février 2013
Vaccination Fièvre Jaune à l'est du pays en février et mars 2013.
Intervention à Tissi en appui à des réfugiés soudanais.

YEMEN



Par projet	Dépenses K€
Coordination Sanaa	703
Hôpital d'Amran	2 054
Unité chirurgicale Aden	2 638
TOTAL	5 395

Financeurs institutionnels	Recettes K€
TOTAL	0

Part des financeurs institutionnels : 0%

Effectifs	Effectif moyen
Expatrié	28
Personnel Local sous contrat MSF	206
Personnel sous incentive ou journalier	38
TOTAL	272

Commentaires :

A PROPOS DE CE RAPPORT

Contributeurs

Rémi Obert, Stéphanie Brochot, Agnès Daniel, Jéka Amouzou, Sébastien Granier, Makhtar Ba, Emmanuelle Paufraye

Remerciements

Ce rapport a été réalisé grâce au concours de nombreux intervenants, que nous remercions pour leur collaboration :

-  toutes les équipes terrains sur tous nos pays d'interventions,
-  l'équipe finances siège : Régine Martin, Marie-Claude Blanch, Eric Roche, Jean-Sébastien Oyono, Elisabeth Nguyen, Christophe Guilhou et Rémy Valée,
-  l'équipe finance terrain : Dalila Bedreddine, Anne Le Panse, Arnaud Cheval, Adeline Luxey, Rachida Habbad, Sandrine Nilsvang, Francesco Segoni, Muna Idris Corbineau, Jean-François Le Grand, Patricia Convent, Irina Shilobreeva, Catherine Ah-Kiane, Emmanuelle Westphal, Jean-Paul Tohme, Karine Bodart et Marion Deudon,
-  l'équipe finances d'Epicentre : Christophe André, Noella Lemonier et Alexis Valtat,
-  l'équipe finances de MSF Logistique : Patrice Pelé, Sylvie Reboul, Anne-Marie Kiser, Alexis Dworkin, Dominique Galey, Delphine Idzik, Jérôme Aparisi, Fatiha Termoul,
-  et enfin tous les départements ayant participé à la production de ce rapport.

Photo du Sommaire

Camille Lepage, Sud Soudan - Décembre 2012

Photo journaliste indépendante, âgée de 26 ans, Camille a été tuée le 13 mai dernier dans l'ouest de la RCA, alors qu'elle était en reportage. Déterminée, passionnée et courageuse, Camille avait croisé notre route à plusieurs reprises, au Soudan du Sud et en République Centrafricaine. Elle nous manquera.

Au revoir Camille.



Médecins Sans Frontières

8, rue Saint-Sabin 75011 Paris.

Tél. : +33 (0)1 40 21 29 29